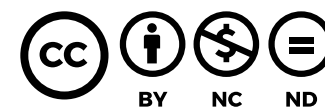


INDICATEURS DES BIBLIOTHÈQUES UNIVERSITAIRES EUROPÉENNES



La situation des
bibliothèques universitaires
françaises par rapport
aux autres pays européens.

Édition 2024 de l'étude
avec les données de 2013 à 2022.

six&dix



SOMMAIRE

1 LA TROISIÈME ÉDITION DE L'ÉTUDE	3
1.1 Ce qui n'a pas changé par rapport aux éditions précédentes : l'objectif de l'étude, les données et les indicateurs, et les réserves	4
1.2 Ce qui a changé : les années, les pays, les données sources de certains pays et une concertation renforcée avec quelques pays	6
1.3 Désormais 10 années et 17 pays dans l'étude	8
2 LA SITUATION EUROPÉENNE À L'AUNE DE QUELQUES IDÉES COMMUNES	10
2.1 "Les bibliothèques sont de moins en moins fréquentées" : c'est plutôt vrai, mais c'est récent, et surtout est-ce durable ?	11
2.2 "Les étudiants empruntent beaucoup moins les documents sur support" : c'est clairement vrai	13
2.3 "La consultation des ressources électroniques a explosé" : c'est vrai, mais impossible de parler d'explosion	15
2.4 "Il n'est plus utile de construire des bibliothèques en raison de l'essor de l'usage des ressources électroniques" : ce n'est pas ce qui est constaté	20
2.5 "Il n'est plus utile d'installer des postes informatiques dans les espaces, tout le monde étant équipé d'ordinateurs portables" : c'est plutôt vrai, mais à relativiser quand même	27
2.6 "Les confinements sanitaires ont modifié durablement les usages" : cela dépend des indicateurs	29

3 LES POINTS CLÉS DE LA SITUATION FRANÇAISE	35
3.1 Augmentation du nombre d'étudiants et des budgets sur 10 ans	36
3.2 Une légère baisse des indicateurs sur les espaces, mais récente	41
3.3 Des horaires et des jours d'ouverture plus faibles qu'ailleurs	45
3.4 Une fréquentation relativement significative des bibliothèques	48
3.5 Des usages des ressources électroniques qui progressent mais qui restent à des niveaux bien plus faibles qu'ailleurs	50
3.6 ETP de personnels / dépenses de personnel	53
3.7 Des dépenses documentaires par étudiant et enseignant-chercheur en baisse et bien plus faibles qu'ailleurs	61
3.8 Proportion des dépenses de personnel et des dépenses documentaires	65
3.9 Niveau de dépense par étudiant	67
3.10 Synthèse de la situation française à l'aune des indicateurs clés en 2022	71
4 ET MAINTENANT ?	74
4.1 Poursuivre l'intégration de quelques nouveaux pays	75
4.2 Refondre, en coopération avec les pays partenaires, le périmètre des données et des indicateurs	77
4.3 Vers un outil commun ?	80
5 ANNEXES	81
5.1 Les données communes	82
5.2 Les indicateurs communs	83
5.3 Relations entre les données communes de l'étude et les données de la norme ISO 2789	85
5.4 Relations entre les indicateurs communs de l'étude et les incitateurs de la norme ISO 11620	89

01

LA TROISIÈME ÉDITION DE L'ÉTUDE

Cette étude publiée en 2024 constitue l'actualisation d'une étude déjà publiée en 2018 (avec les données 2013 à 2016) puis actualisée en 2022 (avec les données de 2017 à 2019).

Ce qui n'a pas changé par rapport aux éditions précédentes : l'objectif de l'étude, les données et les indicateurs, et les réserves

L'objectif principal de l'étude reste de **comparer la situation et les évolutions des bibliothèques académiques françaises par rapport aux autres bibliothèques académiques européennes**, même si une concertation accrue avec plusieurs partenaires européens a permis de déplacer cette vision « centrée France » vers une vision davantage partagée à l'échelle européenne.

Les données et les indicateurs utilisés sont identiques aux éditions précédentes (cf. annexe), même si une refonte des indicateurs s'avèrerait indispensable dans une édition ultérieure de l'étude, notamment pour prendre en compte les enjeux actuels des bibliothèques (soutien à la science ouverte par exemple). Mais cette évolution des indicateurs ne pourrait s'envisager qu'avec une évolution conjointe des données sources de l'ensemble des pays partenaires.

LES RÉSERVES SUR CERTAINS CONCEPTS DE L'ÉTUDE, ÉMIS DÈS LA PREMIÈRE ÉDITION, RESTENT DE MISE :

- **La notion de « moyenne européenne »** (c'est à dire la moyenne des indicateurs des différents pays) peut être interrogée, car elle ne tient pas compte des disparités de population entre pays (de 1,3 millions d'habitants pour l'Estonie à 83 millions pour l'Allemagne).
- **Le périmètre des bibliothèques académiques** (c'est-à-dire des bibliothèques d'établissements avec à la fois des missions de formation et de recherche, en excluant les bibliothèques nationales) n'est pas forcément garanti comme exactement identique entre les pays.
- **La fiabilité de certains indicateurs reste toujours non garantie** (exemple : visites physiques, visites virtuelles des sites web), même si, en ce qui concerne la mesure des usages des ressources électroniques, le développement de la norme COUNTER permet d'améliorer progressivement la faisabilité et la cohérence des mesures (notamment en France),
- **La comparaison des budgets des bibliothèques entre les pays n'est toujours pas pondérée par les différences de niveaux de vie entre pays** (ce qui est particulièrement visible pour les indicateurs financiers de la Suisse et des pays scandinaves), ou des différences des budgets des états dans l'enseignement supérieur et la recherche (pour les dépenses de personnel) ou des différences éventuelles de marché de l'édition (pour les dépenses documentaires).

Ce qui n'a pas changé par rapport aux éditions précédentes : l'objectif de l'étude, les données et les indicateurs, et les réserves



Enfin, les indicateurs étant construits majoritairement rapportés aux effectifs étudiants, **si la population de ces derniers diminue, l'indicateur est meilleur, sans l'ajout de moyens supplémentaires.** Il pourra donc être nécessaire de nuancer les résultats de pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande, le Danemark, dont le nombre d'étudiants a baissé, et pour lesquels les indicateurs vont donc mécaniquement s'améliorer à moyens constants. À l'inverse, les effectifs étudiants ont augmenté aux Pays-Bas¹, en Norvège et en France. À moyens constants, les indicateurs vont donc mécaniquement se dégrader.

1. Aux Pays-Bas, la nouvelle politique nationale, beaucoup moins ouverte aux étudiants étrangers, pourrait toutefois inverser cette tendance.

Ce qui a changé : les années, les pays, les données sources de certains pays et une concertation renforcée avec quelques pays

Trois années ont été ajoutées (2020, 2021, 2022), qui ne sont évidemment pas des années comme les autres, car les bibliothèques ont connu en 2020 et 2021 des fermetures totales ou partielles en raison des confinements.

Un des objectifs particuliers de cette édition est donc de déterminer dans quelle mesure l'année 2022 a permis de revenir à la situation « de référence » de 2019, ou si l'impact des confinements conjoncturels en 2020 et 2021 a conduit à des évolutions plus structurelles.

Par ailleurs, la crise sanitaire a pu empêcher en 2020 et 2021 des saisies complètes de toutes les données requises par les établissements concernés dans un pays. Certains pays, comme la Finlande, ont cessé la saisie de toutes ces données à l'échelle nationale depuis 2020.

Deux pays ont rejoint l'étude : la Belgique (avec les années 2021 et 2022), et la Pologne (avec les années 2020, 2021 et 2022). D'autres pays seront certainement intégrés dans une prochaine édition (la République Tchèque, voire le Luxembourg²).

Pour la Belgique, il est intéressant de noter que la sollicitation de l'ADBU a permis un rapprochement et une consolidation des données des communautés flamandes et wallonnes.

Les données de certains pays n'ont hélas pas pu être intégrées dans l'étude. C'est le cas de l'Italie (il n'existe en effet aucune enquête nationale) ou du Portugal (en l'absence de retour de nos contacts).

Les données de Chypre ont été collectées mais n'ont pas été intégrées pour le moment en raison du faible nombre d'étudiants concernés (15.000 pour une population de 900.000 habitants).

2. Le Luxembourg ne correspond en réalité qu'à une seule bibliothèque (le Learning centre de Luxembourg)

Ce qui a changé : les années, les pays, les données sources de certains pays et une concertation renforcée avec quelques pays

Les données des bibliothèques universitaires du Québec (de l'année universitaire 2013-2014 à l'année 2020-2021), ont été ajoutées, au titre de début d'une comparaison avec les bibliothèques académiques nord-américaines, mais ces données n'ont évidemment pas été intégrées dans le calcul des « moyennes européennes ». SCONUL (Royaume-Uni) a également engagé une démarche de rapprochement avec les partenaires américains.

Une concertation avec quelques pays partenaires de l'étude (Belgique, Espagne, Pays-Bas, Royaume-Uni³) a été menée pour mieux comprendre les données utilisées, pour partager les analyses, et pour enclencher une réelle dynamique collective européenne.

Concernant les données sources, **certains pays ont procédé à des refontes plus ou moins importantes de leur modèle national de données** depuis la deuxième édition de l'étude : quelques évolutions à la marge pour le Royaume-Uni (qui compte désormais les APC ou les consultations de titres uniques d'ebooks), des évolutions plus importantes pour la Suisse⁴, et la Hongrie⁵ (qui intègre dans leurs données l'ensemble des bibliothèques du pays, parmi lesquelles il a fallu isoler les bibliothèques académiques) ou les Pays-Bas⁶.

3. Les partenaires d'Allemagne ont été sollicités en juillet mais sans réponse à cette heure

4. La Suisse ne compte plus depuis 2020 les superficies, les heures de formation, les ressources propres, les visites du site web mais compte les consultations des articles de revues et des ebooks

5. La Hongrie ne compte plus en 2022 les ETP de personnels de bibliothèque, les titres de revues ou d'ebooks

6. Les Pays-Bas ne comptent plus en 2022 les places assises, les postes informatiques, les heures d'ouverture, les dépenses documentaires en ressources numériques

Désormais 10 années et 17 pays dans l'étude !



CETTE ÉDITION DE L'ÉTUDE PORTE SUR 10 ANNÉES (2013-2022) AVEC 17 PAYS EUROPÉENS :

France, Royaume-Uni, Irlande, Suisse, Allemagne, Autriche, Finlande, Danemark, Espagne, Hongrie, Pays-Bas, Norvège, Estonie, Suède, Grèce, Belgique, Pologne.

Certains de ces pays sont hors Union Européenne (Royaume-Uni, Norvège, Suisse) et d'autres sont dans l'Union Européenne mais hors zone Euro (Danemark, Suède, Hongrie, Pologne).

CINQ DE CES PAYS REPRÉSENTENT 83% DE LA POPULATION DES 17 PAYS :

Allemagne (83 millions), France (68 millions), Royaume-Uni (67 millions), Espagne (47 millions), Pologne (38 millions).

QUATRE DE CES PAYS REPRÉSENTENT 80% DE LA POPULATION DES ÉTUDIANTS DES 17 PAYS :

Royaume-Uni (2,3 millions), Allemagne (2,2 millions), France (1,9 millions), Espagne (1,8 millions).

Globalement, ces 17 pays représentent en 2022, 10 millions d'étudiants pour 366 millions d'habitants (2,8% de la population).

Désormais 10 années et 17 pays dans l'étude !

Et nous pourrions même dire 18 pays, puisque le Québec se rajoute à la liste des pays européens, permettant ainsi d'avoir un levier de comparaison avec un pays hors-Europe.

L'étude porte alors sur une population totale de **366 279 217 habitants !**
(Données Eurostat année 2022)

Les codes couleurs des pays sont utilisés dans les graphiques de l'étude.



+  **QUÉBEC**
8 730 868 hab.



02

LA SITUATION EUROPÉENNE À L'AUNE DE QUELQUES IDÉES COMMUNES

“Les bibliothèques sont de moins en moins fréquentées”

C'EST PLUTÔT VRAI, MAIS C'EST RÉCENT, ET SURTOUT EST-CE DURABLE ?

Le nombre d'entrées physiques par étudiant a plutôt augmenté de 2013 à 2019, a évidemment fortement baissé en 2020, est remonté en 2021 et 2022, mais sans retrouver le niveau de 2019. Les données de 2023 et 2024 permettront de préciser si ce niveau est finalement retrouvé, ou pas. À noter la situation la plus favorable, avec une forte reprise, en Suisse.

Il est probable que les parcours pédagogiques des étudiants, mixant davantage travail en présentiel sur les campus et travail en distanciel, concourent à ce que dans certains cas, pour des étudiants habitant loin du campus ou disposant de bonnes conditions de travail à leur domicile, le nombre de visites sur le campus, et donc à la bibliothèque, diminue. L'augmentation de l'usage des ressources documentaires électroniques, et la diminution de l'usage des documents sur support, renforcerait évidemment cette tendance.

Donc l'évolution de la fréquentation physique des étudiants en BU se retrouve au faisceau de deux tendances contradictoires : une tendance au “télétravail étudiant” hors du campus, une tendance à une présence plus importante en BU, une fois sur le campus, car la BU est aussi un lieu de vie et de socialisation.

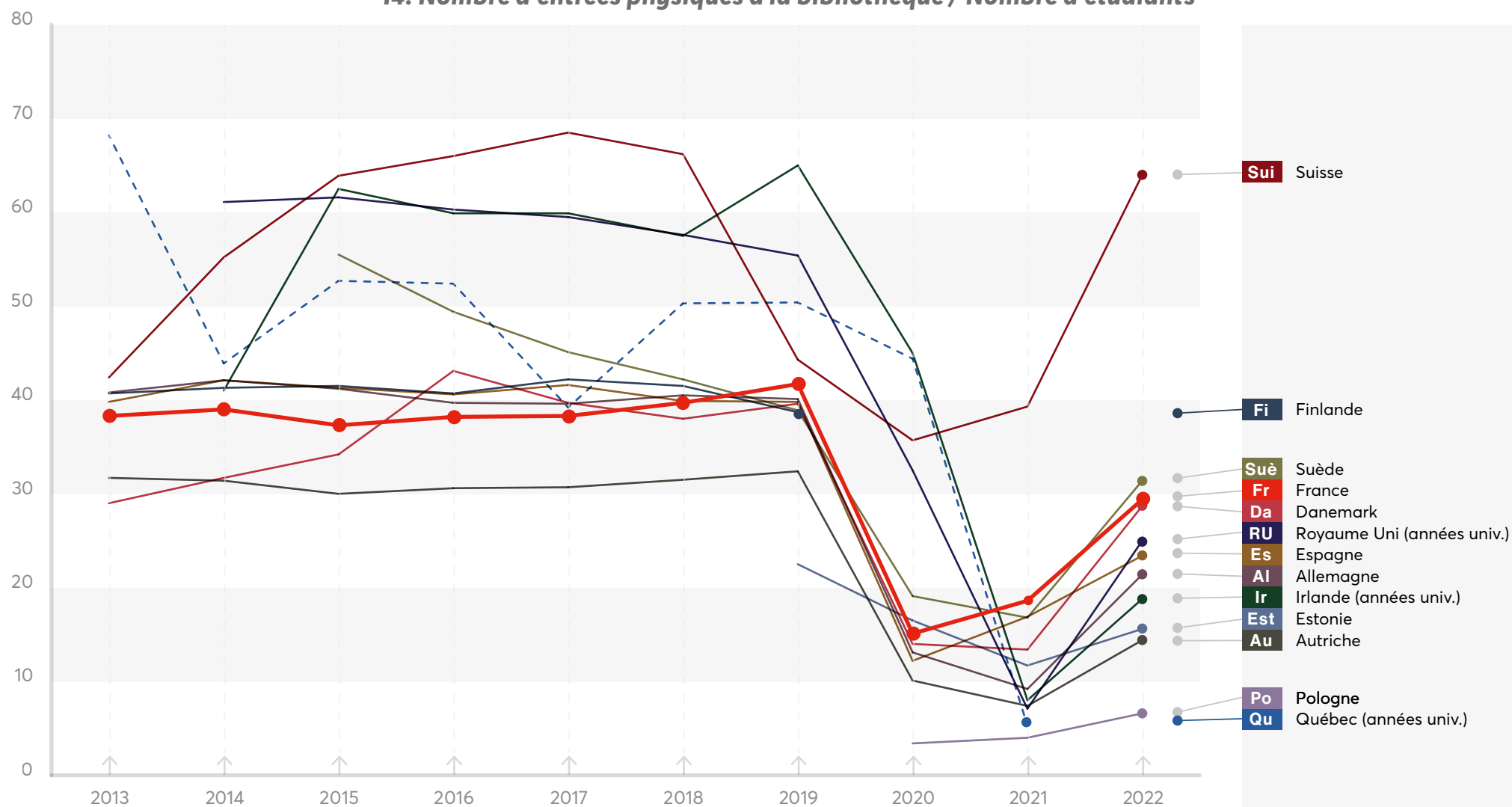
Sur un campus, il peut aussi exister d'autres espaces de travail ou informels (comme les espaces de restauration) qui sont fréquentés par les étudiants mais qui ne sont pas comptabilisés.

On rappelle toutefois que cet indicateur n'est pas d'une fiabilité garantie du fait de l'hétérogénéité probable des méthodes de mesure (détection plus ou moins bonne des passages en groupe par exemple), mais si les méthodes de mesure restent inchangées d'une année à l'autre pour un pays, les évolutions constatées devraient correspondre à des réalités.

Par ailleurs, pour le calcul de cet indicateur, la plupart des pays saisissent des données sur l'année civile. Seuls le Royaume-Uni et l'Irlande, la Belgique et le Québec saisissent sur année universitaire. Si la plupart des pays ont assisté à un retour de la fréquentation au second semestre 2022 avec la fin des jauges et le retour des horaires étendus des BU, les données observées ici pour le Royaume-Uni et l'Irlande concernent l'année universitaire 2021-2022, soit en pleine période COVID. Cela explique probablement les diminutions plus significatives pour ces deux pays en comparaison des autres qui ont renseigné les données au 31/12/2022.

“Les bibliothèques sont de moins en moins fréquentées”

14. Nombre d'entrées physiques à la bibliothèque / Nombre d'étudiants



“Les étudiants empruntent beaucoup moins les documents sur support”

C'EST CLAIREMENT VRAI !

Le nombre de prêts de documents sur support par étudiant a baissé globalement de plus de 50% (c'est à dire a été divisé par plus de deux) sur 10 ans. La baisse a été progressive de 2013 à 2019, s'est accélérée en 2020 et 2021, et se maintient à des niveaux bas en 2022.

On constate une grosse rupture en Suisse, mais avec des niveaux encore hauts en Suède et Estonie.

Dans bon nombre d'établissements, lorsque la version numérique d'un document coexiste avec sa version imprimée, la première est priorisée et remplace souvent la seconde.

Ces tendances possèdent donc forcément des impacts sur les budgets documentaires des documents sur support et sur les emplois associés à la gestion (acquisitions, catalogage, traitements...) de ces types de documents sur support (près de 25% des ETP en France).

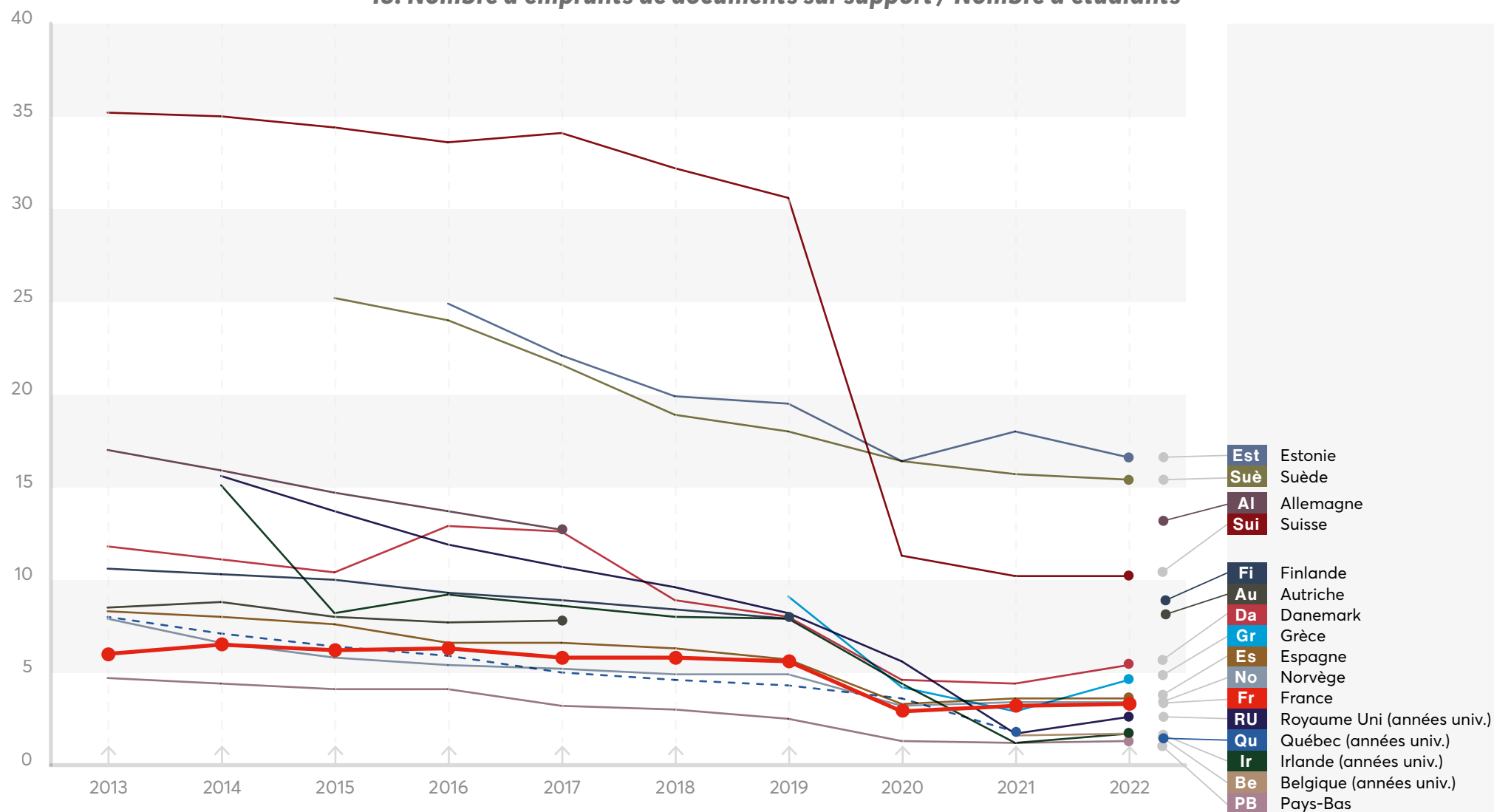
L'allongement de la durée de prêt, qui est une évolution constatée assez largement, permet quant à lui une jouissance plus longue dans le temps du document emprunté, et donc fait baisser cet indicateur.

Il serait donc important de prendre en compte un indicateur « d'utilisation effective » (durée de séjour du document chez un usager) et de tenir compte des demandes de renouvellement (ce que font l'Allemagne et l'Autriche). La mise à jour récente des normes ISO insiste désormais davantage sur cette notion de renouvellement et donc d'usage.

D'autres prêts se développent et n'apparaissent pas ici (prêt d'équipements numériques, en particulier le prêt d'ordinateurs portables à domicile pour une année universitaire, développé notamment en France avec la période de la crise sanitaire, prêt d'objets pour la vie étudiante).

“Les étudiants empruntent beaucoup moins les documents sur support”

18. Nombre d'emprunts de documents sur support / Nombre d'étudiants



“La consultation des ressources électroniques a explosé”

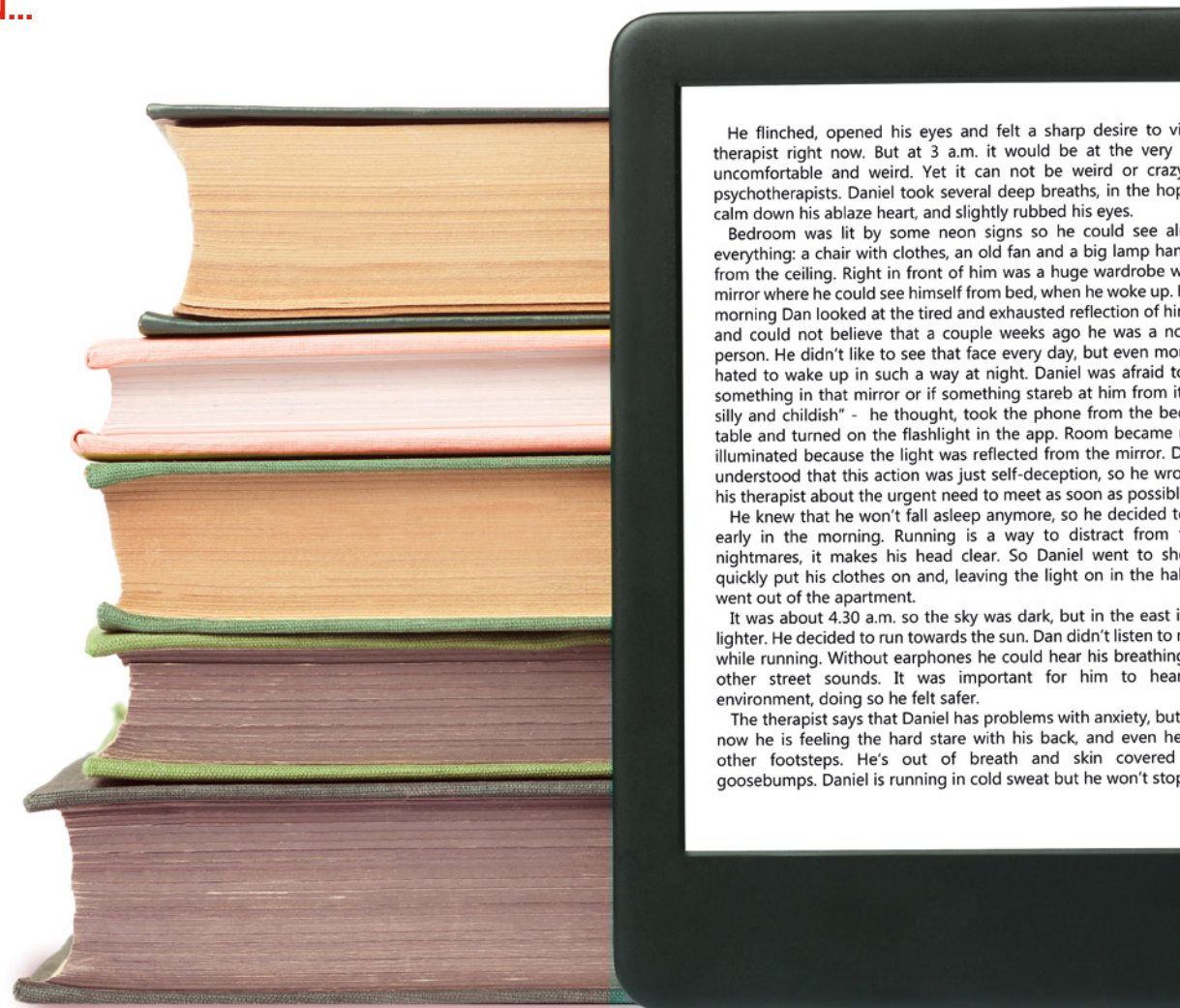
C'EST VRAI, MAIS IMPOSSIBLE DE PARLER D'EXPLOSION...

On constate une forte augmentation de la consultation des articles de périodiques électroniques par étudiant et enseignant-chercheur en 10 ans (+89%).

On note une baisse en 2020, un pic en 2021 et 2022 retrouve les tendances de 2019.

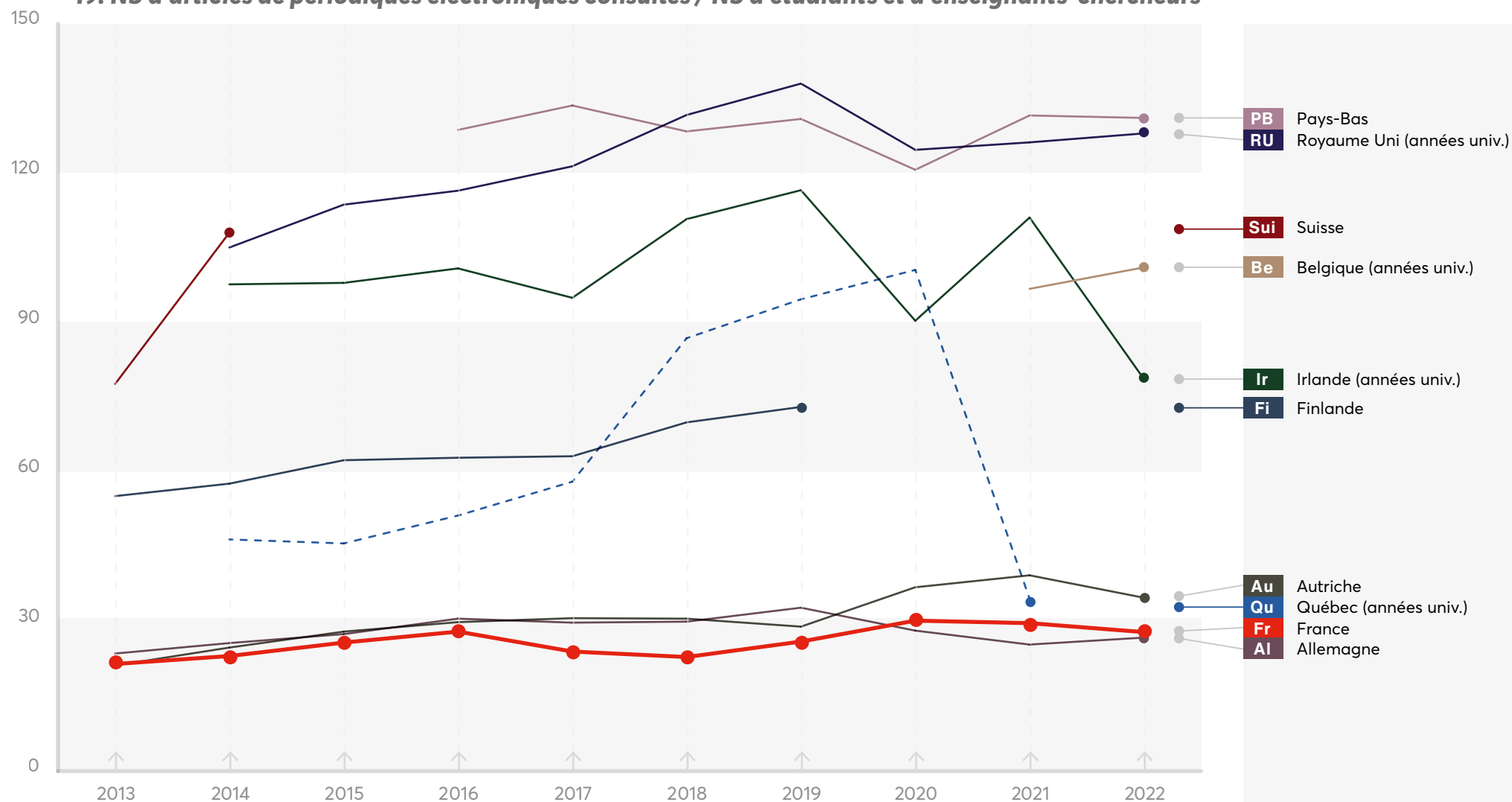
À noter : les hauts niveaux de consultation pour le Royaume-Uni, peuvent être le fruit d'une offre largement anglophone, et les Pays Bas (ces derniers consacrant, depuis plus de 10 ans, plus de 90% des dépenses documentaires aux ressources numériques).

NB : le Danemark, la Hongrie, l'Estonie, la Suède et la Pologne n'apparaissent pas dans les indicateurs 19 et 10, car le nombre d'enseignants-chercheurs n'est pas fourni par ces pays.



“La consultation des ressources électroniques a explosé”

19. Nb d'articles de périodiques électroniques consultés / Nb d'étudiants et d'enseignants-chercheurs



“La consultation des ressources électroniques a explosé”

On pourrait s’attendre à une hausse beaucoup plus importante de cette consultation en conséquence de la diminution des emprunts de documentation sur support. Or cette hausse ne compense pas la diminution de l’indicateur I8 (Nombre de prêts / étudiant). C’est que la BU n’est qu’un des points d’entrée de l’université pour accéder à des ressources en ligne (des ressources documentaires peuvent ainsi être accessibles sur des plateformes pédagogiques).

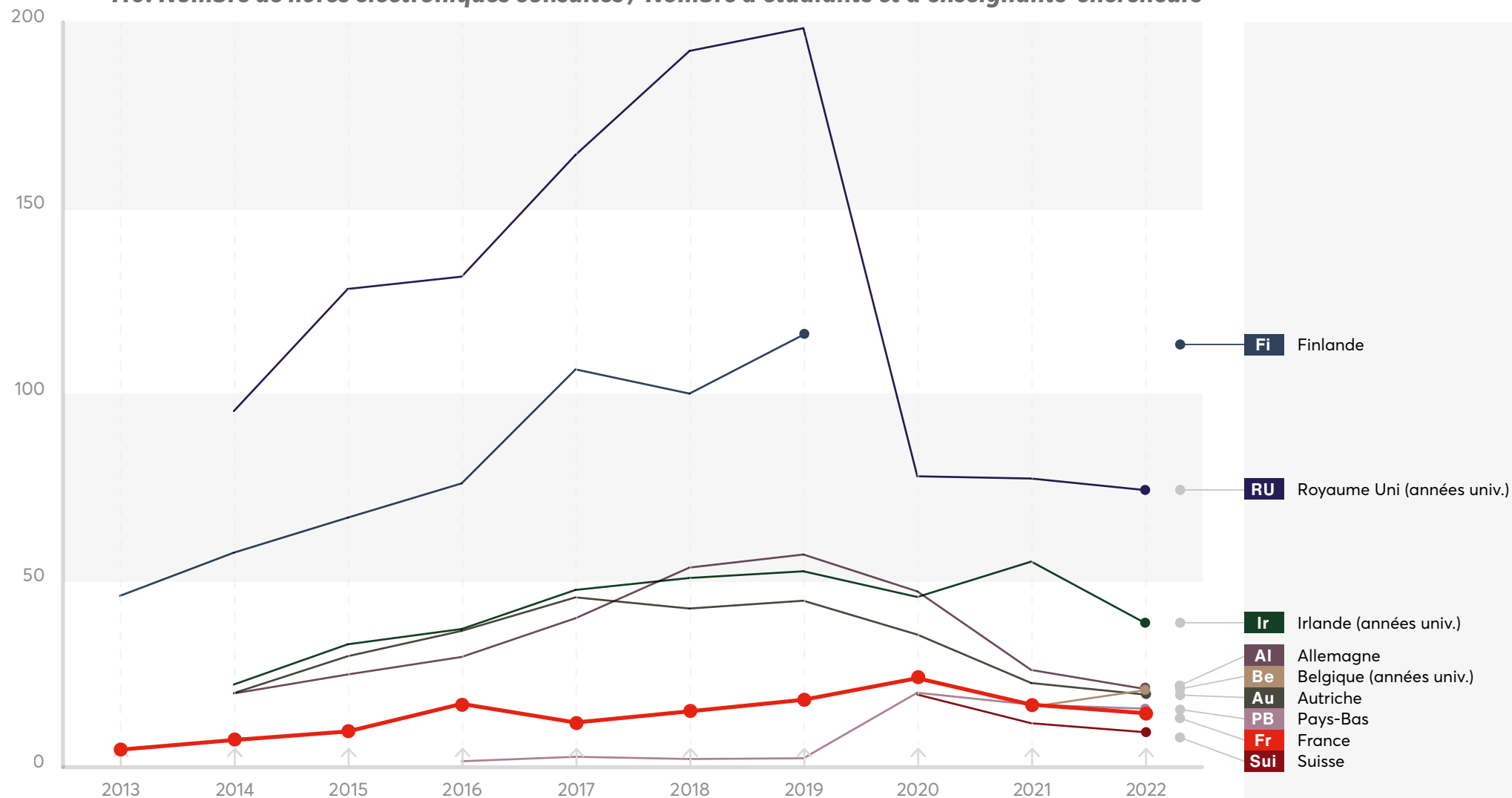
Il faut aussi prendre en compte l’évolution des méthodes de calcul pour la consultation des ressources numériques (passage progressif de l’ensemble des ressources de la norme Counter 4 à 5 et consignes plus restrictives dans l’ESGBU pour les données à intégrer : on compte donc mieux mais moins). Il est donc difficile ici d’interpréter les chiffres du fait du décalage de cette prise en compte ces cinq dernières années par les différents pays (en France cela concerne les données de l’ESGBU à partir de 2021, mais de nombreux éditeurs étaient encore aux normes Counter 4).

Pour les livres électroniques / étudiant, on fait le constat d’une baisse forte (2022 = 38% de 2019) sur les 3 dernières années, enclenchée depuis 2020 (en raison sans doute d’une tension sur les budgets). Les valeurs sont très élevées au Royaume-Uni car la mesure s’effectue par section d’ebook. La diminution récente est le résultat de la crise sanitaire mais aussi des nouvelles modalités de calcul dans certains pays (cf. I9). Globalement, la progression de l’usage n’est donc que de plus de 5% sur 10 ans.

Ces évolutions possèdent évidemment une forte corrélation avec l’évolution de la proportion des dépenses en ressources électroniques dans les dépenses documentaires totales (désormais environ 80% en moyenne). La hausse réelle en 10 ans, a été ralentie sur 2020-2022. Des proportions entre 90 et 100% sont atteintes en Suède, au Danemark, aux Pays-Bas.

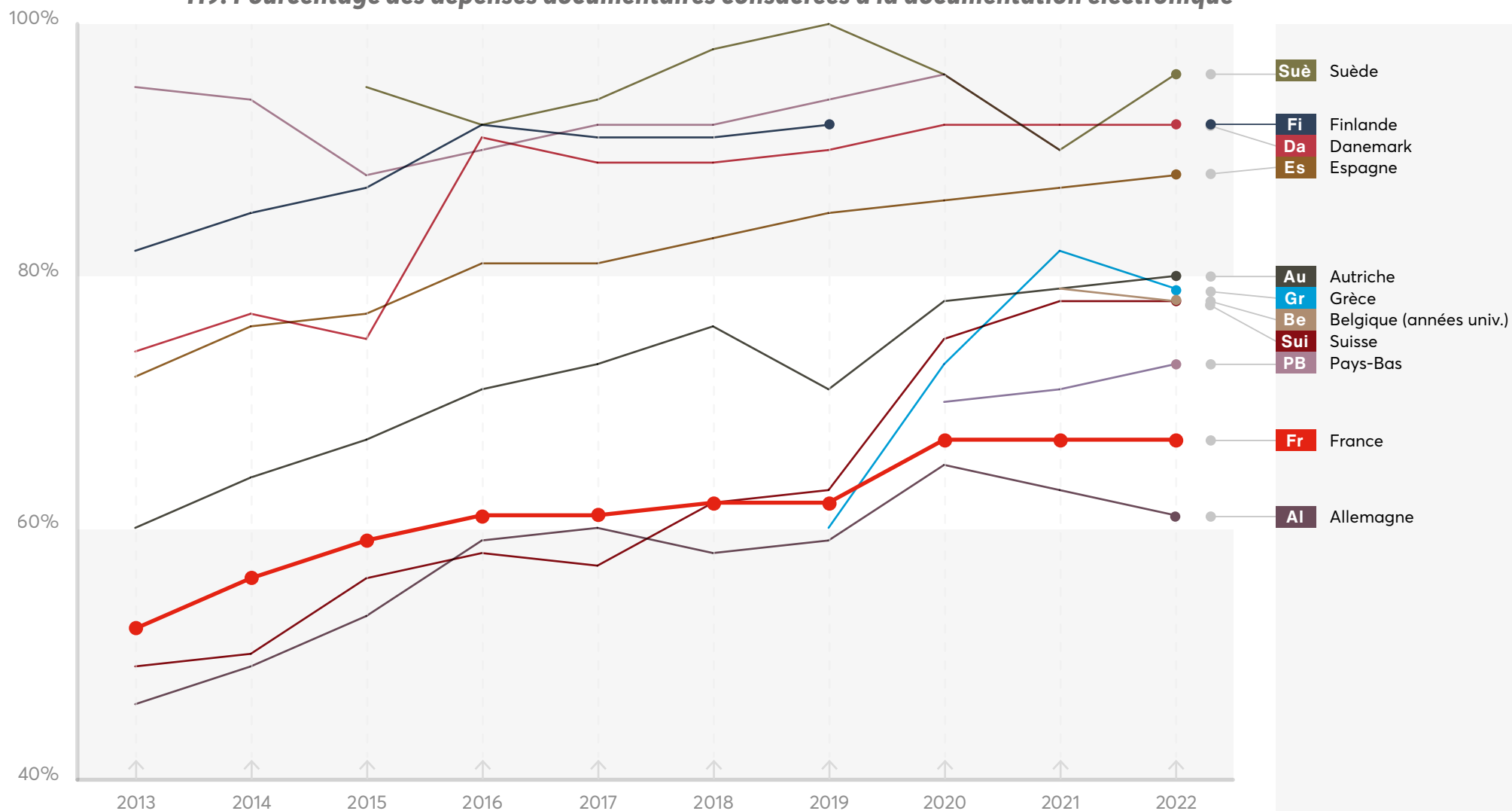
“La consultation des ressources électroniques a explosé”

I10. Nombre de livres électroniques consultés / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs



“La consultation des ressources électroniques a explosé”

I19. Pourcentage des dépenses documentaires consacrées à la documentation électronique



“Il n’est plus utile de construire des bibliothèques en raison de l’essor de l’usage des ressources électroniques”

CE N’EST PAS CE QUI EST CONSTATÉ

Depuis 10 ans, le nombre de m² destinés au public par étudiant a globalement augmenté de 7,6% (sachant que 6 pays seulement permettent de construire cet indicateur).

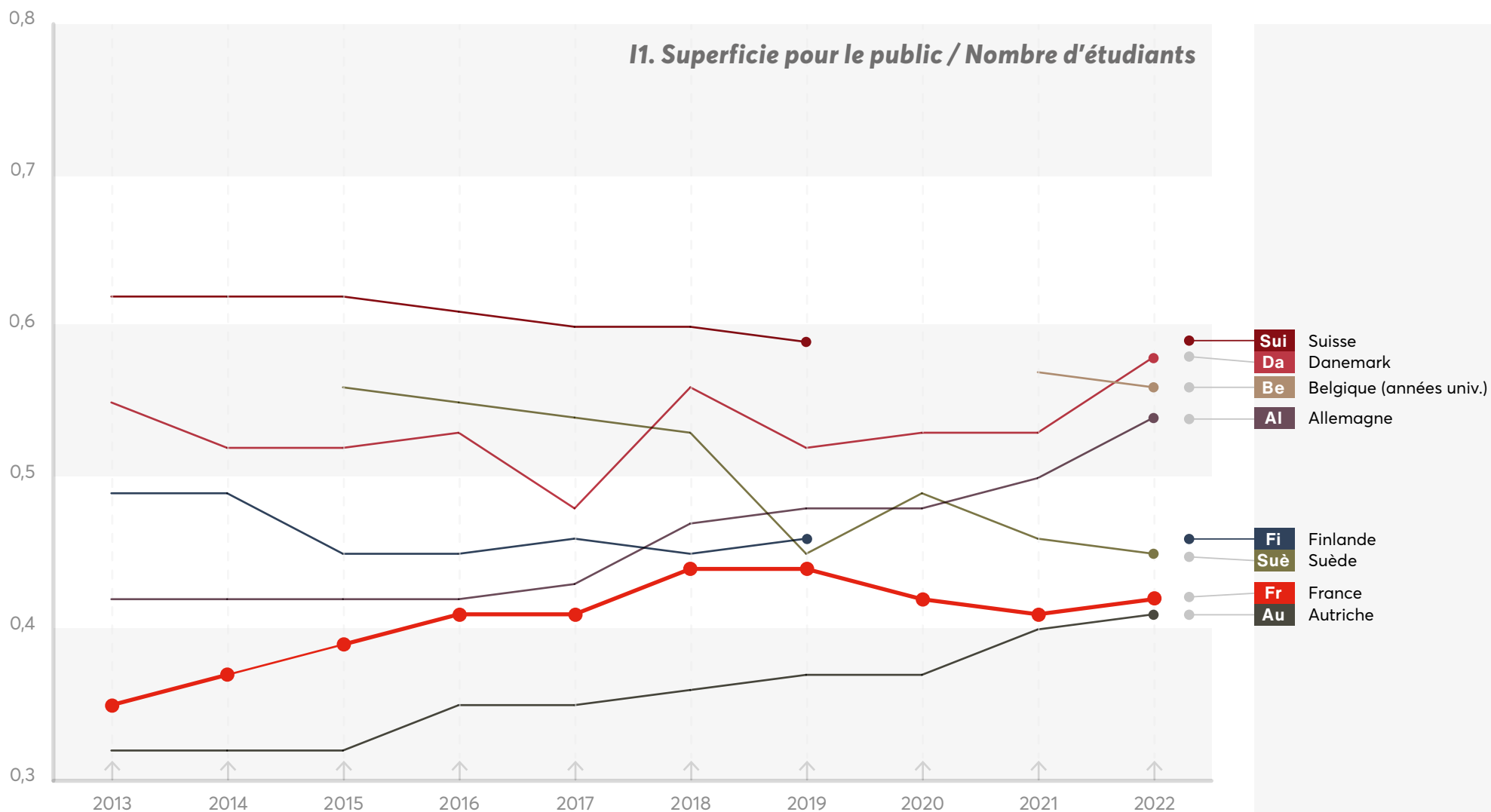
Toutefois, le nombre total de m² par étudiant a très légèrement baissé de 6%. La situation la plus favorable existe en Suisse et au Danemark.

Il semble donc que les établissements optimisent les superficies totales existantes pour augmenter les superficies aux publics. Lors de l’échange avec SCONUL (Royaume-Uni), le témoignage a été apporté sur des bibliothèques qui ont profité de la crise pour désinstaller des collections au profit des espaces publics et des places.

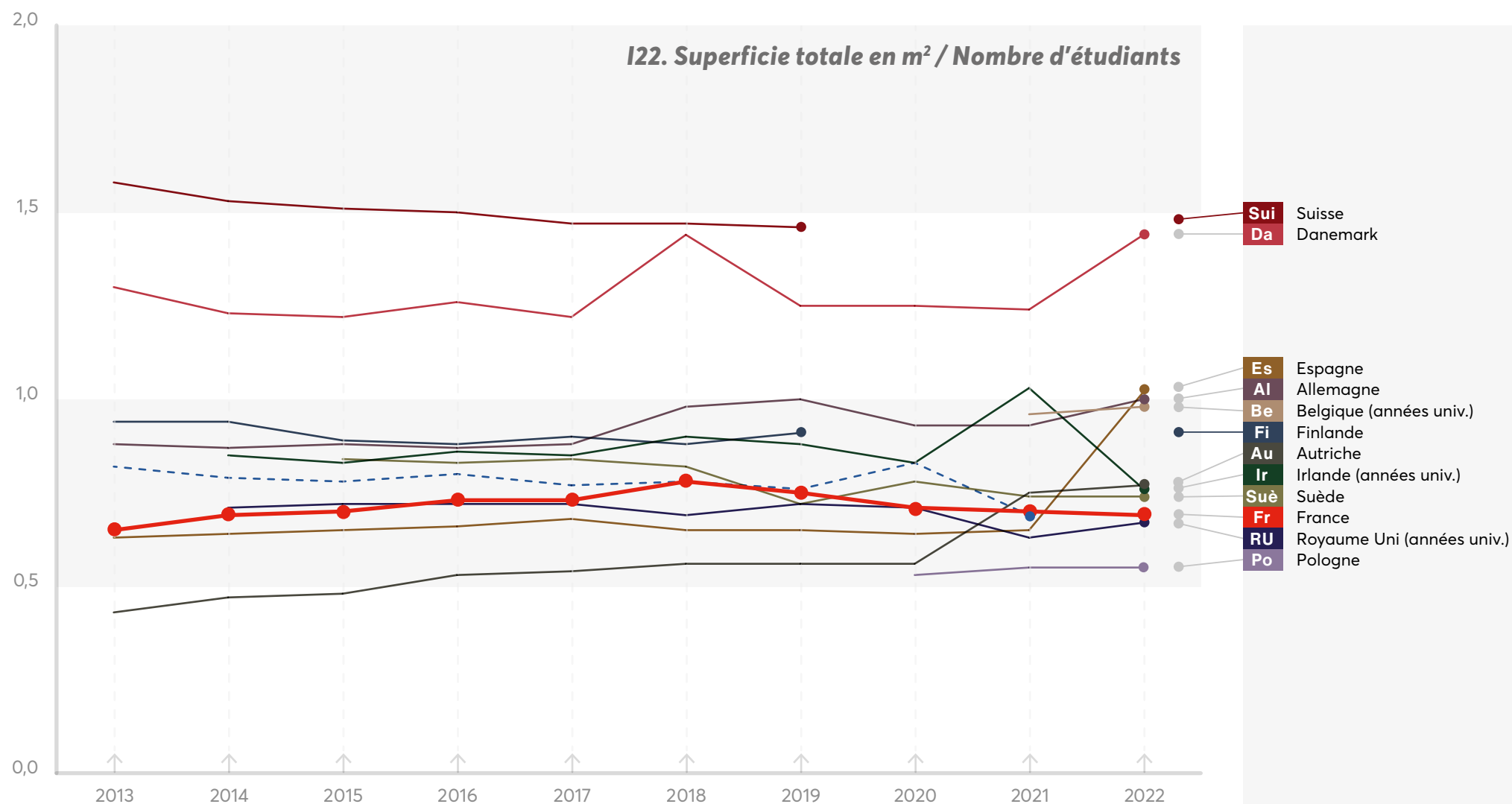
Dans l’objectif d’optimiser les superficies accessibles au public, en réduisant les superficies réservées aux collections sur support, le Royaume-Uni a lancé des réflexions quant à la constitution d’entrepôts de documents partagés à l’échelle nationale⁷. Aux Pays-Bas, le prêt entre bibliothèques est encouragé.

7. <https://www.rluk.ac.uk/uk-distributed-print-book-collection-ukdpbc/>

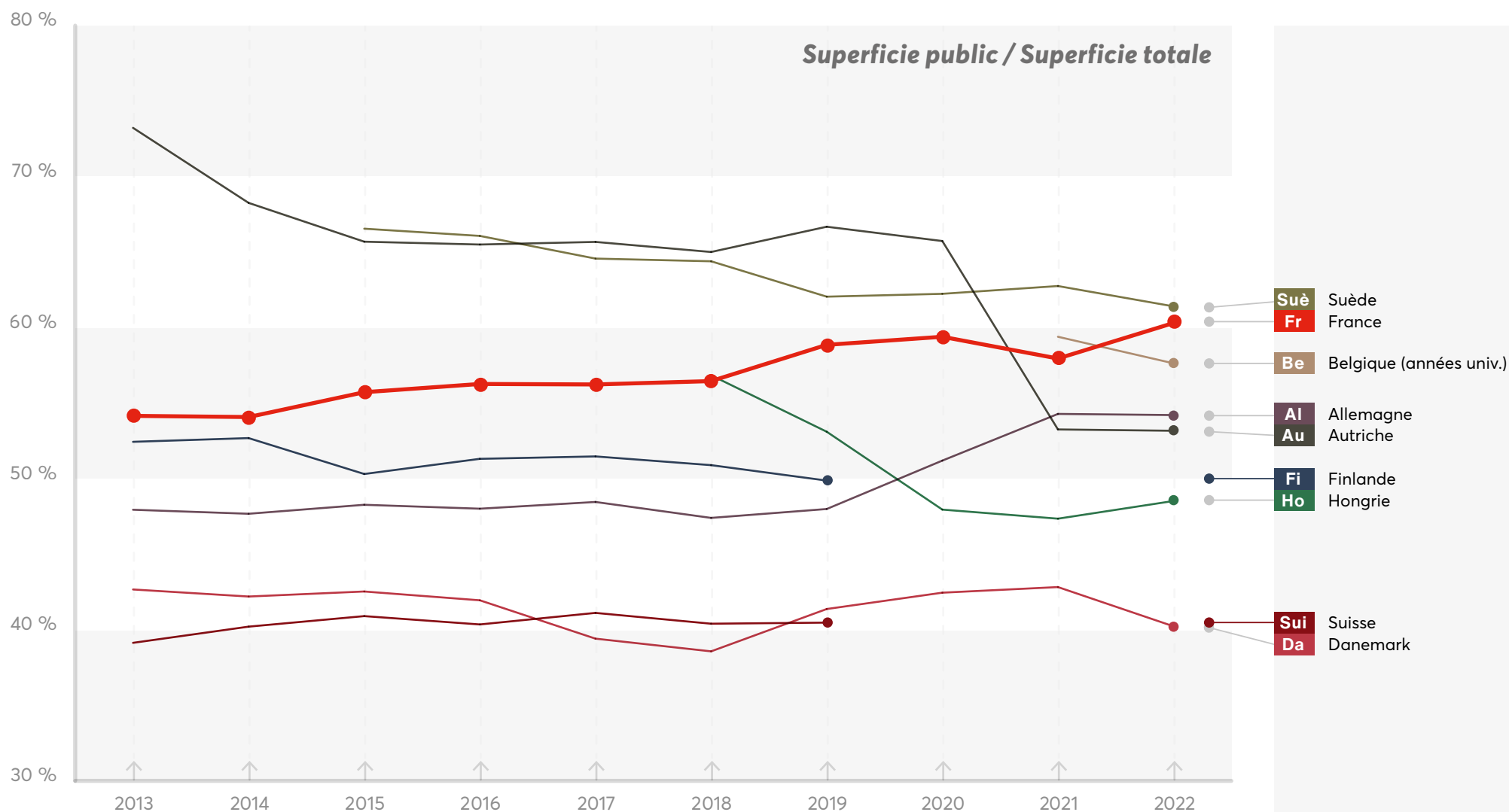
“Il n’est plus utile de construire des bibliothèques en raison de l’essor de l’usage des ressources électroniques”



“Il n’est plus utile de construire des bibliothèques en raison de l’essor de l’usage des ressources électroniques”



“Il n’est plus utile de construire des bibliothèques en raison de l’essor de l’usage des ressources électroniques”



“Il n’est plus utile de construire des bibliothèques en raison de l’essor de l’usage des ressources électroniques”

Par ailleurs, le nombre de places par étudiant s’est amélioré (= a un peu baissé d’environ 8%) depuis 10 ans, constat à corrélérer avec l’augmentation des superficies destinées aux publics.

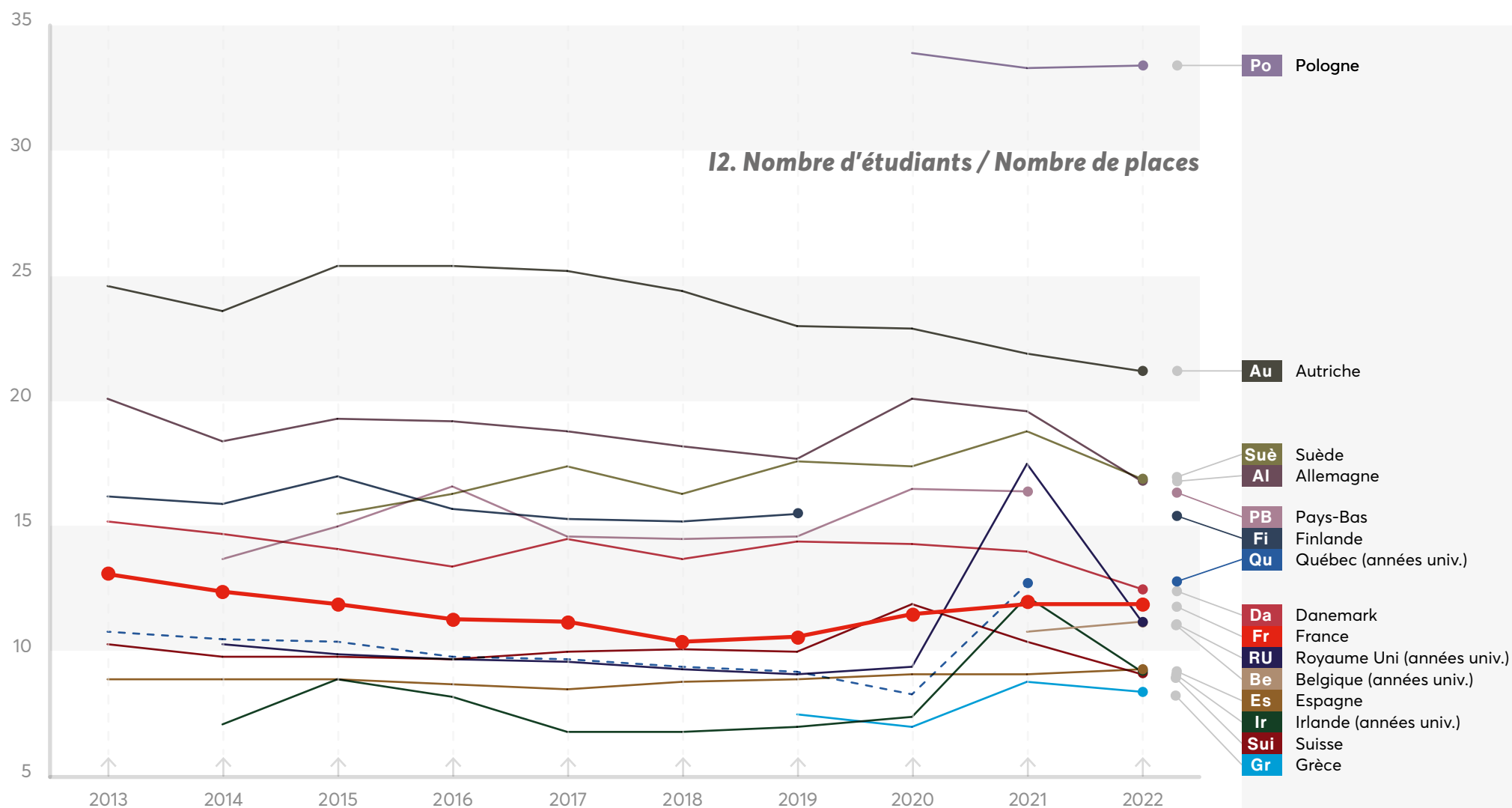
Les fortes variations entre 2020 et 2022 au Royaume-Uni et en Irlande, s’expliquent apparemment par un problème de collecte de données sur le nombre de places en 2021 (moins d’établissements ont répondu).

Enfin, la proportion du nombre de places de travail en groupe dans les places de travail continue d’augmenter et représente 13% en moyenne. A noter que la Finlande était depuis 2013 sur des pourcentages élevés (20%).

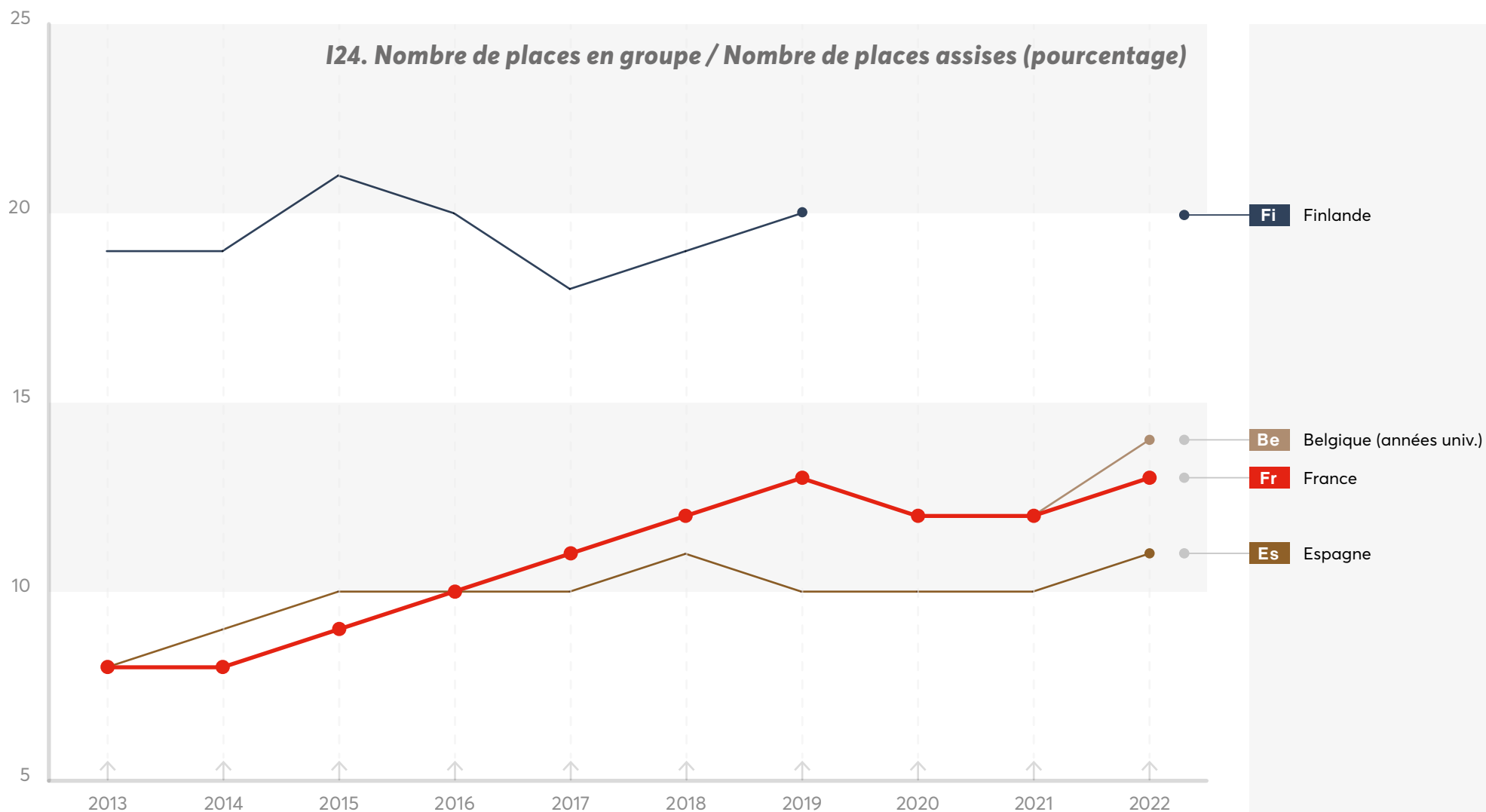
Les modalités d’évaluation des étudiants sont clairement passées d’une évaluation individuelle exigeant beaucoup de lectures, à l’évaluation de travaux de groupe. Cela entraîne donc d’une part un besoin plus fort de salles de travail en groupe, et d’autre part une baisse de la consultation de la documentation.

Cet indicateur n’est toutefois suivi que dans 4 pays, peut être du fait que les espaces ne sont pas aussi nettement catégorisés, des espaces envisagés pour le travail individuel pouvant être utilisés pour le travail en groupe (places confortables et informelles type chauffeuses, espaces de restauration...).

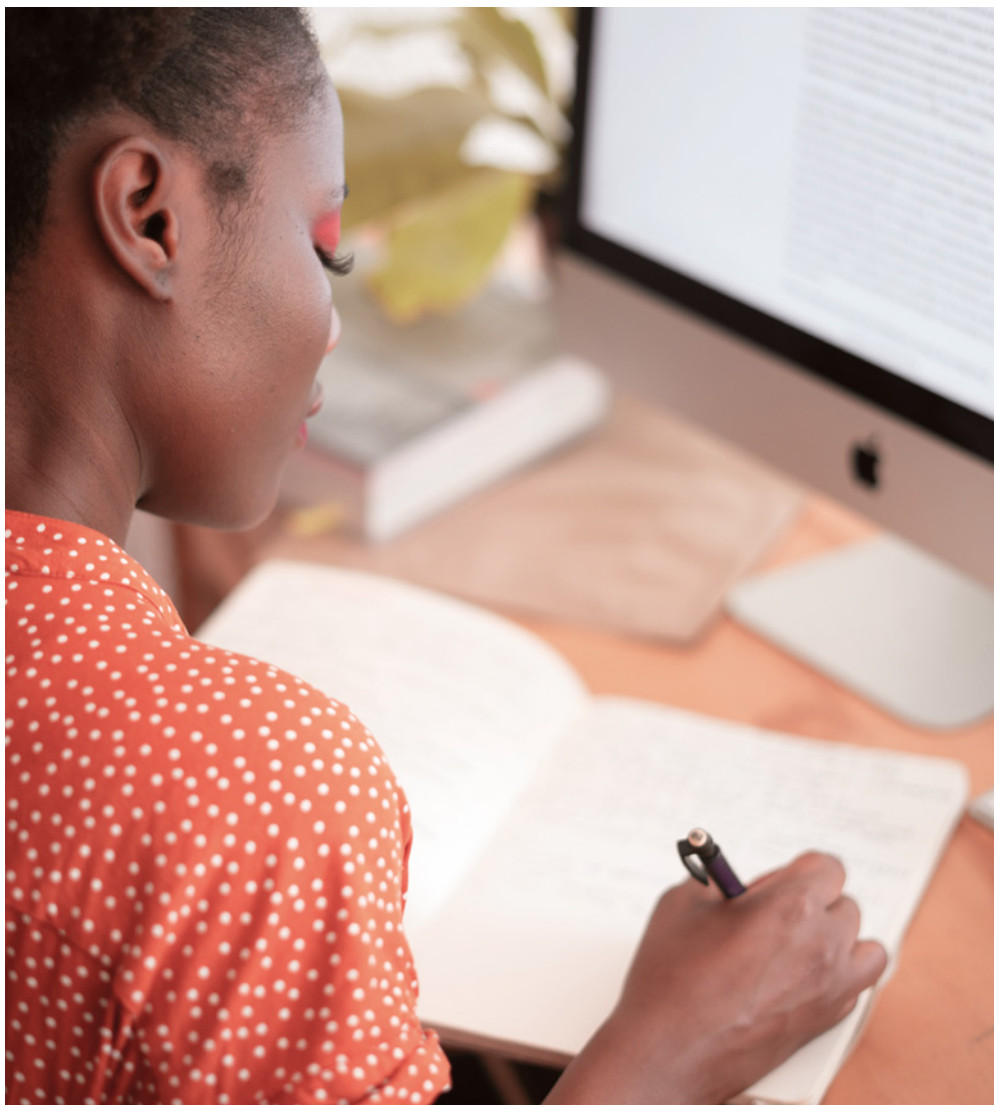
“Il n’est plus utile de construire des bibliothèques en raison de l’essor de l’usage des ressources électroniques”



“Il n’est plus utile de construire des bibliothèques en raison de l’essor de l’usage des ressources électroniques”



“Il n’est plus utile d’installer des postes informatiques dans les espaces, tout le monde étant équipé d’ordinateurs portables”



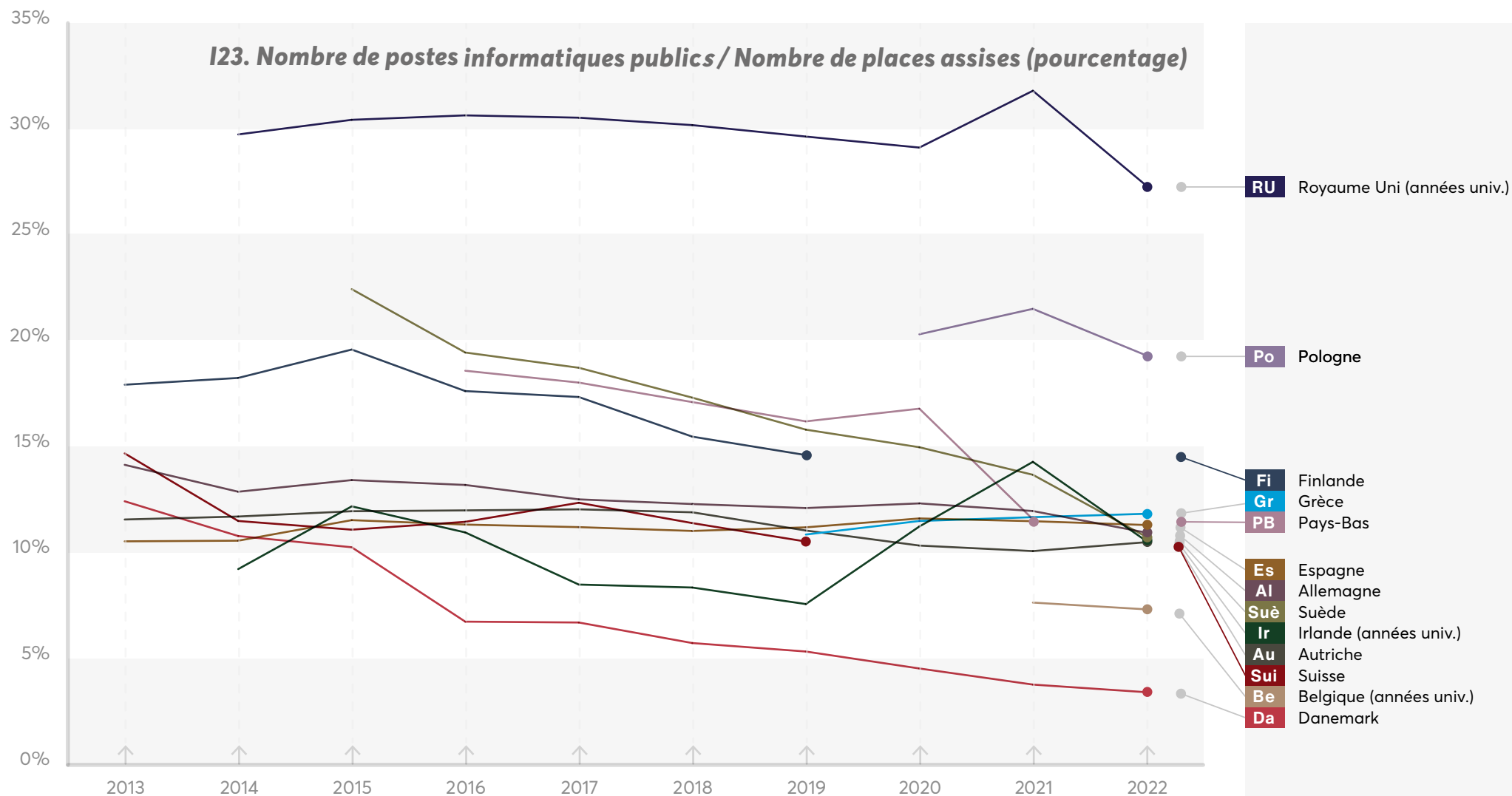
C'EST PLUTÔT VRAI, MAIS À RELATIVISER QUAND MÊME

On constate une baisse de 9% « seulement » du nombre de postes informatiques par place, avec des niveaux encore assez hauts (12% en moyenne et 27% en 2022 au Royaume-Uni).

Il resterait évidemment à mesurer l’usage effectif de ces postes informatiques. Il faut aussi mettre en avant le développement du service de prêt (à la journée ou à l’année) d’ordinateurs portables.

NB : la France ne suit pas la donnée du nombre de postes informatiques publics.

“Il n’est plus utile d’installer des postes informatiques dans les espaces, tout le monde étant équipé d’ordinateurs portables”



“Les confinements sanitaires ont modifié durablement les usages”

C'EST PLUTÔT VRAI, MAIS À RELATIVISER QUAND MÊME

Les jours d'ouverture ont évidemment fortement baissé en 2020, remonté en 2021 puis en 2022, et retrouvent +/- leur valeur de 2019.

Les heures d'ouverture hebdomadaires continuent par contre de progresser lentement.

Le pic constaté au Danemark entre 2017 et 2018 n'est pas expliqué par cette étude. À noter que la situation favorable de l'Espagne s'explique par la prise en compte des horaires étendus (et pas de la période normale).

Les formations dispensées aux étudiants ont moins souffert : pour le nombre d'étudiants formés, on a presque retrouvé en 2022 le niveau de 2019.

La durée des formations aux étudiants a baissé, mais pas forcément en raison des confinements. Cela provient peut-être du développement de sessions plus courtes et des formations en ligne à mener en autonomie par l'étudiant.

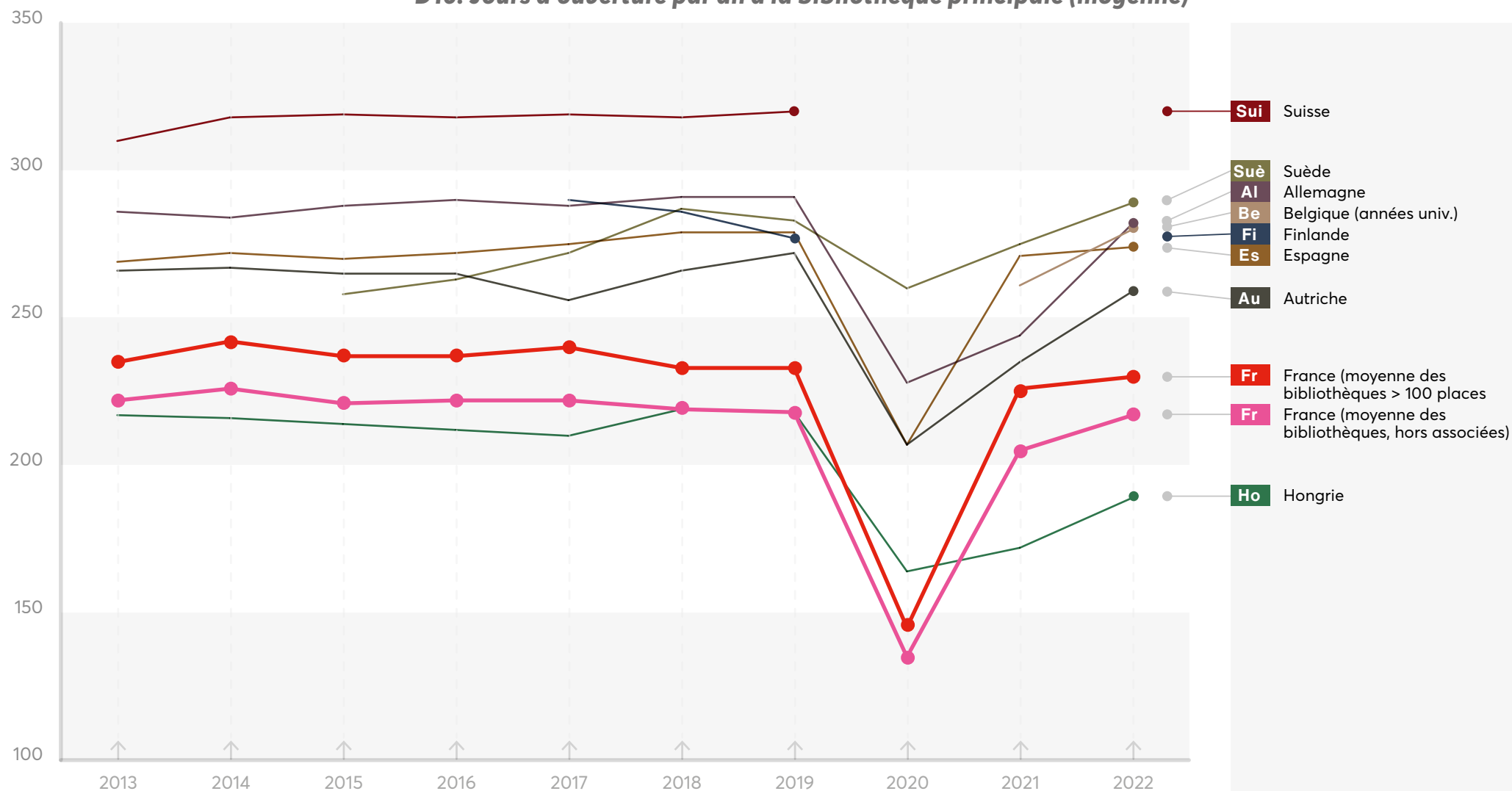
En complément des données sur les formations documentaires, il serait intéressant de recueillir à l'échelle européenne les rendez-vous avec un bibliothécaire, signalés dans l'ESGBU depuis 2023. Plus courts et informels, ils s'adaptent à chaque situation personnelle.

Les formations dispensées aux personnels n'ont pas tout à fait retrouvé en 2022 le niveau de 2019, mais la tendance globale était déjà orientée à la baisse.

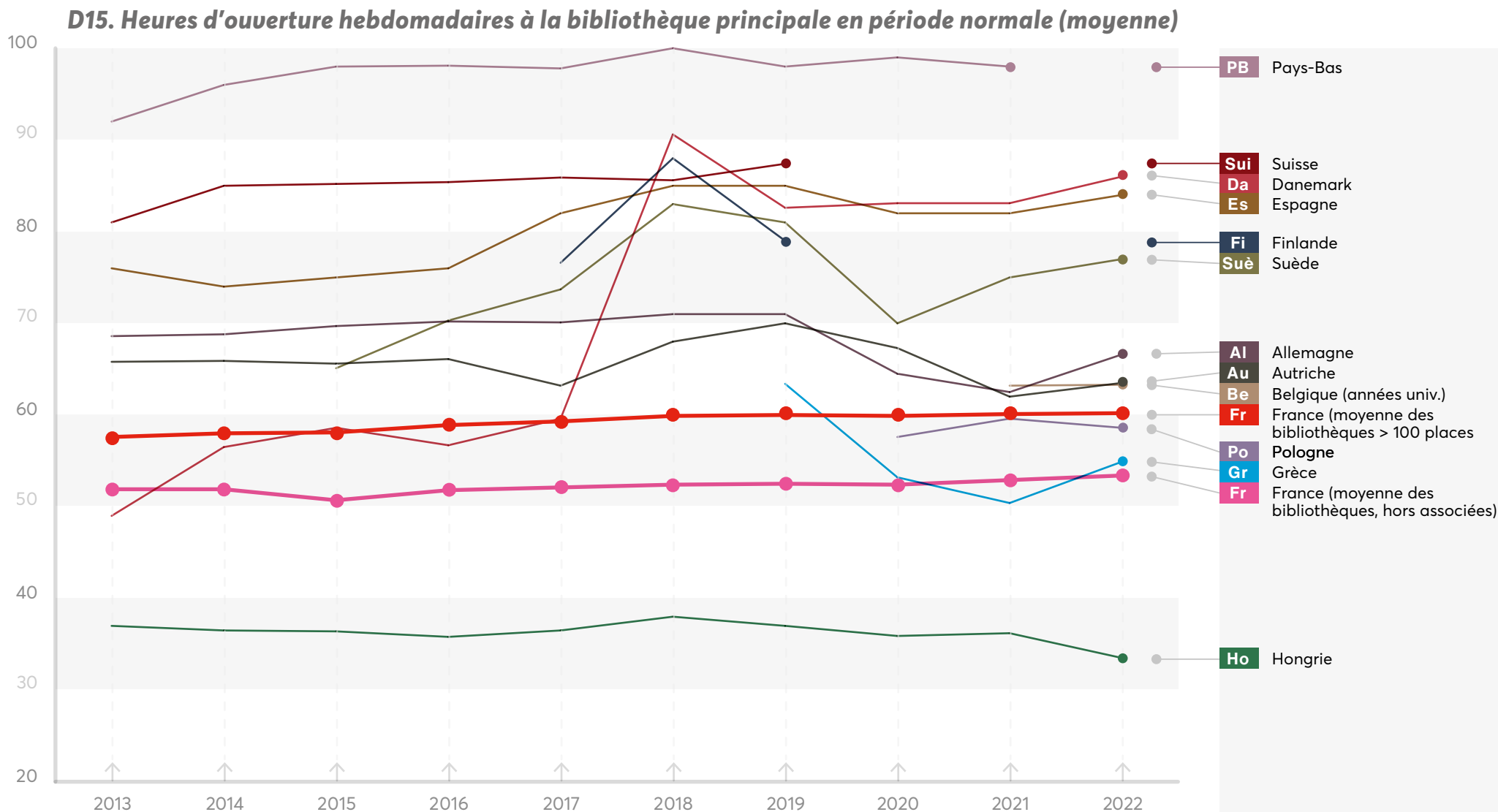
Par ailleurs, les formations en ligne, qui ont fortement augmenté, présentent souvent des formats plus courts qu'une journée entière et ne nécessitent pas systématiquement une inscription obligatoire.

“Les confinements sanitaires ont modifié durablement les usages”

D16. Jours d'ouverture par an à la bibliothèque principale (moyenne)

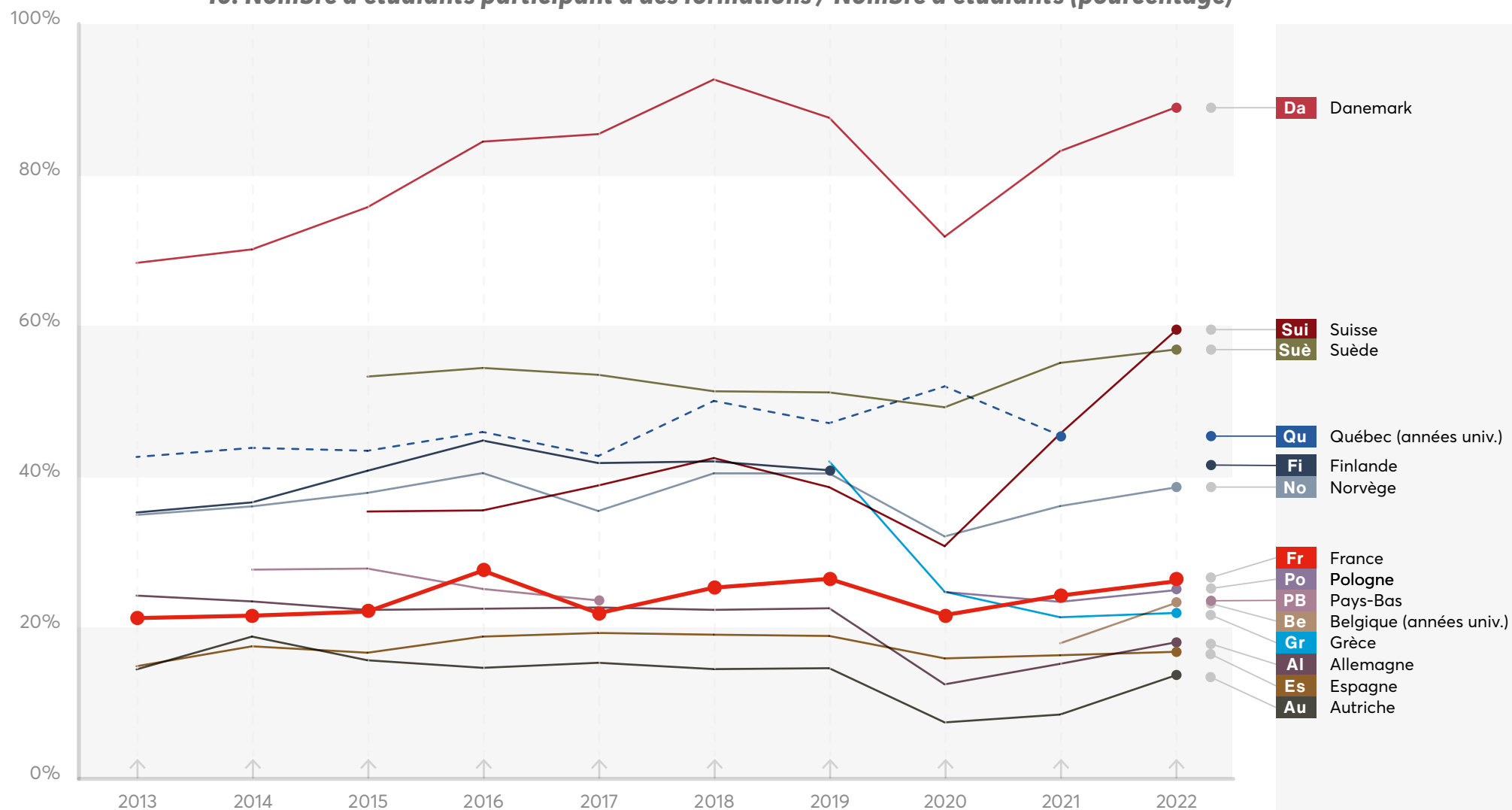


“Les confinements sanitaires ont modifié durablement les usages”



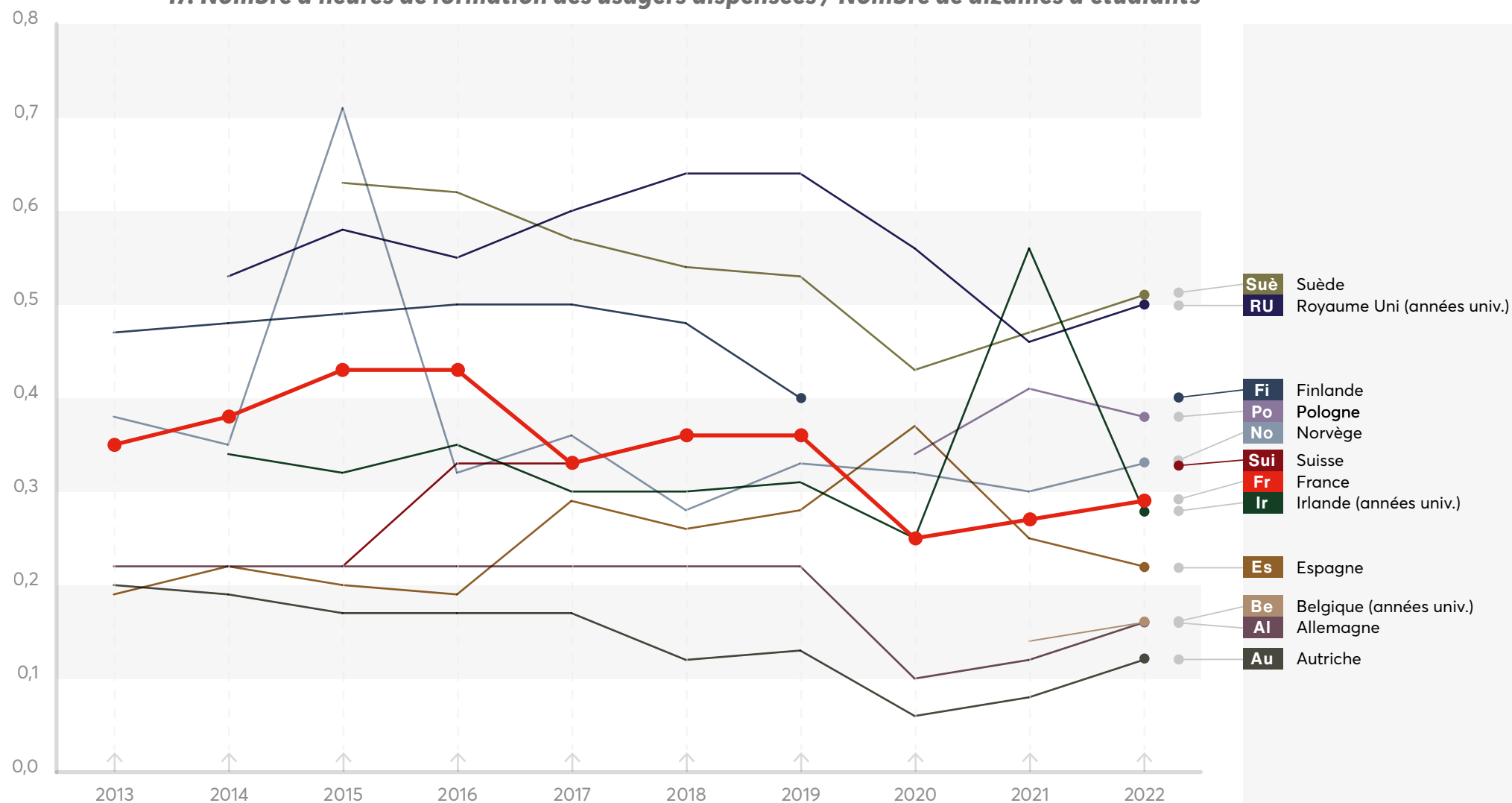
“Les confinements sanitaires ont modifié durablement les usages”

16. Nombre d'étudiants participant à des formations / Nombre d'étudiants (pourcentage)



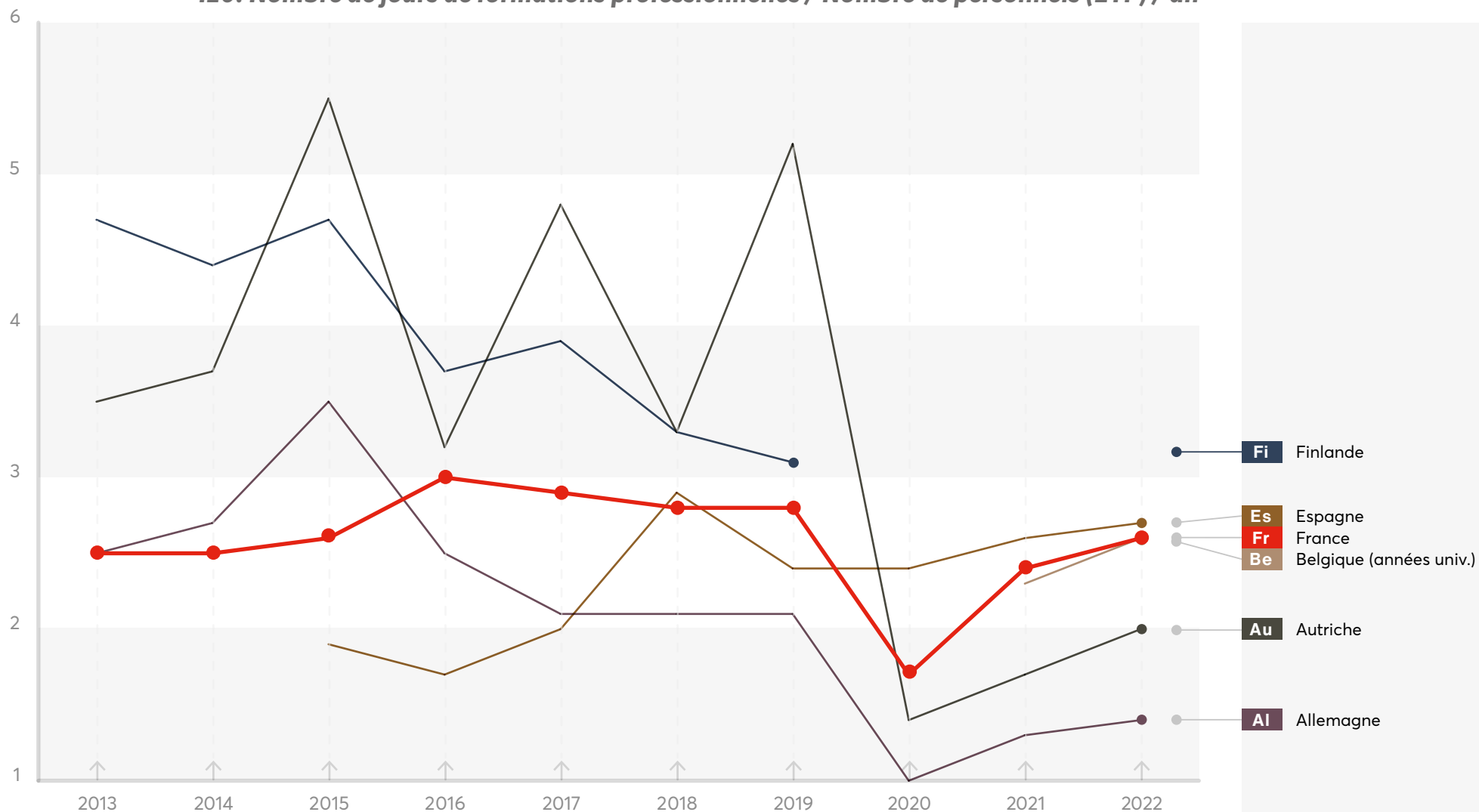
“Les confinements sanitaires ont modifié durablement les usages”

17. Nombre d'heures de formation des usagers dispensées / Nombre de dizaines d'étudiants



“Les confinements sanitaires ont modifié durablement les usages”

I20. Nombre de jours de formations professionnelles / Nombre de personnels (ETP) / an



03

LES POINTS CLÉS DE LA SITUATION FRANÇAISE

Augmentation du nombre d'étudiants et des budgets sur 10 ans

Une augmentation du nombre d'étudiants régulière et forte sur 10 ans, presque compensée par l'augmentation des budgets, mais sans rattrapage par rapport à la situation européenne.

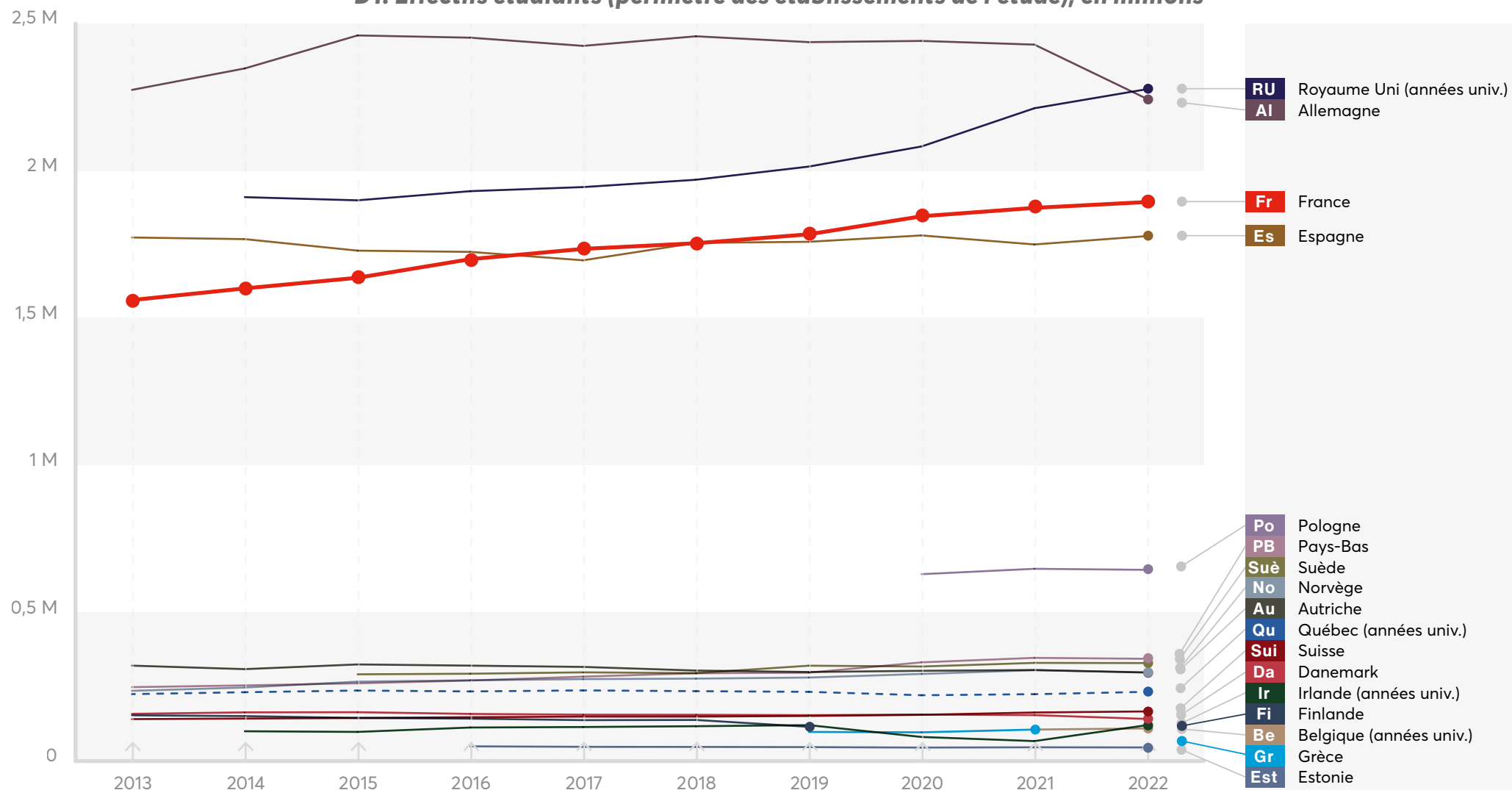


L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS

Cela représente **+21% dans l'absolu sur 10 ans (+17% d'étudiant par habitant)** soit la 3^{ème} plus forte progression dans les 17 pays, mais avec un taux d'étudiant par habitant (2,8% en 2022) qui reste toutefois au niveau de la moyenne européenne.

Augmentation du nombre d'étudiants et des budgets sur 10 ans

D1. Effectifs étudiants (périmètre des établissements de l'étude), en millions



Augmentation du nombre d'étudiants et des budgets sur 10 ans

L'AUGMENTATION DES BUDGETS

Toute la question est donc de savoir si les budgets des bibliothèques françaises suivent et compensent cette hausse.

Cela est presque -donc pas tout à fait- le cas (baisse de 0,9% des dépenses / étudiant depuis 10 ans), sachant que globalement les dépenses / étudiant restent en France à un niveau bien plus faible que la moyenne européenne hors Suisse (273€ vs 530 € en 2022).

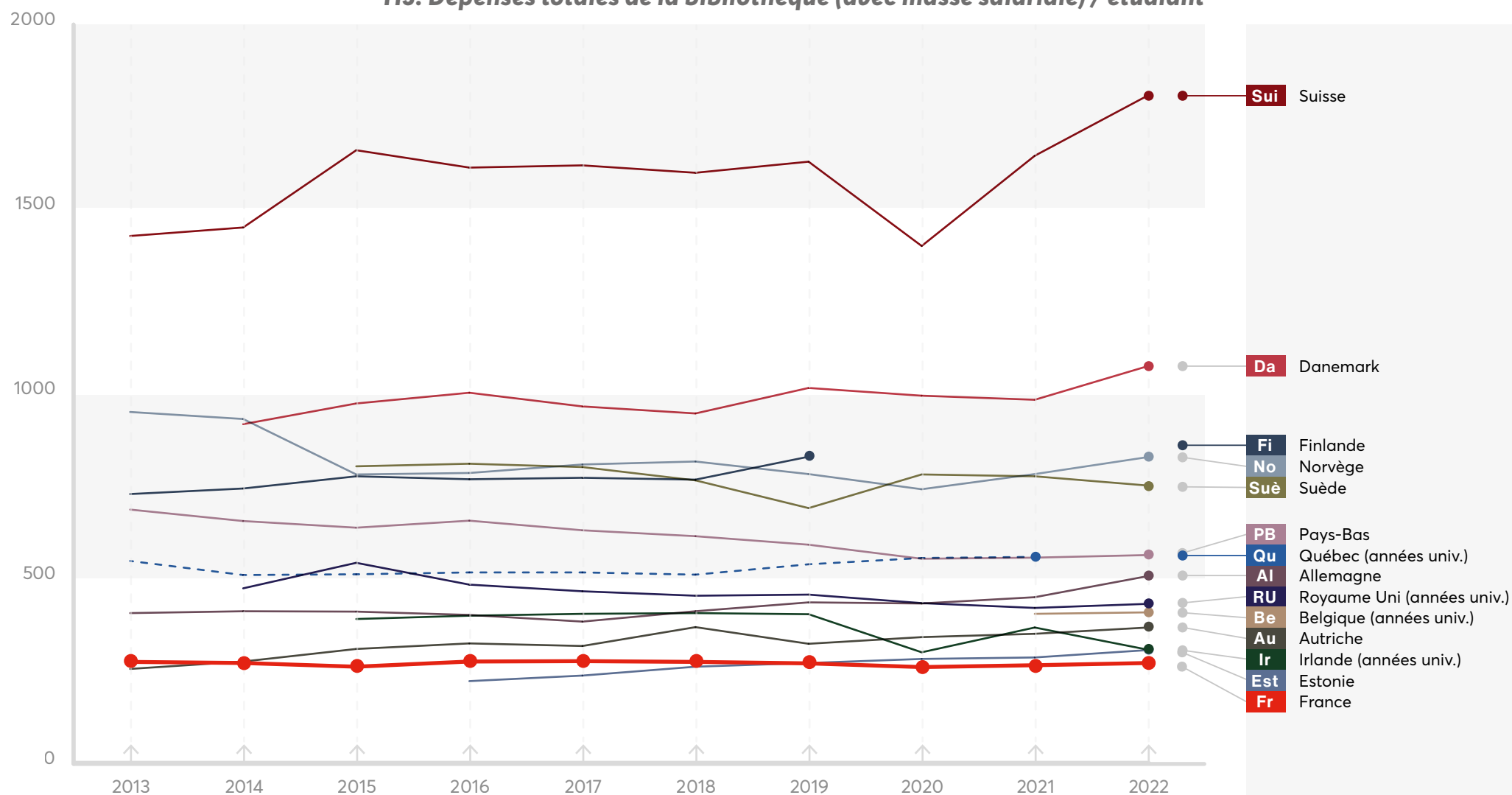
On rappelle toutefois ici certaines réserves sur les indicateurs financiers par étudiant. En effet :

- En matière de dépenses de personnel, on constate les valeurs les plus élevées en Suisse, Danemark, Norvège, Finlande, Suède, pays au coût de la vie élevé et au niveau de prestations sociales élevées (ce qui est sans doute la preuve d'une corrélation).
- Les dépenses de personnels devraient également être analysées en regard de la comparabilité des offres de service et des évolutions de la productivité (liée notamment au niveau d'informatisation).
- En matière de dépenses documentaires, la comparabilité entre pays du coût de l'édition (papier et électronique) n'est pas garantie, avec en perspective le développement d'une offre en Open Access (qui ne nécessite donc pas de dépenser forcément plus pour élargir l'offre).
- L'imputation à la bibliothèque des charges fixes de l'Université est certainement variable selon les pays (très faible en France) ; en particulier les dépenses relatives aux fluides et à l'énergie, qui ont fortement augmenté en 2022 et 2023, sont prises en charge par d'autres services (directions relatives à la maintenance logistique et patrimoine). Seuls les GIP comme la BULAC prennent en charge le coût des fluides.
- L'inflation devrait évidemment être prise en compte dans l'augmentation des dépenses, sachant qu'en Europe l'augmentation forte de l'inflation s'est surtout déclenchée début 2022.

Les budgets des bibliothèques françaises ont augmenté dans l'absolu de 20% en 10 ans (+27% pour les dépenses de personnel, +8% pour les dépenses documentaires), avec une hausse particulière entre 2020 et 2022, qui s'explique probablement par l'effet de reprise et de finalisation de tous les travaux entrepris juste avant la crise sanitaire.

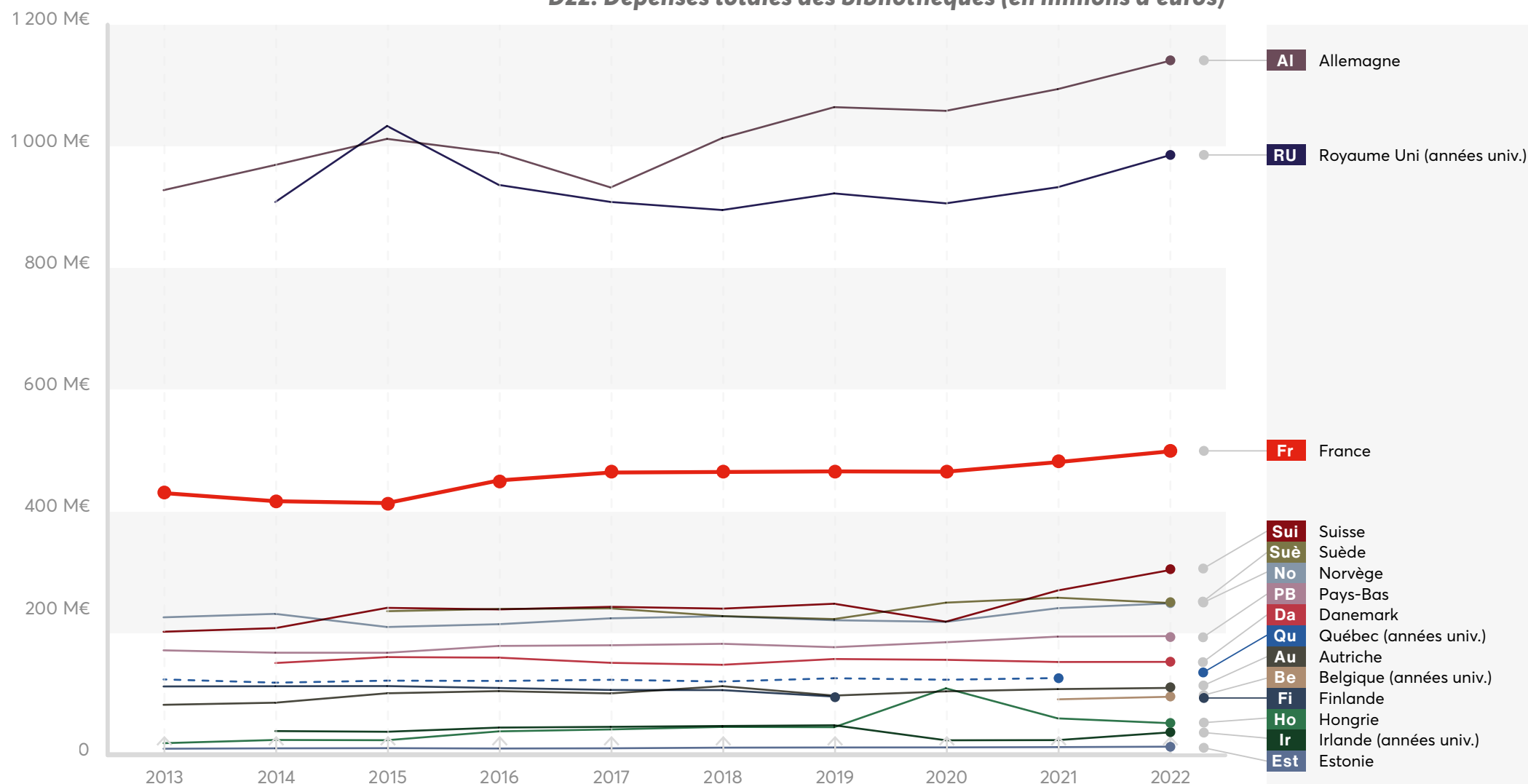
Augmentation du nombre d'étudiants et des budgets sur 10 ans

I13. Dépenses totales de la bibliothèque (avec masse salariale) / étudiant



Augmentation du nombre d'étudiants et des budgets sur 10 ans

D22. Dépenses totales des bibliothèques (en millions d'euros)



Une légère baisse des indicateurs sur les espaces, mais récente

L'augmentation des superficies consacrées aux publics a été nette jusqu'en 2018-2019, mais une légère baisse a été constatée depuis (par augmentation du nombre d'étudiants et stabilisation des constructions). **On constate cependant une reprise en 2022** (reprise des programmes des constructions, retardées en 2020 et 2021 par les confinements).

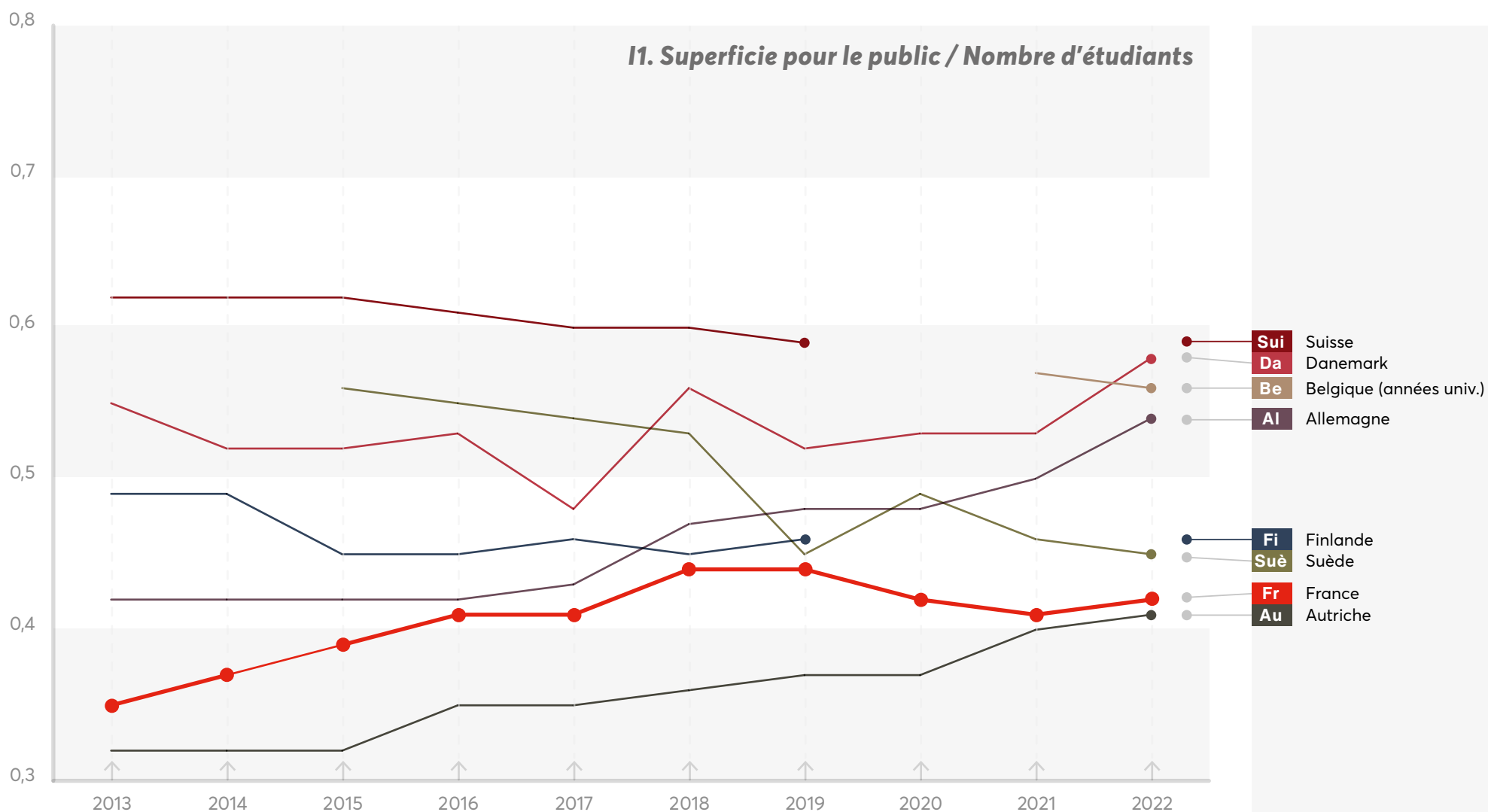
Il faut avoir à l'esprit que la période de la crise sanitaire a entraîné la condamnation de certains espaces pendant plusieurs mois (fermeture d'espaces qui n'étaient pas suffisamment ventilés), ce qui a diminué mécaniquement la superficie pour le public. Ce contexte particulier a aussi été l'occasion de commencer certains travaux de réhabilitation/rénovation, réduisant ainsi la superficie disponible pour le public ou la superficie totale. Les travaux initiés avant la crise sanitaire ont par ailleurs été arrêtés pendant plusieurs années, faute de livraison des matériaux nécessaires dans les temps. La durée des travaux, assez longue, doit donc être prise en compte dans le calcul de ces indicateurs.

Le nombre d'étudiants par place nécessite également de tenir compte des travaux et condamnations d'espaces pendant la crise sanitaire. En France, l'instauration de jauges pendant certaines périodes ont certainement eu une incidence sur les données renseignées dans l'ESGBU ou d'autres plateformes en Europe. Concernant l'ESGBU, la saisie étant effectuée pour une année civile, la plupart des BU étaient concernées par ces jauges au cours de l'année 2021.

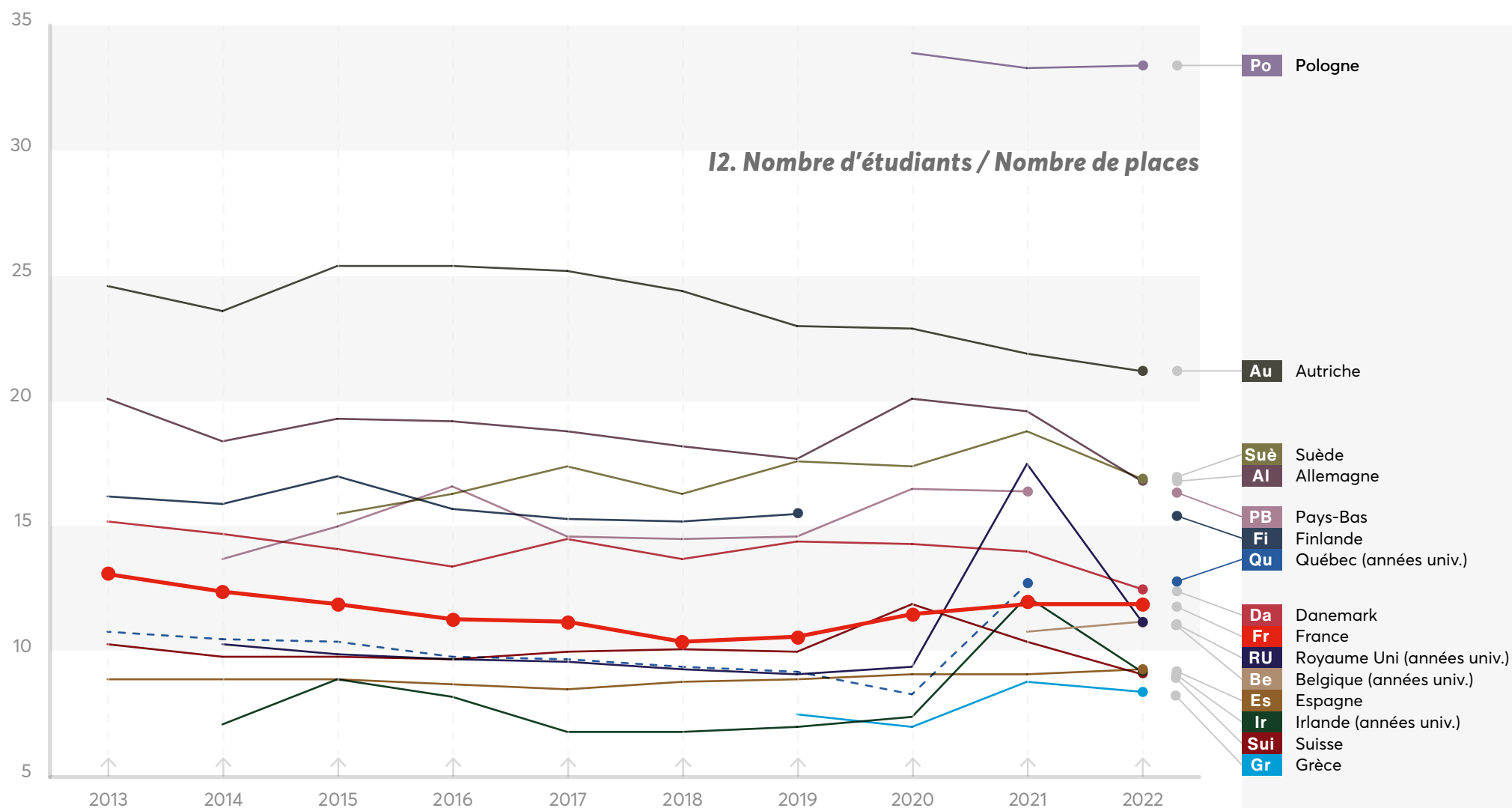
Cela ne doit évidemment pas effacer la réelle amélioration en 10 ans (+18% des m² par étudiant, +6% des m² au public par étudiant, -9% pour le nombre d'étudiants par place) et une situation un peu plus favorable que la moyenne en nombre d'étudiants par place (11,9 en France vs 14,3 en moyenne européenne en 2022).

Rappelons aussi la bonne progression de l'indicateur sur la proportion de places de travail en groupe (+71% en 10 ans).

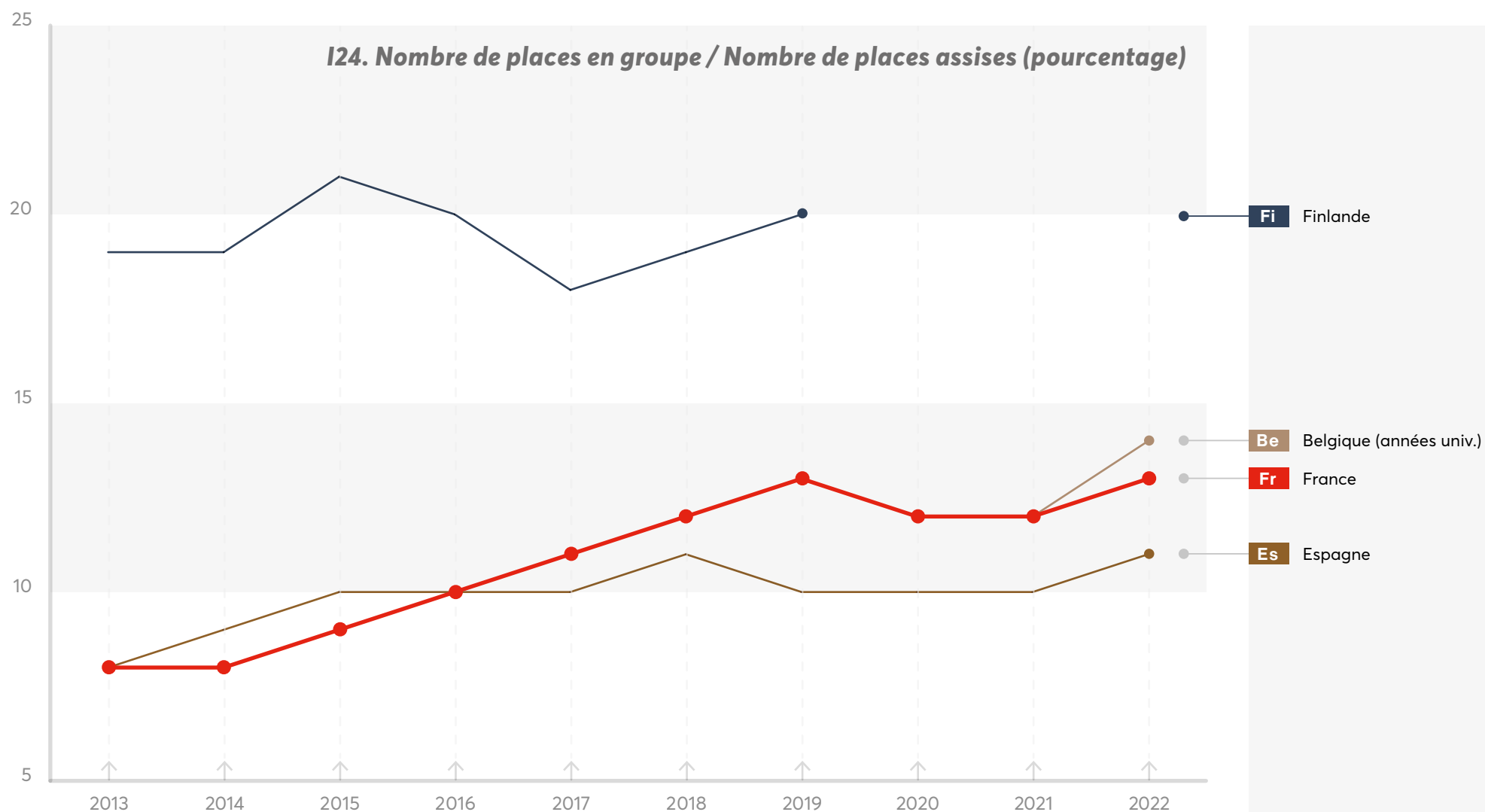
Une légère baisse des indicateurs sur les espaces, mais récente



Une légère baisse des indicateurs sur les espaces, mais récente



Une légère baisse des indicateurs sur les espaces, mais récente



Des horaires et des jours d'ouverture plus faibles qu'ailleurs

En première analyse, il est clair que les horaires d'ouverture hebdomadaires restent très en deçà de la moyenne européenne, même avec les bibliothèques de plus de 100 places (60 heures vs 65 heures hebdomadaires en moyenne en 2022). Cependant, on constate une légère progression entre 2013 et 2022 (+3%).

Il faut toutefois rappeler qu'il n'existe pas en France (dans l'ESGBU) de « bibliothèque principale » (bibliothèque prise en compte dans la norme ISO 2789 sur cet indicateur), qui est souvent justement celle qui est la plus ouverte dans un réseau de bibliothèques, et que les horaires français sont calculés sur la moyenne des horaires des bibliothèques physiques (toutes les bibliothèques ou uniquement celles de plus de 100 places).

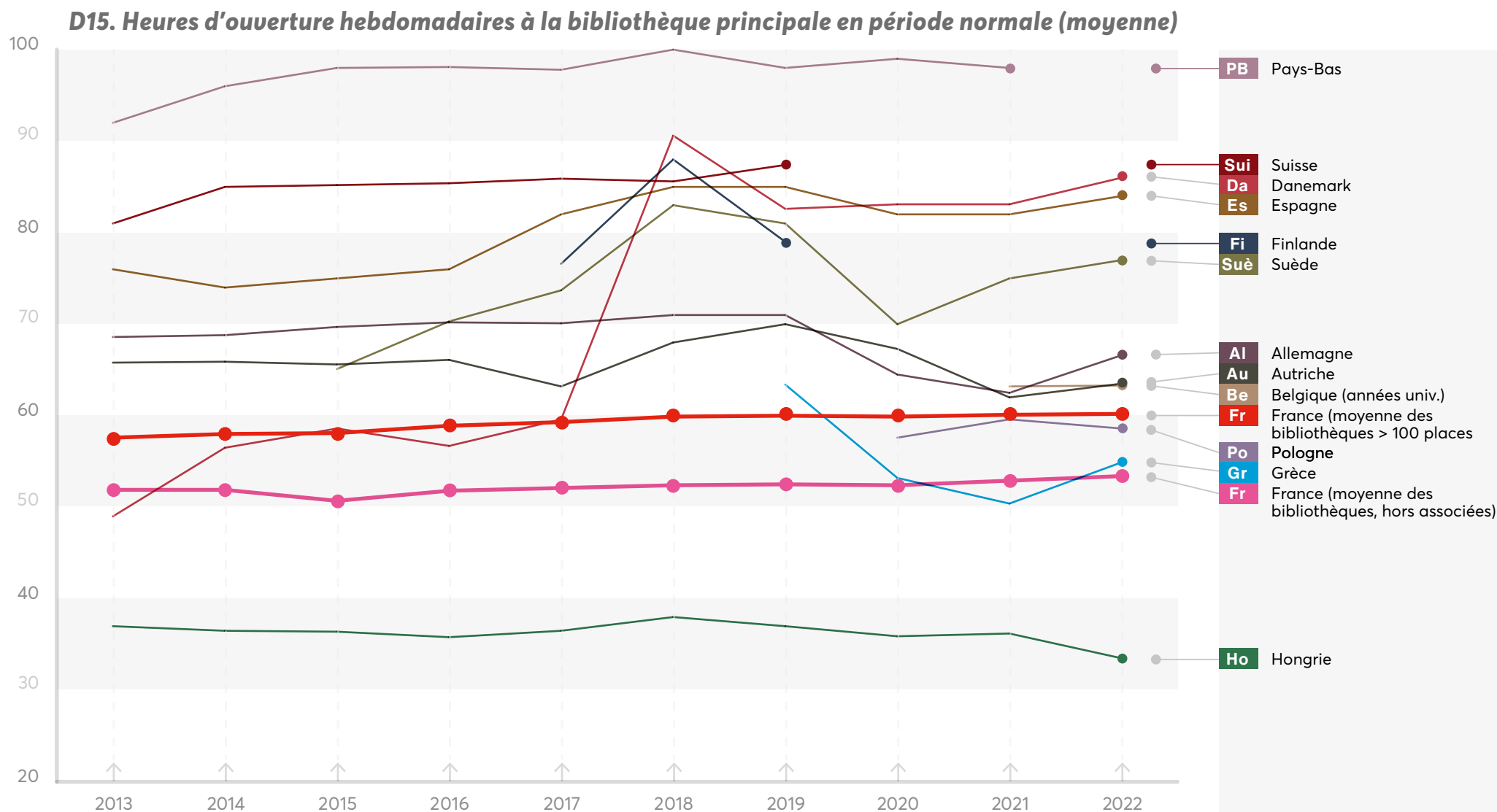
Cela peut aussi expliquer que l'impact du plan « Bibliothèques ouvertes + » ait été dilué sur l'ensemble des bibliothèques prises en compte (les horaires d'ouverture ont été largement augmentés sur des bibliothèques ciblées).

Mais des horaires d'ouverture importants ne correspondent pas forcément à l'intégralité des services proposés par la bibliothèque. Ainsi, certaines BU largement ouvertes n'offrent que des espaces de travail, sans documentation, ou des services à certaines périodes ou tranches horaires.

On retrouve cette situation sur le nombre de jours d'ouverture dans l'année (230 jours pour les bibliothèques de plus de 100 places vs 258 jours en moyenne en 2022), avec toutefois une baisse sur 10 ans des jours ouverts dans l'année (235 jours en 2013 vs 230 jours en 2022).

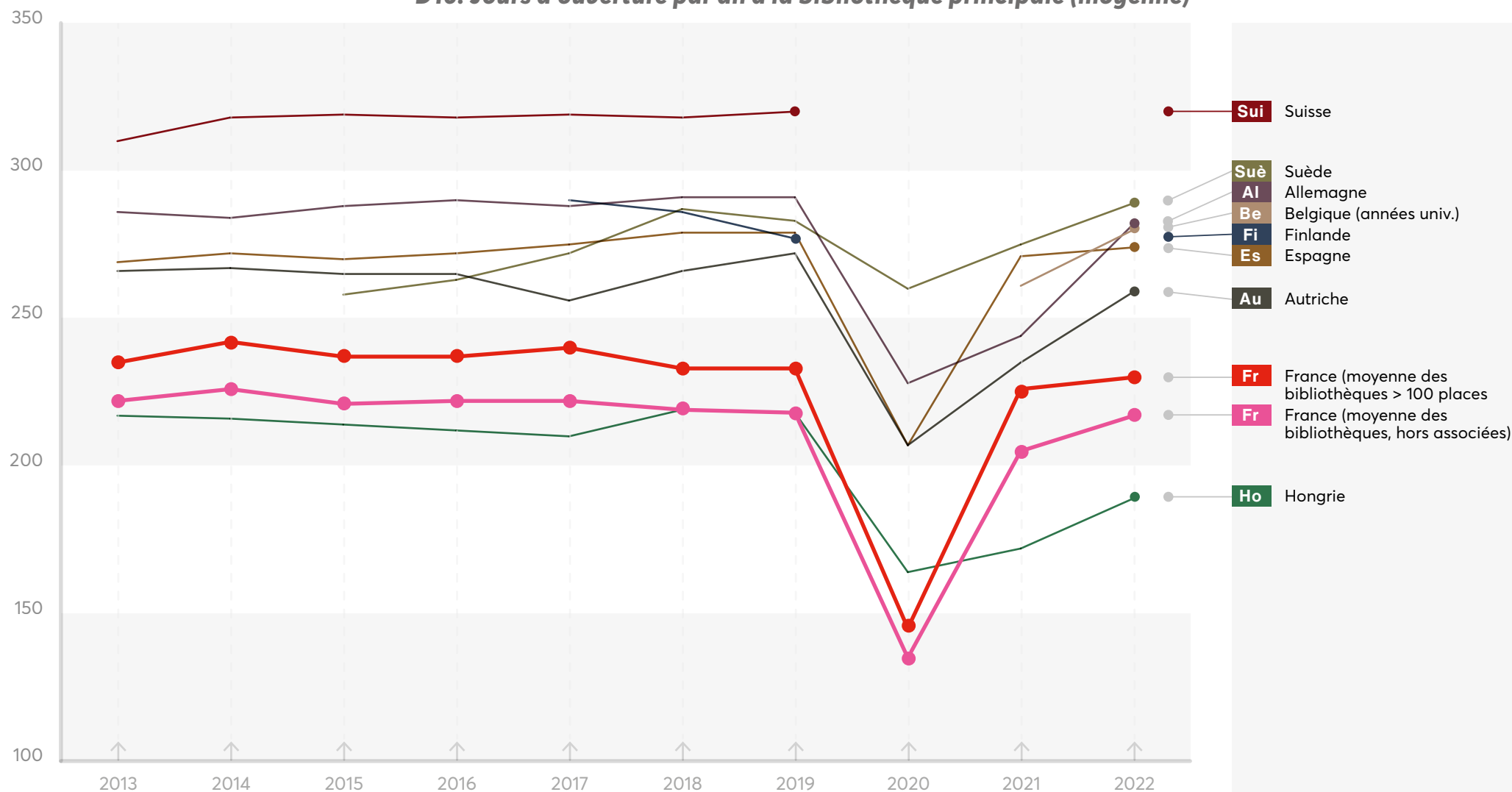
Rappelons ici aussi que les jours d'ouverture des bibliothèques sont calés sur les rythmes universitaires dans l'année (plus resserrés et fragmentés en France qu'ailleurs).

Des horaires et des jours d'ouverture plus faibles qu'ailleurs



Des horaires et des jours d'ouverture plus faibles qu'ailleurs

D16. Jours d'ouverture par an à la bibliothèque principale (moyenne)



Une fréquentation relativement significative des bibliothèques

Le nombre d'entrées physiques / étudiant est un peu au-dessus de la moyenne européenne sur 2022 (29,4 en France vs 25,3 en moyenne européenne). Le rattrapage en 2022 semble donc s'effectuer mieux qu'ailleurs (les BU ont rouvert plus tôt que d'autres services), sans toutefois retrouver les niveaux 2013-2019.

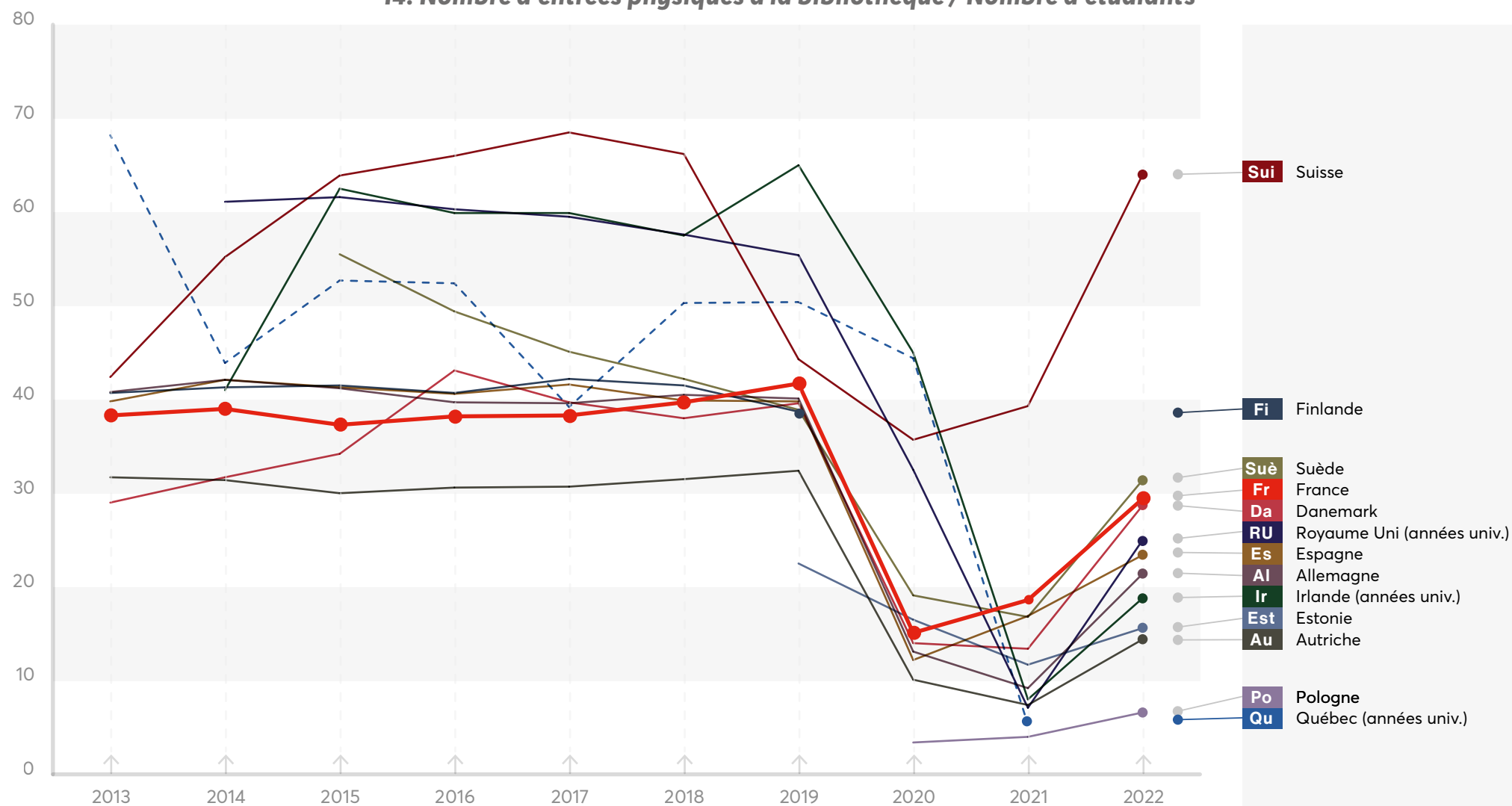
Il est constaté en 2023 que la fréquentation revient en France, parce que les bibliothèques sont devenues des lieux de vie. Il existe un réel besoin d'émulation collective qui conduit les étudiants à venir collectivement travailler à la BU pour se soutenir et, une fois sur place, pour utiliser les espaces de travail en groupe, ou les carrels individuels.

Les évolutions des durées et des motifs de séjour seraient intéressantes à suivre. Souvent le passage à la bibliothèque correspond à plusieurs besoins simultanés dans des temps courts (rencontrer ses amis, mener à bien un travail en groupe, utiliser la documentation et les services sur place, se restaurer).



Une fréquentation relativement significative des bibliothèques

14. Nombre d'entrées physiques à la bibliothèque / Nombre d'étudiants



Des usages des ressources électroniques qui progressent

MAIS QUI RESTE À DES NIVEAUX BIEN PLUS FAIBLES QU'AILLEURS !

Le nombre d'articles de périodiques électroniques consultés par étudiant est en 2022 de 28 en France (+29,5% en 10 ans) vs 75,5 en moyenne (sans doute en raison d'une offre éditoriale majoritairement en langue anglaise ou de la consultation par une partie des chercheurs français via notamment des accès CNRS ou INSERM et non via les accès fournis par les universités). De nombreuses ressources numériques font aussi l'objet de consultations, mais qui ne sont pas comptabilisées dans les statistiques recueillies pour la consultation des ressources électroniques. C'est le cas par exemple de Scholarvox qui présente de nombreux manuels en ligne pour les primo-entrants.

Le nombre de livres électroniques consultés par étudiant est en 2022 de 14,5 en France (+207% en 10 ans) vs 27 en moyenne.

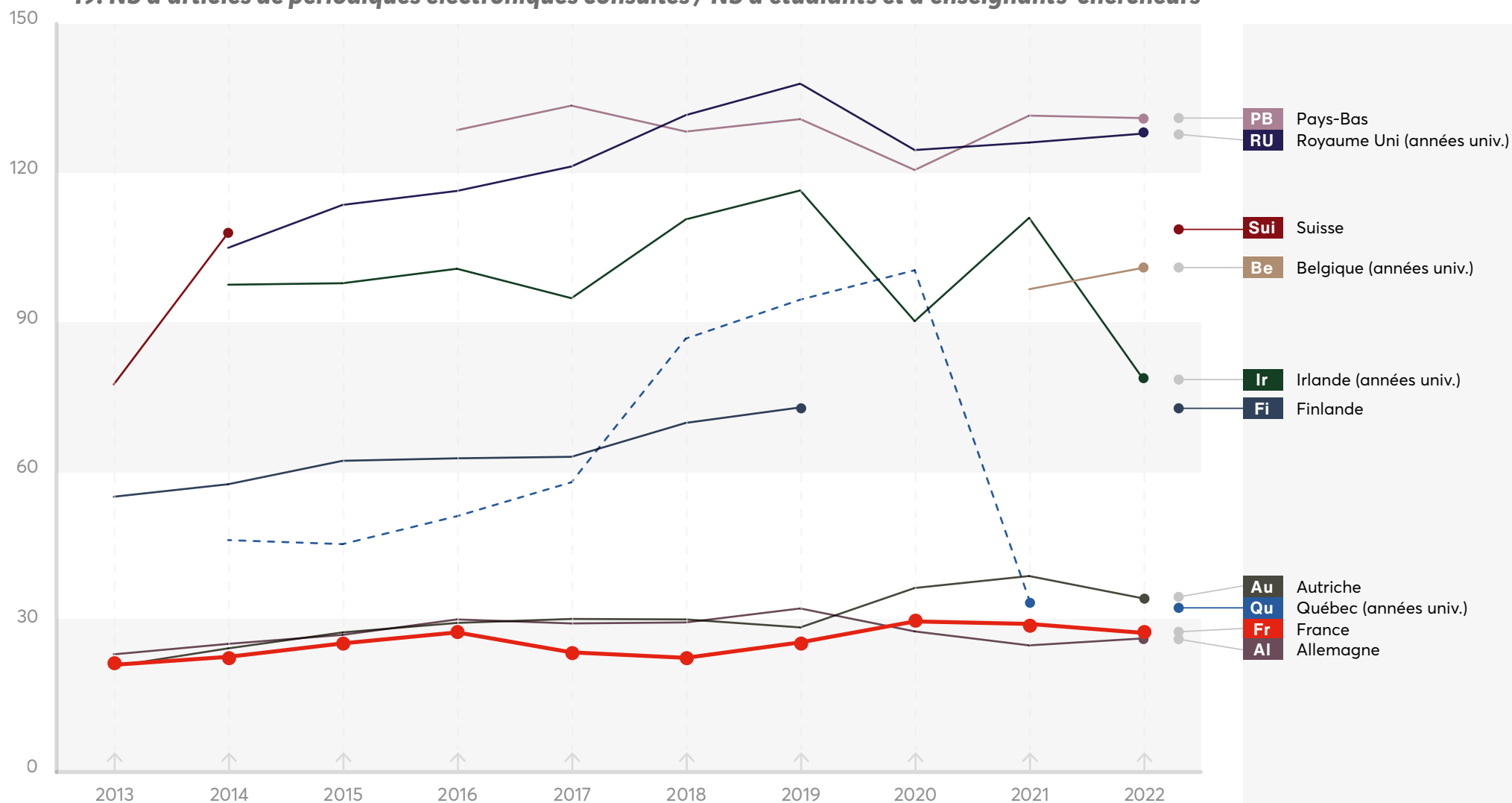
Rappel : le Danemark, la Hongrie, l'Estonie, la Suède et la Pologne n'apparaissent pas dans les indicateurs I9 et I0, car le nombre d'enseignants-chercheurs n'est pas fourni.

La baisse 2021-2022 de ces indicateurs s'explique notamment en raison :

- de l'intégration des mesures COUNTER qui éliminent des doublons,
- du développement de l'Open Access,
- des désabonnements pour des raisons financières,
- de l'existence d'autres sources de données (ex. ISTEEX).

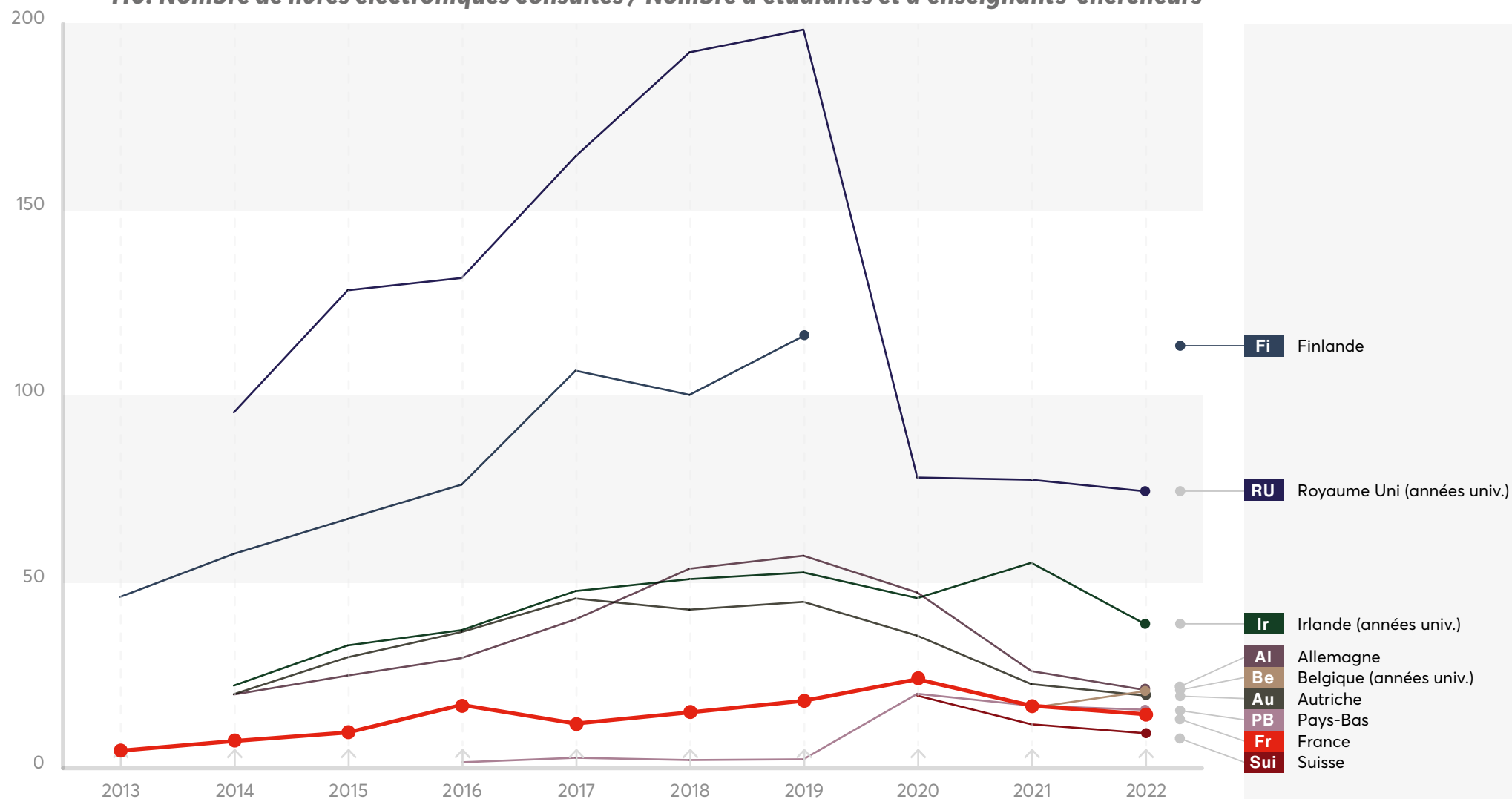
Des usages des ressources électroniques qui progressent

19. Nb d'articles de périodiques électroniques consultés / Nb d'étudiants et d'enseignants-chercheurs



Des usages des ressources électroniques qui progressent

I10. Nombre de livres électroniques consultés / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs



ETP de personnels / dépenses de personnel



Un nombre d'ETP de personnels de bibliothèque plus faible qu'ailleurs, et en baisse, mais avec des dépenses de personnel qui augmentent.



NOMBRE D'ETP DE PERSONNELS DE BIBLIOTHÈQUE

Le nombre d'ETP de personnels de bibliothèque pour 1000 étudiants est plus faible qu'ailleurs (3,4 en France vs 4,9 en moyenne en 2022) et en baisse (-12% en 10 ans).

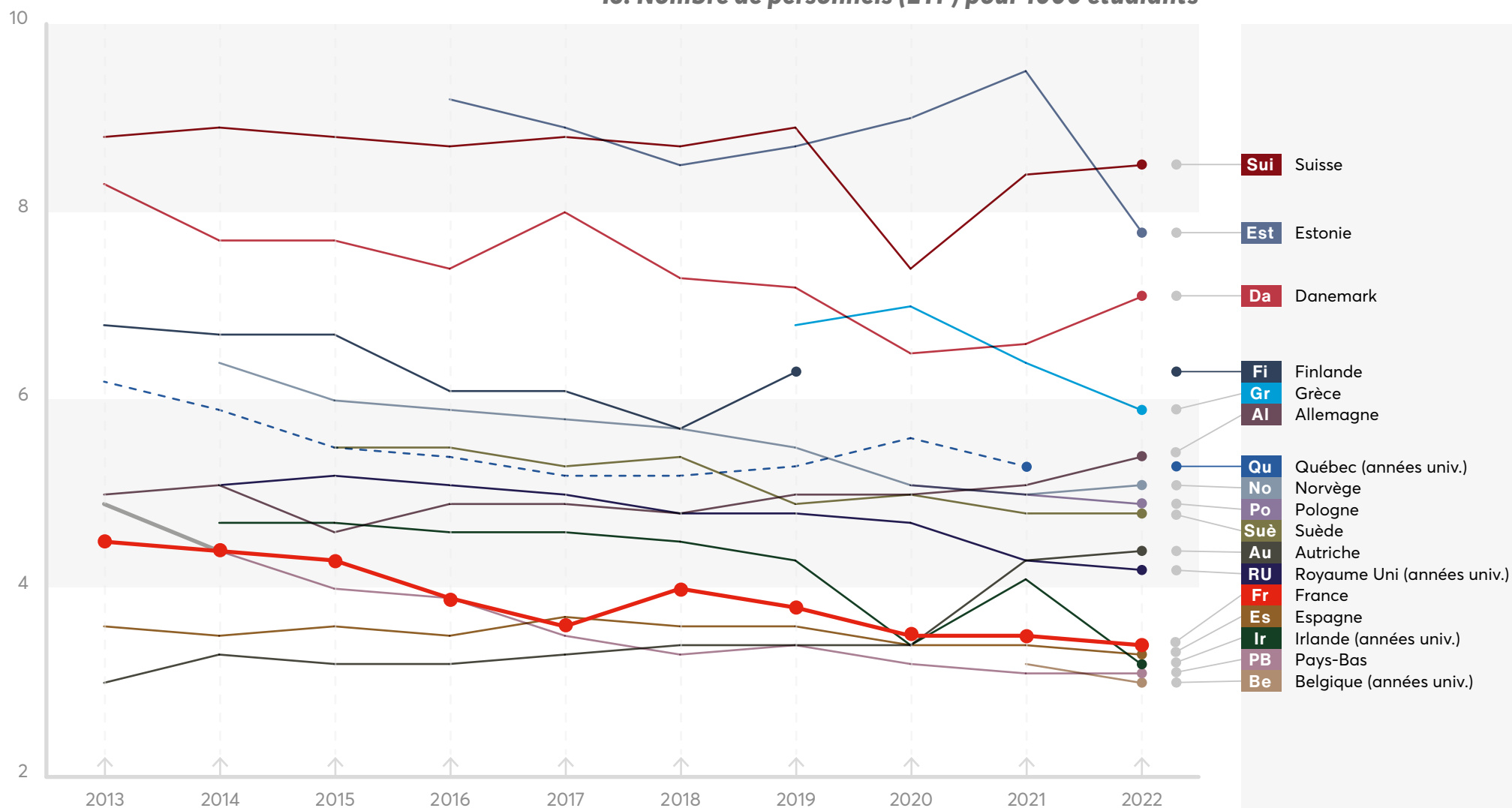
Cet indicateur est globalement à la baisse dans l'ensemble des pays (-12% en 10 ans).

Le nombre d'ETP de personnels de bibliothèque baisse aussi en valeur absolue : 7083 en 2013 vs 6535 en 2022 (-7,7%).

Précisons que les évolutions du nombre d'emplois devraient être aussi analysées en regard des évolutions des offres de service et de la productivité (évolutions liées notamment au niveau d'informatisation et des compétences).

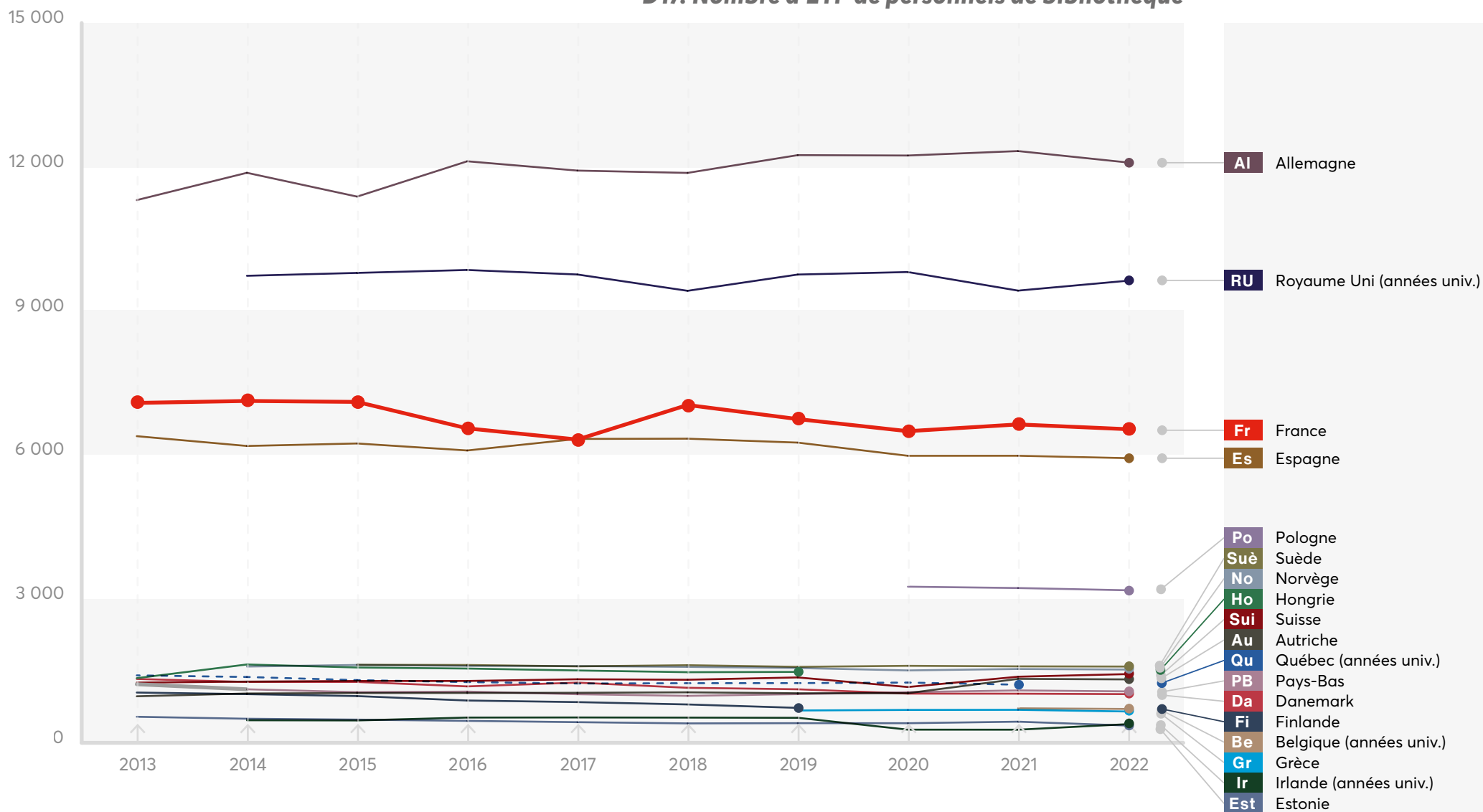
ETP de personnels / dépenses de personnel

I3. Nombre de personnels (ETP) pour 1000 étudiants



ETP de personnels / dépenses de personnel

D17. Nombre d'ETP de personnels de bibliothèque



ETP de personnels / dépenses de personnel

DES DÉPENSES DE PERSONNEL QUI AUGMENTENT

L'analyse des dépenses de personnel est toutefois différente.

Concernant les dépenses de personnel / étudiant, elles ont augmenté de 5% en 10 ans, même si elles restent nettement en deçà de la moyenne européenne (hors Suisse) : 187€ vs 256€ en 2022.

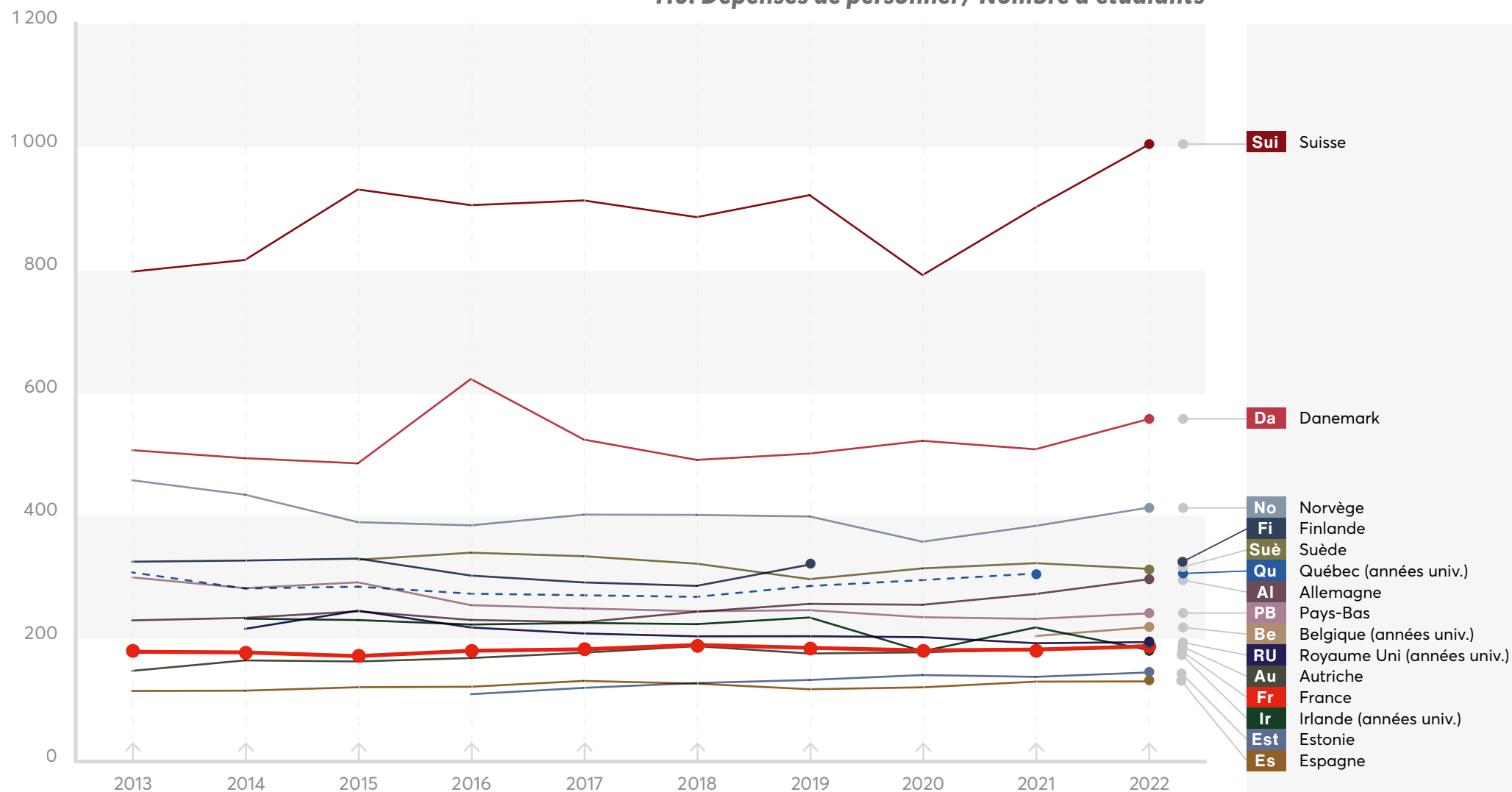
Les dépenses de personnels ont augmenté en valeur absolue (+27% en 10 ans).

Concernant les dépenses de personnel de bibliothèque / ETP, cela représente en 2022 certes 54 K€ en France, vs 57 K€ en moyenne européenne (hors Suisse) mais **on constate en France une augmentation de +38% en 10 ans.**

Cela s'explique sans doute par l'augmentation de l'âge moyen et de la technicité des emplois, avec de plus en plus de personnels de catégories A et B.

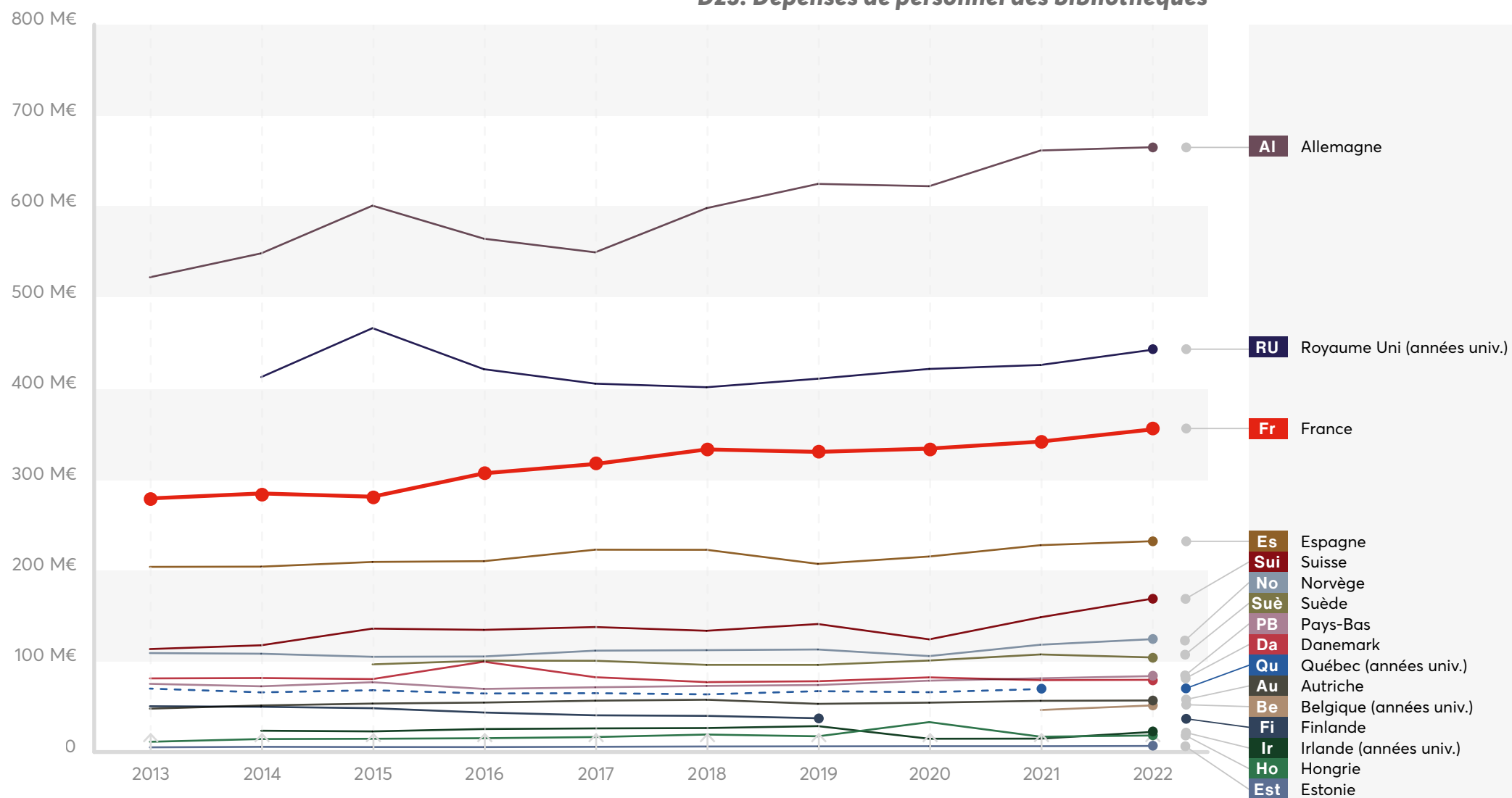
ETP de personnels / dépenses de personnel

I16. Dépenses de personnel / Nombre d'étudiants



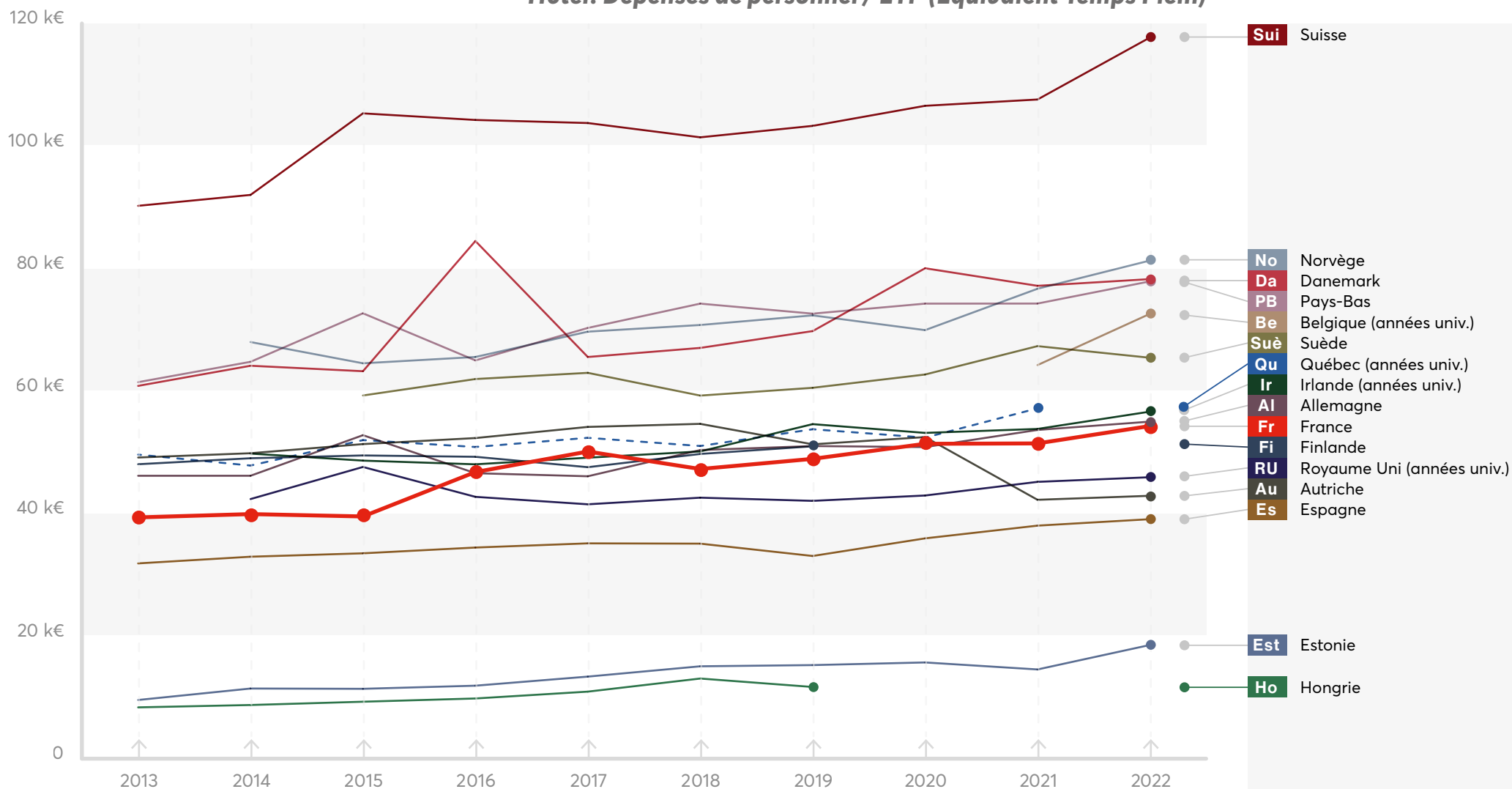
ETP de personnels / dépenses de personnel

D23. Dépenses de personnel des bibliothèques



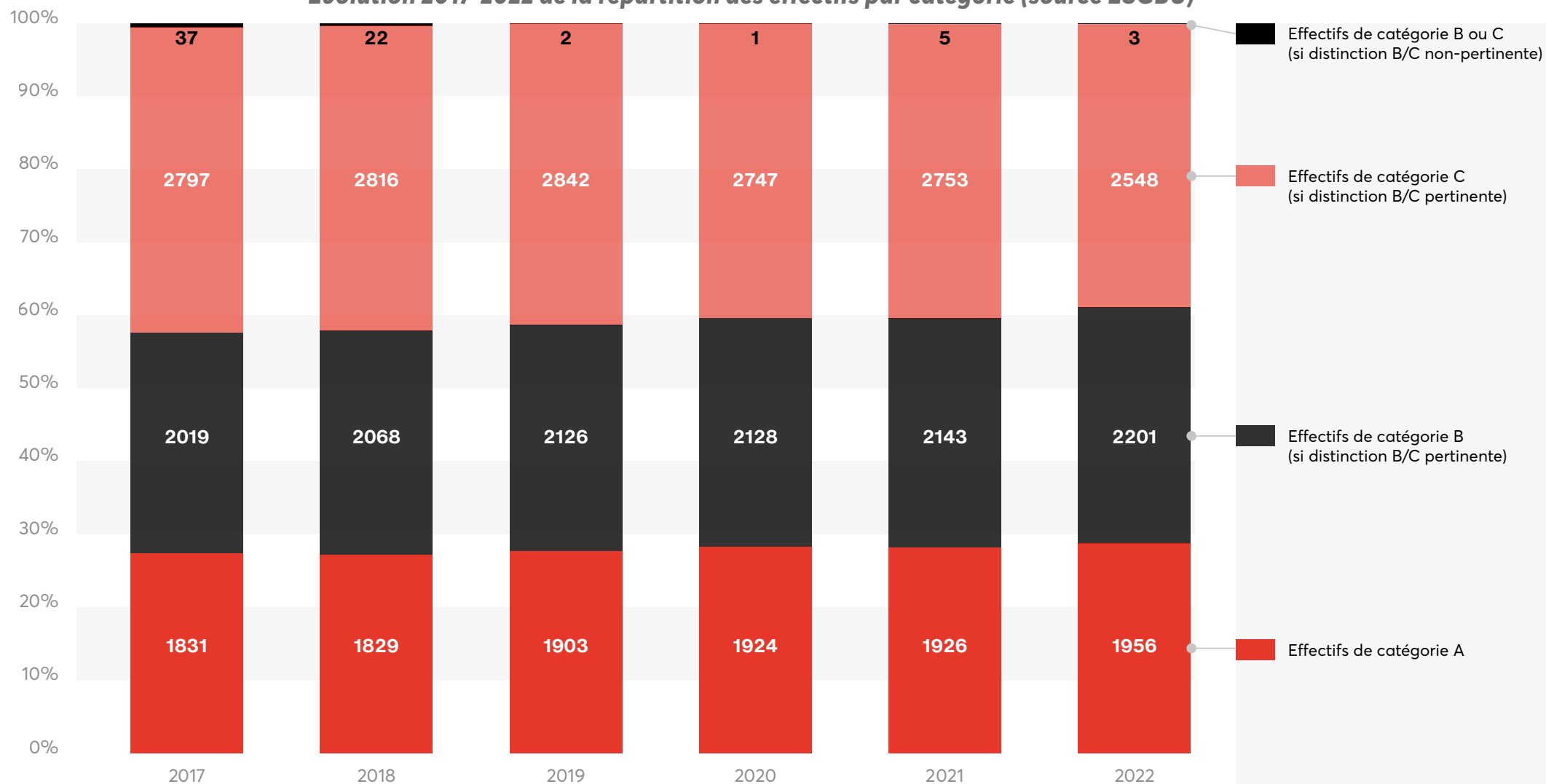
ETP de personnels / dépenses de personnel

I16ter. Dépenses de personnel / ETP (Équivalent Temps Plein)



ETP de personnels / dépenses de personnel

Évolution 2017-2022 de la répartition des effectifs par catégorie (source ESGBU)



Des dépenses documentaires par étudiant et enseignant-chercheur en baisse et bien plus faibles qu'ailleurs

Les dépenses documentaires / (étudiant + enseignant-chercheur) sont de 56 € vs 128 € en moyenne européenne hors Suisse (et en baisse de 10% depuis 10 ans).

NB : le Danemark, la Hongrie, l'Estonie, la Suède et la Pologne n'apparaissent pas sur cet indicateur, car le nombre d'enseignants-chercheurs n'est pas fourni.

Les dépenses documentaires ont toutefois augmenté de plus de 8% en 10 ans dans l'absolu, mais cela ne compense pas l'augmentation des effectifs étudiants.

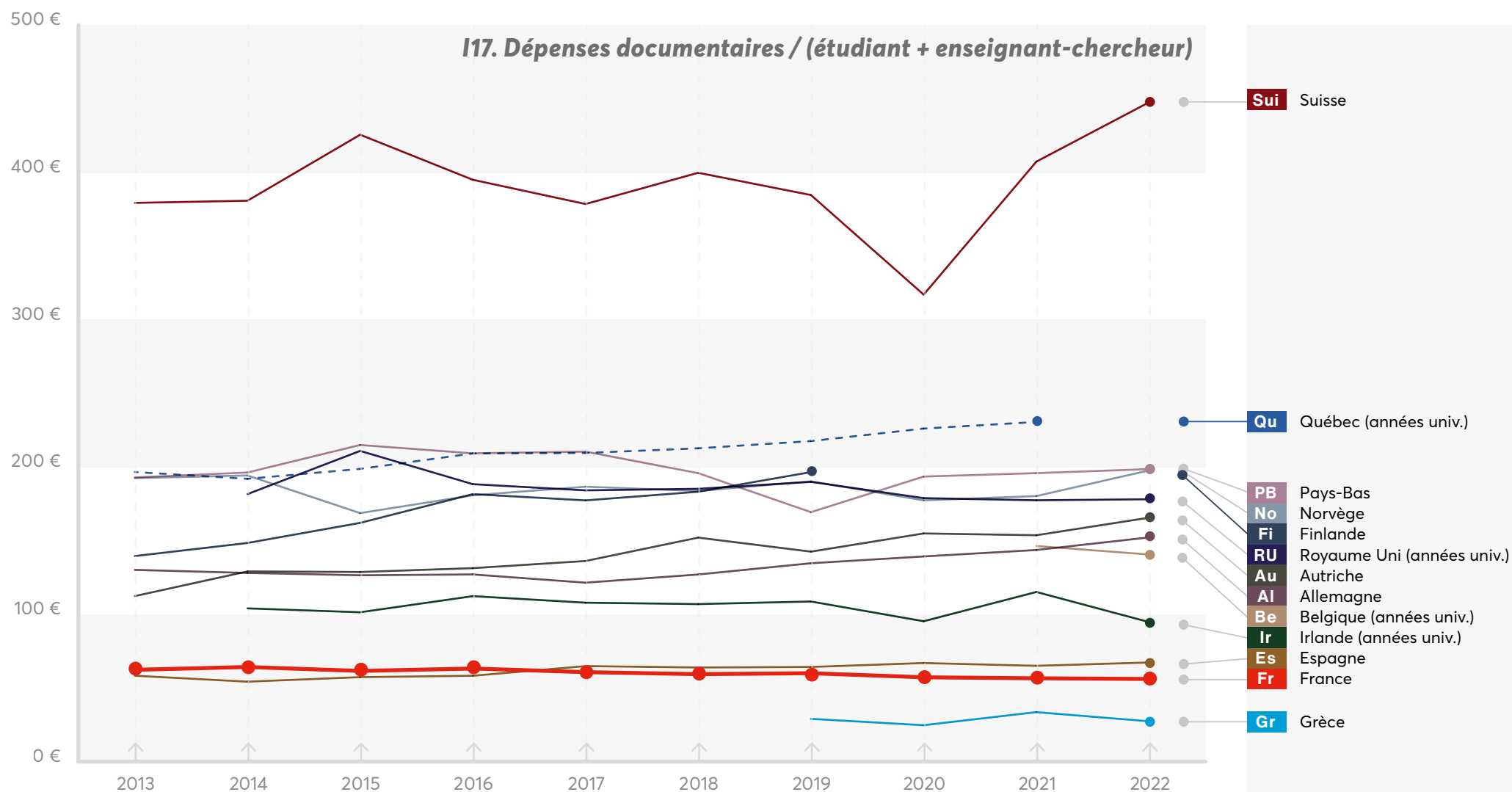
Au sein de ces dépenses documentaires, les dépenses en ressources électroniques pèsent désormais 67% des dépenses (+29% en 10 ans, +39% en valeur absolue), même si cette proportion reste en deçà de la moyenne européenne (79% en 2022).

Au sein de ces dépenses en ressources électroniques, les périodiques électroniques représentent 62% des dépenses en 2022 (les ebooks 10%).

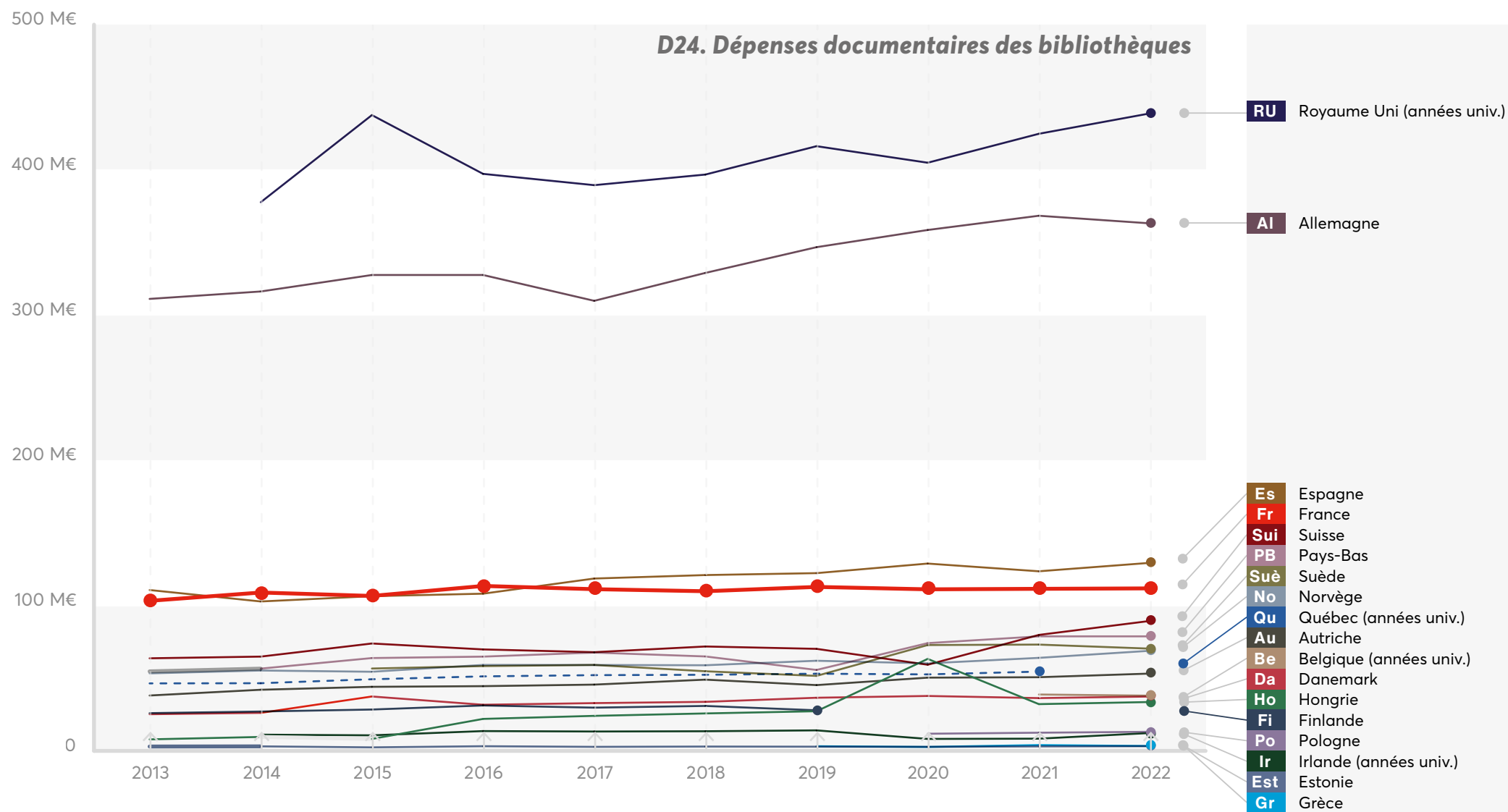
Mais l'augmentation des dépenses en ressources électroniques (+39% en 10 ans) ne signifie pas forcément que l'offre est plus riche, mais que les tarifs ont pu augmenter avec la même offre.

Dans le même temps, une meilleure négociation sur certaines ressources grâce au consortium Couperin en France a permis de payer moins pour une offre identique. De plus, le développement de l'offre en open access peut avoir une incidence sur cet indicateur : certains établissements (à la marge pour le moment), commencent à se désabonner de ressources électroniques payantes, au profit de ressources en open access.

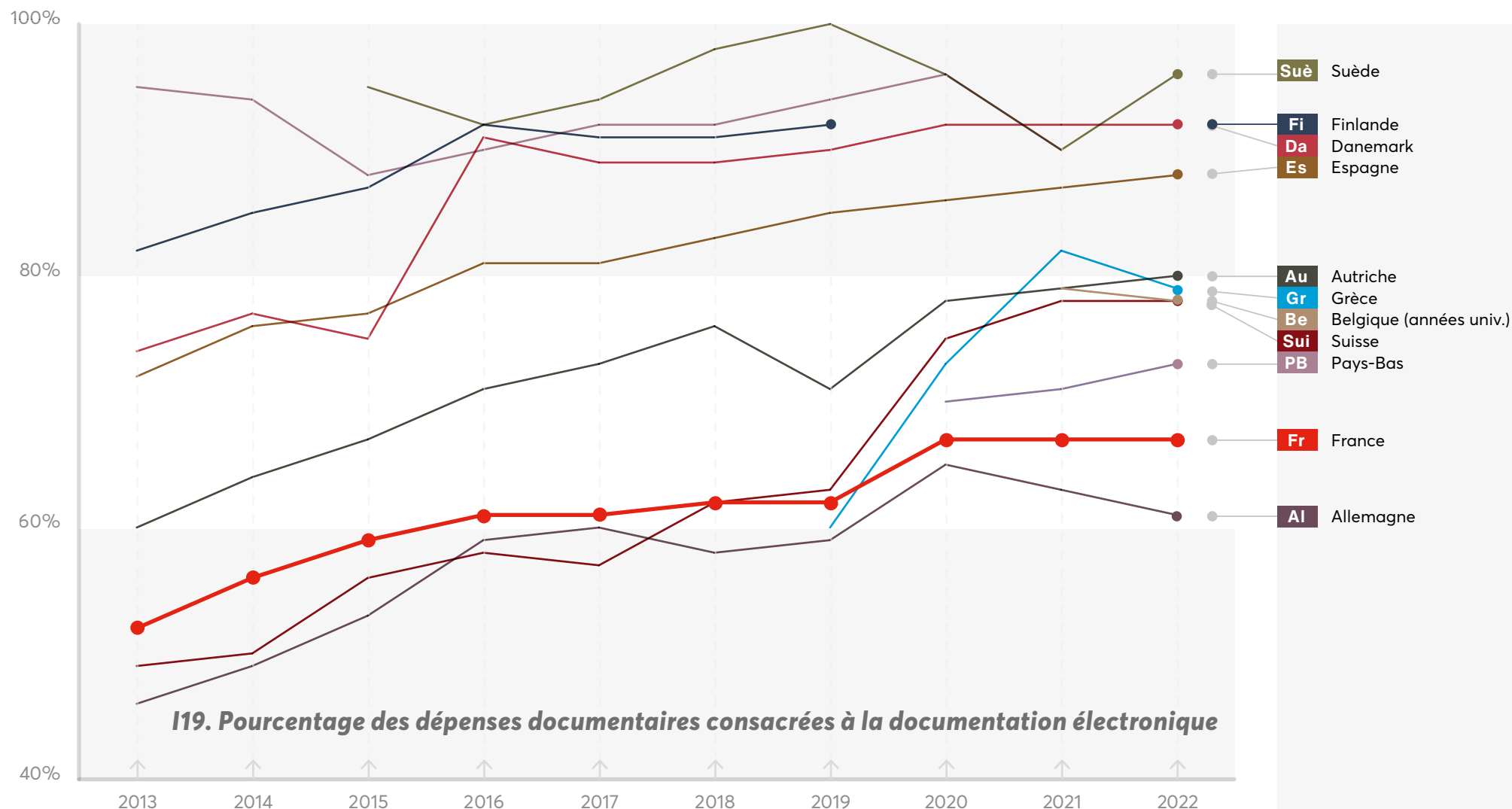
Des dépenses documentaires par étudiant et enseignant-chercheur en baisse et bien plus faibles qu'ailleurs



Des dépenses documentaires par étudiant et enseignant-chercheur en baisse et bien plus faibles qu'ailleurs



Des dépenses documentaires par étudiant et enseignant-chercheur en baisse et bien plus faibles qu'ailleurs



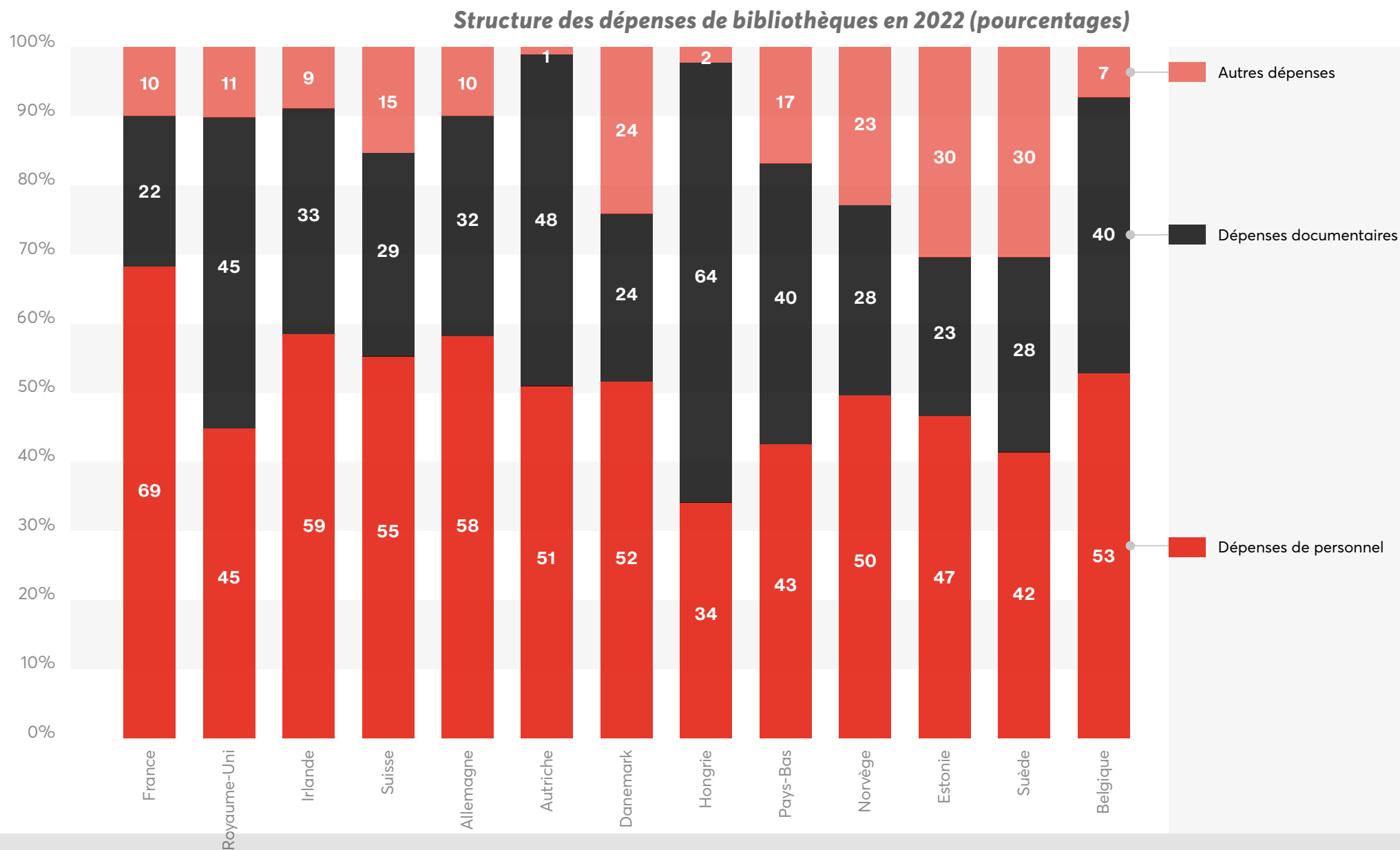
Proportion des dépenses de personnel et des dépenses documentaires

A white silhouette of the map of France is centered on a light gray background. The map shows the outline of the country, including its overseas territories.

La France se caractérise à la fois par :

- **la proportion la plus faible de la part des dépenses documentaires dans les dépenses totales**
(22% vs 35% en moyenne, européenne),
- **la proportion la plus forte de la part des dépenses de personnel dans les dépenses totales**
(69% vs 51% en moyenne européenne)

Proportion des dépenses de personnel et des dépenses documentaires



Niveau de dépenses par étudiant

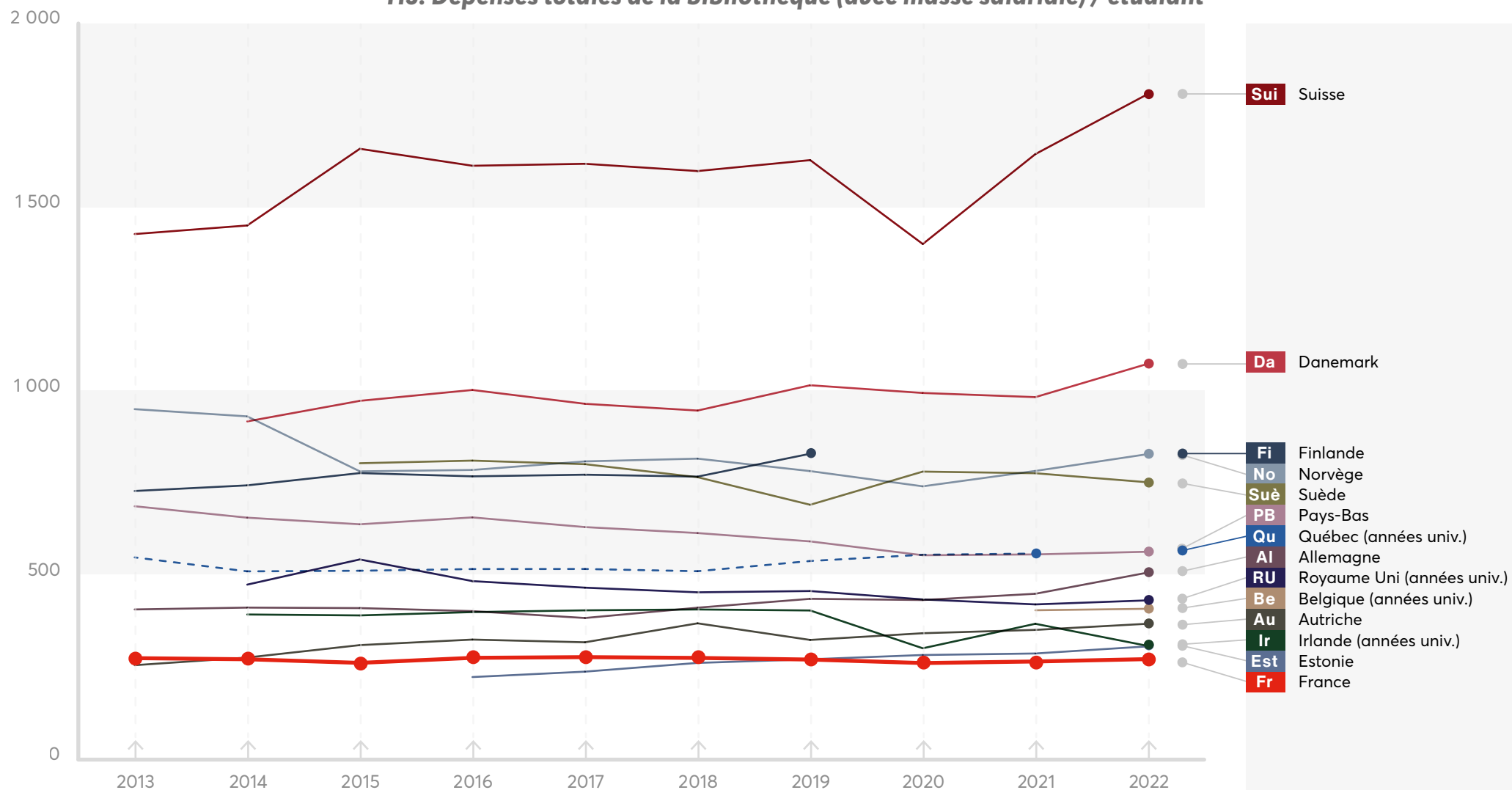


Globalement le niveau de dépenses par étudiant est bien inférieur à la moyenne européenne, avec des réserves sur la comparabilité.



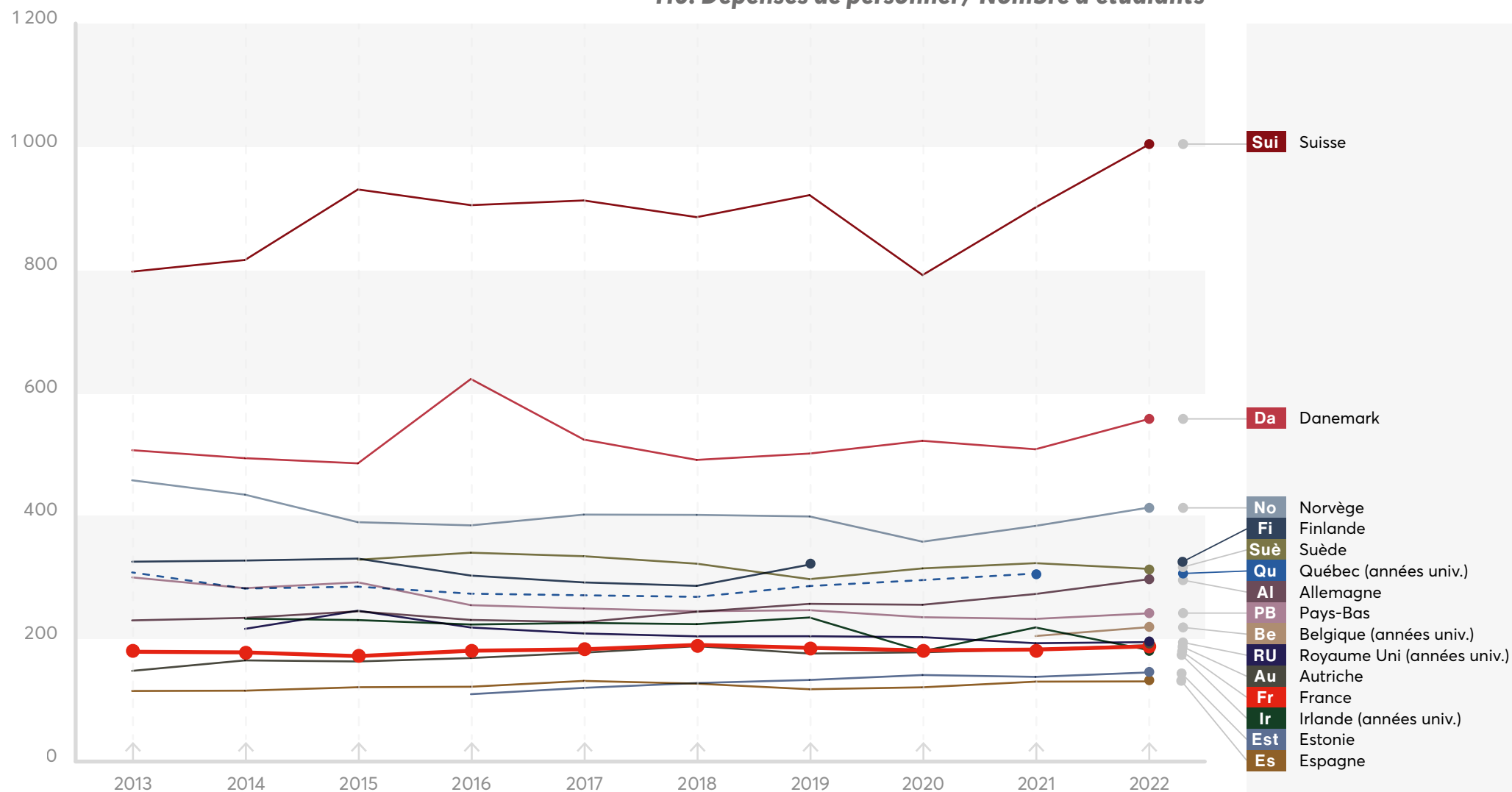
Niveau de dépenses par étudiant

I13. Dépenses totales de la bibliothèque (avec masse salariale) / étudiant



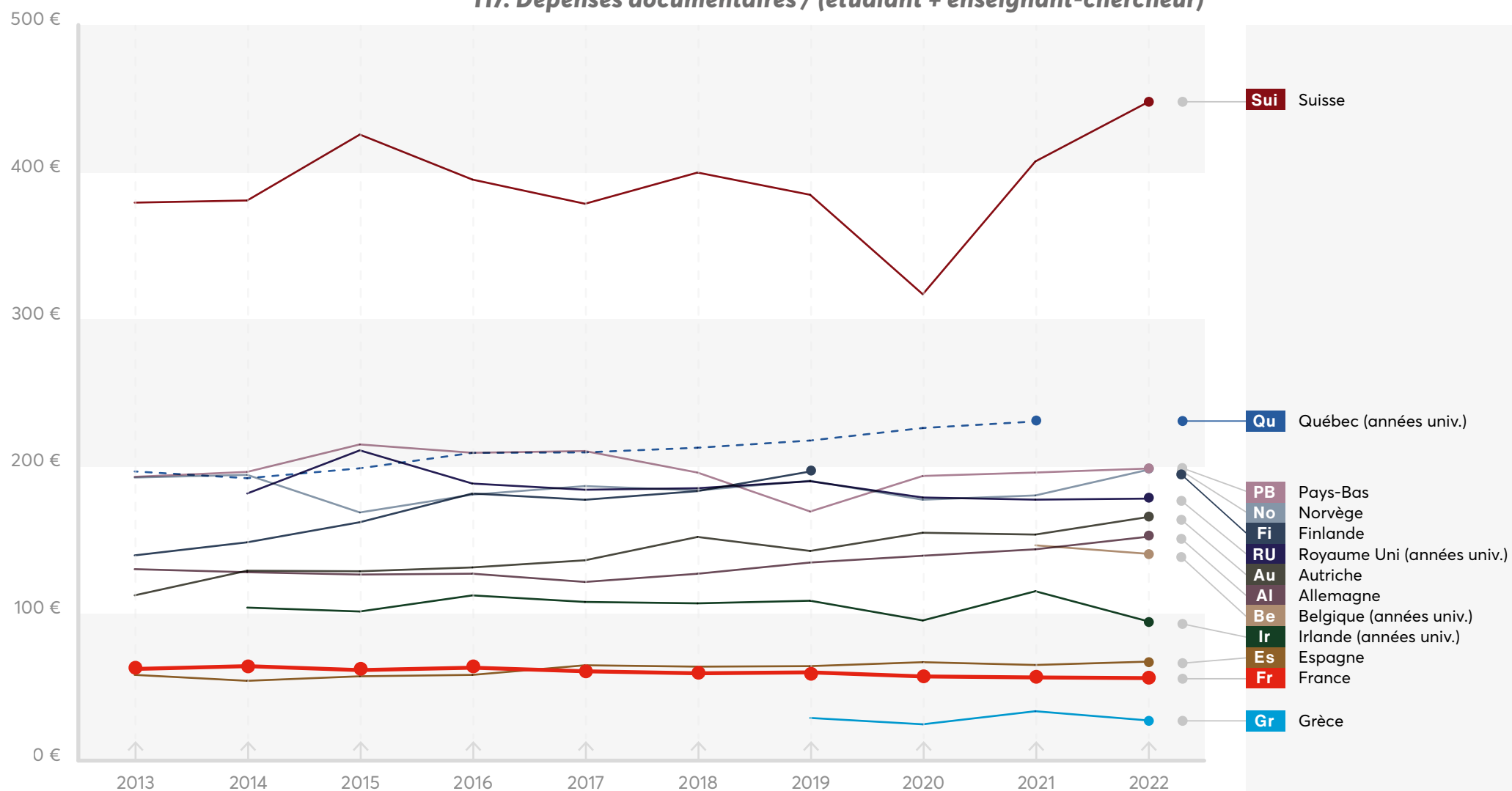
Niveau de dépenses par étudiant

I16. Dépenses de personnel / Nombre d'étudiants



Niveau de dépenses par étudiant

I17. Dépenses documentaires / (étudiant + enseignant-chercheur)



Synthèse de la situation française à l'aune des indicateurs clés en 2022

LÉGENDES →

TENDANCES 2013-2022 :

- ↗ Hausse
- ↗↗ Forte Hausse (> +10%)
- ↘ Baisse
- ↘↘ Forte Baisse (> -10%)
- Stabilité (+ ou - 1%)



BONNE



MOYENNE



MAUVAISE

Au même niveau que la moyenne européenne

Inférieure à la moyenne européenne (ou - favorable)

Supérieure à la moyenne européenne (ou + favorable)

VALEURS 2022 & ÉVOLUTIONS 2013-2022		COMPARABILITÉ (indicateurs entre pays)	FRANCE (Établissements dans l'étude)	MOYENNE (des 17 pays de l'étude)	ALLEMAGNE	ROYAUME-UNI
P U B L I C C I B L E D E S B I B L I O T H È Q U E S						
D0	Nombre d'habitants des pays dans l'étude	✓	68 millions ↗ +3,5%	Total : 366 millions ↗ +3,6%	83 millions ↗ +3,4%	67 millions ↗ +4,8%
D1	Étudiants des pays dans l'étude	⊖	1,9 millions ↗↗ 21%	Total >10,2 millions (Finlande Hongrie NC)	2,2 millions ↘ -1,4%	2,3 millions ↗↗ +19%
I0	Pourcentage d'étudiants dans la population	⊖	2,8% ↗↗ +17,2%	2,8% (Finlande Hongrie NC)	2,7% ↘ -4,6%	3,4% ↗↗ +14,5%
B I B L I O T H È Q U E S P H Y S I Q U E S						
I1	Superficie pour le public / étudiant	✓	0,42 m ² / ET ↗↗ +17,7%	0,49 m ² / ET ↗ +7,6%	0,59 m ² / ET (2019) ↘ -4,4%	NC
I2	Nombre d'étudiants / place	✓	11,9 ET / place ↘ -9%	14,3 ET / place ↘ -7,9%	9,1 ET / place ↘↘ -16,5%	11,2 ET / place ↗ +9,2%
D15	Heures d'ouverture / semaine (bibl. principale)	⊖	60,2 h / semaine (bibl. > 100 places) ↗ +4,5%	64,8 h / semaine ↗↗ +12,4%	66,6 h / semaine ↘ -2,9%	NC
D16	Jours d'ouverture / an (bibl. principale)	⊖	230 j / an (bibl. > 100 places) ↘ -2,1%	258 j / an ↘ -2,4%	291 j / an ↗ +1,9%	NC

Synthèse de la situation française à l'aune des indicateurs clés en 2022

VALEURS 2022 & ÉVOLUTIONS 2013-2022		COMPARABILITÉ (indicateurs entre pays)	FRANCE (Établissements dans l'étude)	MOYENNE (des 17 pays de l'étude)	ALLEMAGNE	ROYAUME-UNI
R E S S O U R C E S H U M A I N E S D E S B I B L I O T H È Q U E S						
I3	Nombre de personnels (ETP) pour 1000 étudiants	✓	3,4 ETP / 1000 ET ↘ -24%	4,9 ETP/1000 ET ↘ -3,9%	5,4 ETP / 1000 ET ↗ +8,4%	4,2 / 1000 ET ↘ -17%
I20	Nombre de jours de formations par an / personnel (ETP)	⊖	2,6 j / an / ETP ↘ +7,1%	2,3 j / an / ETP ↘ -31%	1,4 j / an / ETP ↘ -43%	NC
D É P E N S E S D E S B I B L I O T H È Q U E S						
I13	Dépenses totales (avec masse salariale) / étudiant	✓	273€ / ET → -0,9%	530€ / ET ↗ +3,6%	508 € / ET ↗ +24,6%	433 € / ET ↘ -9%
I16	Dépenses personnel / étudiant	⊖	187€ / ET ↗ +4,9%	256 € / ET (hors CH) ↘ -9,5%	296 € / ET ↗ +29,1%	194 € / ET ↘ -10%
I17	Dépenses documentaires / (ET+EC)	⊖	56€ / (ET + EC) ↘ -10%	128 € / (ET + EC) (hors CH) → +0,8%	152 € / (ET + EC) ↗ +16,9%	178 € / (ET + EC) ↘ -1,9%
I18	Dépenses documentaires / dépenses totales (avec masse salariale)	⊖	22% ↘ -9,9%	35% (hors CH) ↗ +13,7%	32% ↘ -5%	45% ↗ +7,1%
I25	Dépenses documentaires / dépenses personnel	⊖	0,32 ↘ -14,9%	0,74 (hors CH) ↗ +26,4%	0,55 ↘ -8,4%	0,99 ↗ +8,3%
I19	Pourcentage des dépenses documentaires pour la documentation électronique	⊖	67% ↗ +28,8%	79% (hors CH) ↗ +15,4%	61% ↗ +34,3%	NC

Synthèse de la situation française à l'aune des indicateurs clés en 2022

VALEURS 2022 & ÉVOLUTIONS 2013-2022		COMPARABILITÉ (indicateurs entre pays)	FRANCE (Établissements dans l'étude)	MOYENNE (des 17 pays de l'étude)	ALLEMAGNE	ROYAUME-UNI
U S A G E S P H Y S I Q U E S						
14	Nombre d'entrées / an / étudiant (attention : effets confinements en 2021-2022)	⊗	29,4 entrées / an / ET ↘↘ -23,3%	25,3 entrées / an / ET ↘↘ -32,5%	21,4 entrées / an / ET ↘↘ -47,5%	25 entrées / an / ET ↘↘ -59,1%
18	Nombre de prêts documents sur support / an / étudiant	⊙	3,3 prêts / an / ET ↘↘ -45,3%	5,8 prêts / an / ET ↘↘ -52,5%	12,7 prêts / an / ET (2017) ↘↘ -25,5% (2013-2017)	2,6 prêts / an / ET ↘↘ -83%
U S A G E S N U M É R I Q U E S						
19	Nombre d'articles de périodiques électroniques consultés / an / (ET+EC)	⊖	27,9 articles / an / (ET+EC) ↗↗ +29,5%	75,5 articles / an / (ET+EC) ↗↗ +89,3%	26,8 articles / an / (ET+EC) ↗↗ +13,5%	126 articles / an / (ET+EC) ↗↗ +21,7%
110	Nombre d'e-books consultés / an / (ET+EC)	⊖	14,5 ebooks / an (ET+EC) ↗↗ +204%	26,7 ebooks / an / (ET+EC) ↗ +5,4%	21 ebooks / an / (ET+EC) ↗ +5,9%	NC (comptage des sections)
F O R M A T I O N S U S A G E R S						
16	Pourcentage d'étudiants participant à des formations	⊙	26% ↗↗ +22,9%	35% ↗↗ +15,9%	18% ↘↘ -25,5%	NC
17	Nombre d'heures de formation pour 10 étudiants	⊙	0,29 heure ↘↘ -17%	0,29 heure ↘ -1,9%	0,16 heure ↘↘ -26,9%	0,5 heure ↘ -6,6%

04

ET MAINTENANT ?

Nous formulons ci-après quelques propositions pour une éventuelle prochaine édition de cette étude.

Poursuivre l'intégration de quelques nouveaux pays

Sur la base du tableau ci-dessous avec la population par pays (par ordre décroissant), le niveau d'intégration des pays européens dans l'étude est aujourd'hui le suivant.

PAYS	POPULATION (EUROSTAT 2023)	PAYS INTÉGRÉ DANS L'ÉTUDE ?
Allemagne	84 358 845	Oui
France	68 070 697	Oui
Royaume-Uni	66 971 411	Oui
Italie	58 850 717	Non (pas d'étude nationale)
Espagne	48 059 777	Oui
Pologne	36 753 736	Oui
Roumanie	19 051 562	Non (demandé mais sans réponse)
Netherlands	17 811 291	Oui
Belgique	11 754 004	Oui
Rép. Tchèque	10 827 529	Prochainement
Suède	10 521 556	Oui
Portugal	10 467 366	Non (demandé mais sans réponse)
Grèce	10 394 055	Oui
Hongrie	9 597 085	Oui
Autriche	9 104 772	Oui
Suisse	8 812 728	Oui
Serbie	6 664 449	Non demandé
Bulgarie	6 447 710	Non demandé

PAYS	POPULATION (EUROSTAT 2023)	PAYS INTÉGRÉ DANS L'ÉTUDE ?
Danemark	5 932 654	Oui
Finlande	5 563 970	Oui
Norvège	5 488 984	Oui
Slovaquie	5 428 792	Non (demandé mais sans réponse)
Irlande	5 194 336	Oui
Croatie	3 850 894	Non demandé
Bosnie Herzégovine	3 271 000	Non demandé
Lithuanie	2 857 279	Non demandé
Albanie	2 761 785	Non demandé
Moldavie	2 512 758	Non demandé
Slovénie	2 116 792	Non demandé
Latvia	1 883 008	Non demandé
North Macedonia	1 829 954	Non demandé
Estonie	1 365 884	Oui
Chypre	920 701	Oui (mais non intégré en l'état)
Luxembourg	660 809	Prochainement
Montenegro	616 695	Non demandé

Il est d'ores et déjà acquis que la prochaine édition de l'étude intégrera les données du Luxembourg (660.000 habitants) mais surtout de la République Tchèque (11 millions d'habitants).

Poursuivre l'intégration de quelques nouveaux pays

Pour abonder l'objectif principal de l'étude, à savoir de comparer la situation et les évolutions des bibliothèques académiques françaises par rapport aux autres bibliothèques académiques européennes, il est clair qu'il serait utile de disposer des données d'autres pays :

- **l'Italie** (mais comment les inciter à se lancer dans un travail de collecte nationale des données de chaque université ?),
- **le Portugal** (mais avec quels contacts ?),
- **voire la Roumanie** (pays qui accueille de plus en plus d'étudiants français en Santé), mais les demandes de contact avec l'association nationale des bibliothèques de Roumanie sont restées sans réponse, malgré plusieurs relances.

Le travail de collecte des données des autres pays baltes (Lituanie, Lettonie) et d'autres pays de l'ex bloc de l'Est (Serbie, Bulgarie, Slovaquie, Croatie, Bosnie...) doit aussi être évalué à l'aune de l'intérêt par rapport à l'objectif principal de l'étude. Mais intégrer ces pays serait naturellement indispensable avec un objectif d'une étude de comparaison « uniquement » à l'échelle européenne.

Enfin, la question est posée de savoir si la dimension d'Etat-nation est encore pertinente aujourd'hui face à une autonomie accrue des territoires, de certaines universités. Les disparités de moyens humains et financiers s'accroissent d'un établissement à l'autre au sein d'un même pays, en fonction de la localisation dans une très grande agglomération ou en périphérie. Ne serait-il pas plus pertinent de comparer les établissements de chaque capitale ou grande métropole européenne ?



Refondre, en coopération avec les pays partenaires, le périmètre des données et des indicateurs

Cette étude a désormais été au bout de sa logique :

- de se centrer essentiellement sur la situation française par rapport aux autres pays européens,
- de « faire avec » les données disponibles facilement dans les pays.

Si l'on veut aller plus loin, il est désormais indispensable de développer le travail de coopération avec l'ensemble des pays, et donc, parce que les pays partenaires auraient à s'impliquer davantage, à revoir les objectifs de l'étude, pour que chaque pays puisse s'y retrouver au final dans les analyses de l'étude.

Pour mener ce travail, il est proposé d'organiser en 2025 un séminaire de travail sur quelques jours avec les pays partenaires volontaires. L'objectif de ce séminaire serait de produire un dictionnaire de données commun (un glossaire commun) et une liste d'indicateurs utilisant ces données.

Comme les échanges avec plusieurs pays (Belgique, Espagne, Pays-Bas, Royaume-Uni⁸) l'ont montré, il serait ainsi particulièrement utile de travailler avec l'ensemble des pays partenaires :

- au périmètre des bibliothèques à intégrer dans l'étude,
- à la revue des données nécessaires à collecter pour produire des indicateurs réellement utiles pour mieux évaluer la contribution des bibliothèques à la stratégie des établissements,
- à la définition et aux méthodes de collecte des données pour garantir la comparabilité des données et donc des indicateurs (notamment en lien avec les normes ISO et leurs évolutions).

Concernant le périmètre des bibliothèques à intégrer dans l'étude, en l'état les bibliothèques académiques retenues sont les bibliothèques d'établissements assurant à la fois des formations d'enseignement supérieur et de la recherche.

8. Les partenaires d'Allemagne ont été sollicités en juillet mais sans réponse à cette heure.

Refondre, en coopération avec les pays partenaires, le périmètre des données et des indicateurs

Les bibliothèques nationales ne sont donc pas intégrées dans les établissements, ce qui pose question dans la mesure où, notamment en France, une bibliothèque nationale accueille un public conséquent de chercheurs et de doctorants des établissements d'enseignement supérieur et de recherche du pays.

Concernant les données, certaines d'entre elles actuellement collectées pourraient être abandonnées, car elles n'ont pas, lors des trois éditions de l'étude, été réellement utiles ou utilisables (exemples : visites du site web, nombre moyen de titres de revues ou de livres électroniques, recettes propres...).

D'autres données collectées mériteraient de voir leur définition ou leur méthode de mesure partagée, précisée et donc fiabilisée.

Par exemple :

- **les prêts** (avec ou sans les renouvellements ?, avec le prêt d'objets ?),
- **le nombre d'enseignants-chercheurs** (ETP ou personnes physiques),
- **les usages des ressources électroniques** (avec généralisation de COUNTER),
- **les catégories d'emploi des personnels de bibliothèque.**

La comparabilité des données financières mériterait également d'être interrogée avec peut-être l'intégration d'indices de correction, notamment sur les dépenses de personnel.

Refondre, en coopération avec les pays partenaires, le périmètre des données et des indicateurs

Concernant les données relatives aux stocks des collections sur support (nombre de titres et d'exemplaires de livres, de revues, d'autres types de documents) et aux flux associés (acquisitions de monographies, abonnements de revues, budgets associés), aujourd'hui impossibles à consolider en raison d'une trop grande disparité des typologies, il serait idéalement intéressant d'en mesurer rétrospectivement les évolutions, mais en veillant toutefois à ne pas trop consacrer d'énergie à ces mesures (certains pays consacrant désormais plus de 80% de leurs budgets aux ressources numériques).

Les dépenses globales des établissements, aujourd'hui disponibles dans 5 pays seulement (Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, Grèce, Belgique) mériteraient d'être plus largement collectées, dans la mesure où cela permettrait de mesurer les évolutions du pourcentage des dépenses des bibliothèques par rapport aux dépenses des établissements (en l'état, de 3 à 4% jusqu'à 2019 et de 2 à 3% depuis 2020 et donc en baisse). En France, la donnée est trop partielle dans l'eSGBU pour pouvoir être utilisée.

De nouvelles données et donc de nouveaux indicateurs devraient être produits pour mieux évaluer l'impact des bibliothèques, ce qui supposerait qu'un nombre significatif de pays partenaires fournissent et donc produisent désormais ces données sources, par exemple :

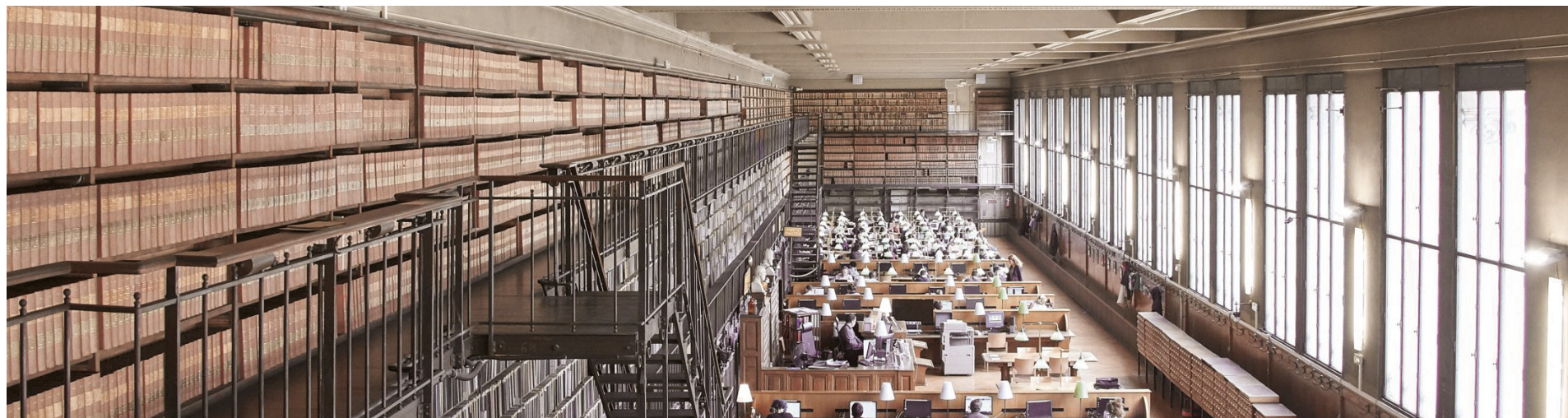
- **les durées de visite en bibliothèque,**
- **l'usage des ressources en open access,**
- **les dépenses en APC** (les données existent déjà au Royaume Uni et en France),
- **la structure des emplois en bibliothèque** (et notamment la proportion des ETP consacrés à la formation des usagers ou au soutien à la recherche et notamment à la Science ouverte).

Vers un outil commun ?

La mise en œuvre d'un outil commun (pour le recueil des données communes, par saisie ou par import de fichiers de structure standard, et pour la production et la diffusion des indicateurs communs) pourrait être étudiée, mais seulement à l'issue de ce travail en commun autour des données et des indicateurs.

Ce dispositif permettrait ainsi non seulement de faciliter et d'accélérer la collecte des données (au fur et à mesure du rythme des pays), mais aussi d'élargir l'audience des résultats et des analyses, avec :

- **des outils de requêtage à la demande,**
- **des fonctions de datavisualisation,**
- **la mise à disposition des données des établissements de chaque pays** pour permettre aux établissements un benchmark européen sur « profil d'établissement » (établissements de mêmes tailles, de mêmes types, de mêmes domaines disciplinaires...),
- **des contenus éditoriaux,** permettant d'associer des analyses qualitatives aux analyses quantitatives.



05

ANNEXES



Les données communes

CONTEXTE

- **D0** Population du pays

PUBLICS POTENTIELS DES BIBLIOTHÈQUES

- **D1** Étudiants de l'Établissement
- **D2** Enseignants-chercheurs et personnels académiques de l'Établissement

USAGES DES PUBLICS DES BIBLIOTHÈQUES

- **D3** Prêts de documents sur support (hors prolongations)
- **D4** Entrées (visites physiques) des publics
- **D5** Visites du site web des bibliothèques
- **D6** Articles de périodiques électroniques consultés
- **D7** Livres électroniques consultés
- **D8** Usagers formés par les bibliothèques
- **D9** Heures dispensées pour la formation des usagers

RESSOURCES – LIEUX DES BIBLIOTHÈQUES

- **D10** Superficie totale (m²) (non prioritaire, car surfaces totales peu comparables suivant l'implantation de la bibliothèque dans l'établissement)
- **D11** Superficie pour le public
- **D12** Places assises pour le public
- **D13** Places de travail en groupe (non prioritaire, car peu de pays)
- **D14** Nombre de postes informatiques pour le public (non prioritaire, n'existe pas en France)
- **D15** Heures d'ouverture hebdomadaire à la bibliothèque principale (période normale) (moyenne par établissement)
- **D16** Jours d'ouverture par an à la bibliothèque principale (moyenne par établissement)

RESSOURCES – PERSONNELS DES BIBLIOTHÈQUES

- **D17** Personnels des bibliothèques (ETP)
- **D18** Formation continue reçue par le personnel des bibliothèques (jours dans l'année)

RESSOURCES – COLLECTIONS DES BIBLIOTHÈQUES

- **D19** Titres de périodiques électroniques disponibles (moyenne par établissement) (non prioritaire, homogénéité des données non assurée)
- **D20** Titres de livres électroniques disponibles (moyenne par établissement) (non prioritaire, homogénéité des données non assurée)

RESSOURCES – BUDGETS DES BIBLIOTHÈQUES

- **D21** Dépenses totales de l'établissement (non prioritaire, peu de pays)
- **D22** Dépenses totales des bibliothèques (masse salariale comprise)
- **D23** Dépenses de personnel des bibliothèques
- **D24** Dépenses documentaires des bibliothèques
- **D25** Dépenses documentaires en documents électroniques
- **D26** Dépenses documentaires en périodiques électroniques
- **D27** Dépenses documentaires en livres électroniques
- **D28** Recettes totales des bibliothèques
- **D29** Recettes des bibliothèques issues de l'établissement ou de l'organisme de tutelle
- **D30** Recettes internes, propres, locales des bibliothèques (hors subventions) (non prioritaire)

Les indicateurs communs

POPULATION CIBLE DES BIBLIOTHÈQUES

- **I0.** Nombre d'étudiants (des établissements de l'étude) / Population du pays (%)

RESSOURCES ET SERVICES : ADÉQUATION / DISPONIBILITÉ DES BIBLIOTHÈQUES

Disponibilité des espaces

- **I1.** Superficie pour le public / Nombre d'étudiants
- **I2.** Nombre d'étudiants / Nombre de places
- **I22.** Superficie totale / Nombre d'étudiants (non prioritaire)
- **I23.** Nombre de postes informatiques publics / Nombre de places assises (non prioritaire)
- **I24.** Nombre de places en groupe / Nombre de places assises (%) (non prioritaire)
- **D15.** Heures d'ouverture hebdomadaire à la bibliothèque principale (période normale) (moyenne par établissement)
- **D16.** Jours d'ouverture par an à la bibliothèque principale (moyenne par établissement)

Disponibilité des personnels

- **I3.** Nombre de personnels (ETP) / Nombre de milliers d'étudiants

RESSOURCES ET SERVICES : USAGES DES BIBLIOTHÈQUES

Visites physiques et virtuelles

- **I4.** Nombre d'entrées physiques à la bibliothèque / Nombre d'étudiants
- **I5.** Nombre d'entrées virtuelles à la bibliothèque (visites du site web de la Bibliothèque) / Nombre d'étudiants

Formation des usagers

- **I6.** Nombre d'étudiants participant à des formations / Nombre d'étudiants
- **I7.** Nombre d'heures de formation des usagers dispensées / Nombre de dizaines d'étudiants

Emprunts et consultation

- **I8.** Nombre d'emprunts de documents sur support / Nombre d'étudiants
- **I9.** Nombre d'articles de périodiques électroniques consultés / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs
- **I10.** Nombre de livres électroniques consultés / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs

RESSOURCES ET SERVICES : EFFICIENCE DES BIBLIOTHÈQUES

Dépenses totales

- **I11.** Dépenses totales de la bibliothèque (hors masse salariale) / Nombre d'étudiants
- **I12.** Dépenses totales de la bibliothèque (hors masse salariale) / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs
- **I13.** Dépenses totales de la bibliothèque (dont masse salariale) / Nombre d'étudiants
- **I14.** Dépenses totales de la bibliothèque (dont masse salariale) / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs
- **I15.** Dépenses totales de la bibliothèque / Dépenses totales de l'établissement (%) (non prioritaire)

Dépenses de personnel

- **I16.** Dépenses de personnel / Nombre d'étudiants (non prioritaire)

Les indicateurs communs

- **I16 Bis.** Dépenses de personnel / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs (non prioritaire)

- **I16 Ter.** Dépenses de personnel / ETP

Dépenses Documentaires

- **I17.** Dépenses documentaires / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs

- **I18.** Dépenses documentaires / Dépenses totales de la bibliothèque (dont masse salariale)

- **I25.** Dépenses documentaires / Dépenses de personnel de la bibliothèque

CAPACITÉ D'ÉVOLUTION ET DE DÉVELOPPEMENT

Collections

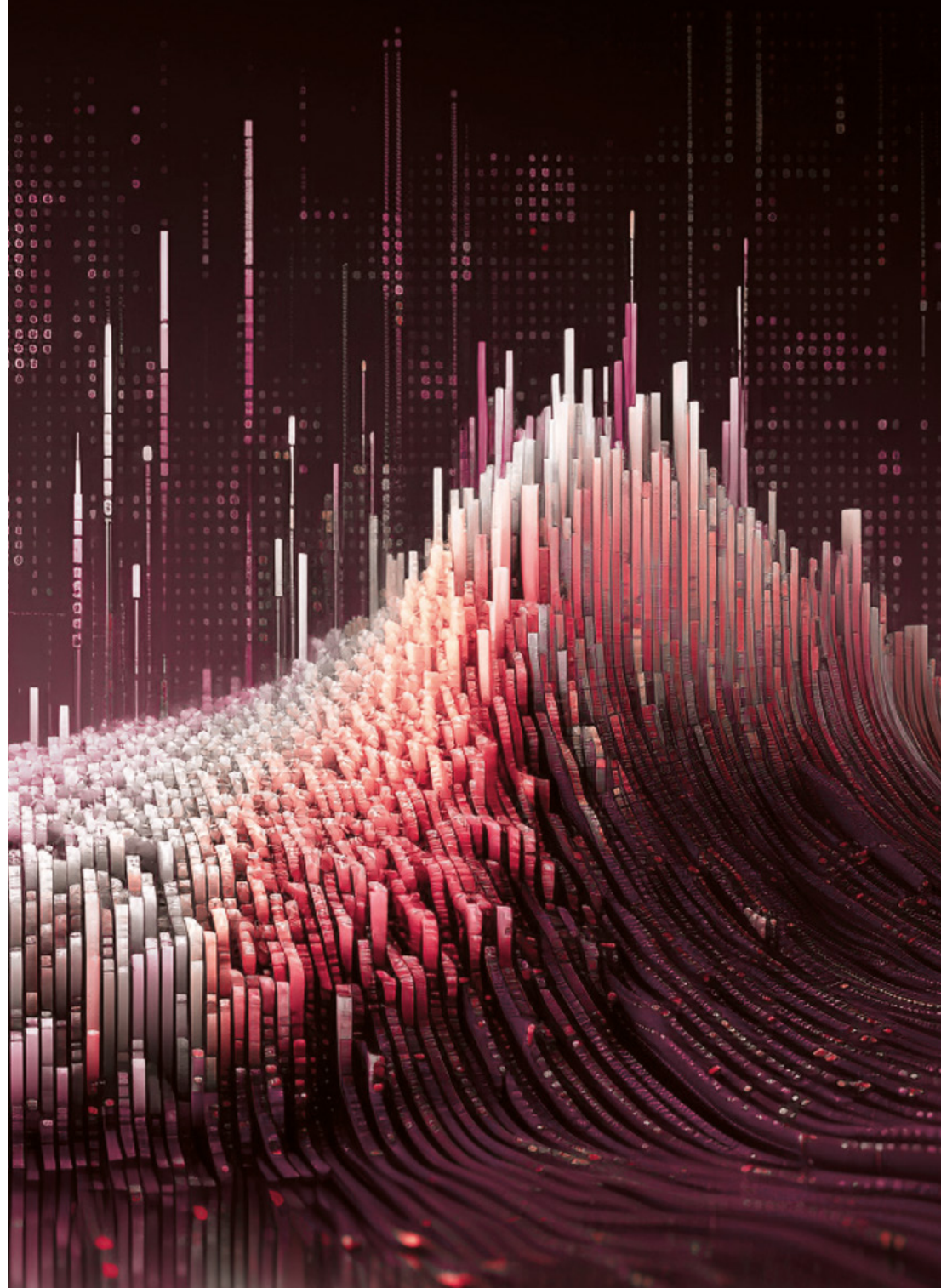
- **I19.** Dépenses documentaires consacrées à la documentation électronique / Dépenses documentaires

Personnel

- **I20.** Nombre de jours de formations professionnelles / Nombre de personnels (ETP)

Budgets

- **I21.** Budgets de la bibliothèque ne provenant pas de l'établissement ou du Ministère de tutelle (subventions collectivités locales, ressources propres...) / Dépenses totales de la bibliothèque (dont masse salariale)



Relations entre les données communes de l'étude et les données de la norme ISO 2789

	DONNÉES COMMUNES RETENUES	DONNÉE ISO 2789 ASSOCIÉE OU APPROCHANTE
D0	Population du pays	Sans objet
D1	Étudiants de l'Établissement	Sans objet
D2	Enseignants-chercheurs et personnels académiques de l'Établissement	Sans objet
D3	Prêts de documents sur support (hors prolongations / renouvellements)	2.2.19 Prêt (prêt direct ou fourniture à un usager d'un document sous forme non électronique (par exemple un livre) ou d'un document électronique sur support matériel (par exemple un cédérom) ou tout autre dispositif (par exemple une liseuse) ou transmission d'un document électronique à un usager pour une durée limitée (par exemple un livre numérique)
D4	Entrées (visites physiques) des usagers	2.2.40 Entrées
D5	Visites au site / portail web de la bibliothèque	6.2.13 Visites virtuelles
D6	Articles de périodiques électroniques consultés	Pas d'équivalent : voir COUNTER JR1
D7	Livres électroniques consultés	Pas d'équivalent : voir COUNTER BR1, BR2
D8	Usagers formés	6.2.11c Orientation et formation des usagers / nombre total d'heures de formation des usagers dispensées par la bibliothèque, soit à la présentation des collections, des services et des équipements, soit à l'utilisation des ressources d'information
D9	Formations des usagers (heures dispensées)	6.2.11b Orientation et formation des usagers / nombre de participants aux séances de formation des usagers
D10	Superficie totale (m ²)	6.4.8.3 Surface de plancher brute des locaux de la bibliothèque

Relations entre les données communes de l'étude et les données de la norme ISO 2789

	DONNÉES COMMUNES RETENUES	DONNÉE ISO 2789 ASSOCIÉE OU APPROCHANTE
D11	Superficie pour le public	6.4.8.2a Surface utile nette / services aux publics 6.4.8.2d Surface utile nette / manifestations
D12	Places assises pour le public	6.4.3 Places pour les usagers
D13	Places de travail en groupe	-
D14	Nombre de postes informatiques pour le public	6.4.4 Postes de travail en accès public
D15	Heures d'ouverture hebdomadaire à la bibliothèque principale (période normale)	6.4.1a Horaires d'ouverture / au cours d'une semaine ordinaire / à la bibliothèque centrale/principale
D16	Jours d'ouverture par an à la bibliothèque principale	6.4.2a Jours d'ouverture dans la période de référence / à la bibliothèque centrale ou principale
D17	Personnels des bibliothèques (ETP)	6.7.2b Ensemble du personnel / nombre d'agents (en équivalent temps plein, ETP)
D18	Formation continue reçue par le personnel (jours dans l'année)	6.7.4a Formation du personnel / nombre d'heures de formation du personnel dispensées dans le cadre d'un stage (au cours de la période de référence)
D19	Titres de périodiques électroniques disponibles	2.3.22 Périodique électronique (périodique sous forme électronique disponible ou non également dans un autre format), y compris : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les périodiques conservés localement ▪ les ressources accessibles à distance pour lesquelles des droits permanents ou temporaires ont été acquis ▪ les périodiques numérisés Non compris : les revues en accès ouvert

Relations entre les données communes de l'étude et les données de la norme ISO 2789

	DONNÉES COMMUNES RETENUES	DONNÉE ISO 2789 ASSOCIÉE OU APPROCHANTE
D20	Titres de livres électroniques disponibles	2.3.19 ebook / livre numérique document électronique non publié en série, sous licence ou non, dans lequel le texte interrogeable occupe une place prépondérante et qui peut être considéré comme équivalent à un livre imprimé (monographie) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les thèses électroniques sont comprises ▪ Les livres numérisés par la bibliothèque sont inclus
D21	Dépenses totales de l'établissement	Sans objet
D22	Dépenses totales des bibliothèques	Par addition des types de dépenses identifiées au 6.6.1 Dépenses ordinaires ou de fonctionnement <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dépenses pour le personnel ▪ Dépenses d'acquisitions ▪ Dépenses de fourniture de documents par un prestataire de service d'informations et prêt entre bibliothèques ▪ Dépenses pour les locaux ▪ Dépenses informatiques ▪ Dépenses de droits de publication en archive ouverte ▪ Dépenses diverses 6.6.2 Dépenses d'investissement
D23	Dépenses de personnel	6.6.6.1 Dépenses pour le personnel
D24	Dépenses documentaires totales de la Bibliothèque	6.6.1.2 Dépenses d'acquisitions 6.6.1.3 Dépenses de fourniture de documents par un prestataire de service d'informations et prêt entre bibliothèques 6.6.1.4 Dépenses d'entretien des collections

Relations entre les données communes de l'étude et les données de la norme ISO 2789

	DONNÉES COMMUNES RETENUES	DONNÉE ISO 2789 ASSOCIÉE OU APPROCHANTE
D25	Dépenses documentaires des documents numériques	6.6.1.2 Dépenses d'acquisitions <ul style="list-style-type: none"> ▪ bases de données ▪ périodiques électroniques ▪ documents numériques (à l'exclusion des livres électroniques) ▪ livres électroniques
D26	Dépenses documentaires de périodiques électroniques	6.1.2 Dépenses d'acquisitions / périodiques électroniques
D27	Dépenses documentaires de livres électroniques	6.1.2 Dépenses d'acquisitions / livres électroniques
D28	Recettes totales des bibliothèques	6.6.3 Ressources propres et subventions <ul style="list-style-type: none"> ▪ subventions de l'autorité de tutelle de la bibliothèque ; ▪ autres subventions d'origine publique ; ▪ subventions d'origine privée ou de sociétés (y compris les dons) ; ▪ subventions spécifiques ; ▪ ressources générées par les activités de la bibliothèque et par les droits d'inscription, les droits divers, les abonnements et les donations, et dont la bibliothèque dispose.
D29	Recettes issues de l'établissement ou de l'organisme de tutelle	6.6.3 Ressources propres et subventions / subventions de l'autorité de tutelle de la bibliothèque
D30	Recettes internes, propres, locales des bibliothèques (hors subventions)	6.6.3 Ressources propres et subventions / ressources générées par les activités de la bibliothèque et par les droits d'inscription, les droits divers, les abonnements et les donations, et dont la bibliothèque dispose.

Relations entre les indicateurs communs de l'étude et les indicateurs de la norme ISO 11620

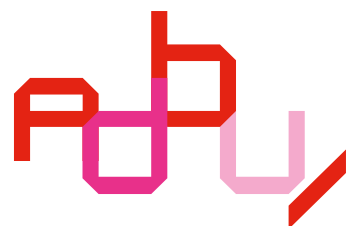
	<i>INDICATEURS COMMUNS PROPOSÉS PAR L'ÉTUDE</i>	<i>INDICATEUR ISO 11620 ASSOCIÉE OU APPROCHANTE</i>
I0	Nombre d'étudiants (des établissements de l'étude) / Population du pays (%)	Sans objet
I1	Superficie pour le public / étudiant	B1.3.1 Espace consacré à l'utilisateur par personne
I22	Superficie totale / Nombre d'étudiants (non prioritaire)	-
I2	Nombre d'étudiants / Nombre de places	B1.3.3 Places de consultation par personne
I3	Nombre de personnels (ETP) / 1000 étudiants	B1.4.1 Employés / 1000 personnes à desservir
I23	Nombre de postes informatiques publics / Nombre de places assises (non prioritaire)	-
I24	Nombre de places en groupe / Nombre de places assises (non prioritaire) (%)	-
I4	Nombre d'entrées physiques à la bibliothèque / Nombre d'étudiants	B2.2.1 Entrées à la bibliothèque par personne
I5	Nombre d'entrées virtuelles à la bibliothèque (visites du site web de la bibliothèque) / Nombre d'étudiants	-
I6	Nombre d'étudiants participant à des formations / Nombre d'étudiants	B2.2.5 Nombre d'utilisateurs participant à des séances de formation par personne

Relations entre les indicateurs communs de l'étude et les indicateurs de la norme ISO 11620

	<i>INDICATEURS COMMUNS PROPOSÉS PAR L'ÉTUDE</i>	<i>INDICATEUR ISO 11620 ASSOCIÉE OU APPROCHANTE</i>
I7	Nombre d'heures de formation des usagers dispensées / Nombre de dizaines d'étudiants	-
I8	Nombre d'emprunts de documents sur support / Nombre d'étudiants	-
I9	Nombre d'articles de périodiques électroniques consultés / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs)	-
I10	Nombre de livres électroniques consultés / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs	-
I11	Dépenses totales de la bibliothèque (hors masse salariale) / Nombre d'étudiants	B3.4.1 Coût par usager
I12	Dépenses totales de la bibliothèque (hors masse salariale) / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs	B3.4.1 Coût par usager
I13	Dépenses totales de la bibliothèque (dont masse salariale) / Nombre d'étudiants	B3.4.1 Coût par usager
I14	Dépenses totales de la bibliothèque (dont masse salariale) / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs	B3.4.1 Coût par usager
I15	Dépenses totales de la bibliothèque / Dépenses totales de l'établissement (%) (non prioritaire)	B4.3.2 % des moyens institutionnels accordés à la bibliothèque

Relations entre les indicateurs communs de l'étude et les indicateurs de la norme ISO 11620

	<i>INDICATEURS COMMUNS PROPOSÉS PAR L'ÉTUDE</i>	<i>INDICATEUR ISO 11620 ASSOCIÉE OU APPROCHANTE</i>
I16	Dépenses de personnel / Nombre d'étudiants (non prioritaire)	-
I17	Dépenses documentaires / Nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs	-
I18	Dépenses documentaires / Dépenses totales de la bibliothèque (dont masse salariale)	-
I25	Dépenses documentaires / Dépenses de personnel de la bibliothèque documentaires et les dépenses de personnel	B3.3.3 Rapport entre les dépenses d'acquisition et les dépenses de personnel
I19	Dépenses documentaires consacrées à la documentation électronique / Dépenses documentaires	B4.1.1 Pourcentage des dépenses de fourniture d'information consacré à la collection électronique
I20	Nombre de jours de formations professionnelles / Nombre de personnels (ETP)	B4.2.3 % de son temps que le personnel consacre à sa formation
I21	Budgets de la bibliothèque ne provenant pas de l'établissement ou du Ministère de tutelle (subventions collectivités locales, ressources propres...) / Dépenses totales de la bibliothèque (dont masse salariale)	B4.3.1 Pourcentage des moyens de la bibliothèque issu d'une subvention spéciale ou de ressources propres



2 rue Albert Einstein
75013 Paris
commissionpilotage@adbu.fr



21 rue des Bas Rogers
92150 Suresnes
sixetdix@sixetdix.com

Conception / réalisation : ocharbon.com - Crédits photographiques : ADBU, Freepik, Unsplash, Envato Elements.

